ÉCHANGES

N° 133 — Eté 2010 — 3 euros

bulletin du réseau
« Échanges et mouvement »

FRANCE. Heurs et malheurs de la représentation syndicale, p. 3
Dans les publications, p. 10

Les luttes récentes en **GRECE** : « Il n'y a plus qu'une seule chose à régler : nos comptes avec le capital et son Etat », p. 11 ◆ Question : Grèce ou Californie, même motif, autre punition ?, p. 18
Dans les publications : Europe, p. 22

La crise aux **ETATS-UNIS** : conséquences sociales, restructurations et mesures d'adaptation, 4e partie : ennemis intérieurs, ennemis extérieurs,p. 24 ◆ Dans les publications, p. 34 ◆ Journée contre les impôts à Washington DC, p. 35

THAILANDE, une autre lutte de migrants, p. 40

Dans les publications : international, p. 44

CORRESPONDANCE. 1er mai à Baltimore (Etats-Unis), p. 46 ◆ Des rencontres de discussion dans les Yvelines, p. 49 ◆ Argiles radioactives dans le Gard, p. 50 ◆ Comprendre les luttes : le rôle de la théorie (réponse à « "Echanges", fausse conscience et mauvaise conscience ») p. 51

Dans les publications : la crise, la technique, p. 56 ◆ Théorie, p. 59

NOTES DE LECTURE. « Ouvriers contre le travail. Barcelone et Paris pendant les Fronts populaires », de Michael Seidman, p. 63 ◆ « La Question syndicale en Chine », de Bruno Astarian, p. 64

Liste des publications disponibles à Echanges, p. 72

ÉCHANGES N° 133 — Eté 2010

ÉCHANGES

Bulletin du réseau « Echanges et mouvement »
pour abonnement, informations
et correspondance :
echanges.mouvement@laposte.net

BP 241, 75866 Paris Cedex 18, France

Sur Internet :
http:// www.mondialisme.org

Abonnement : 15 euros pour quatre numéros comprenant les brochures publiées dans l'année.

Les publications d'Echanges et mouvement sont régulièrement déposées dans les librairies suivantes :

à Angers
L'Etincelle, 26 rue Maillé
☎ 02 41 24 94 45

à Brest
Roignant, 21 rue Navarin
☎ 02 98 44 41 01

à Lyon
La Gryffe, 5 rue Sébastien-Gryphe, 7e
☎ 04 78 61 02 25

à Paris
La Brèche, 27 rue Taine, 12e
☎ 01 49 28 52 44.
Galerie de la Sorbonne, 52, rue des Ecoles, 5e
☎ 01 43 25 52 10
Parallèles, 47 rue Saint-Honoré, 1er
☎ 01 42 33 62 70.
Le Point du jour, 58 rue Gay-Lussac, 5e
☎ 01 43 26 20 17.
Publico, 145 rue Amelot, 11e
☎ 01 48 05 34 08
Quilombo, 23 rue Voltaire, 11e
☎ 01 43 71 21 07

à Rennes
Alphagraph, 5 rue de l'Echange
☎ 02 99 79 74 20

au Canada
La Sociale CDL, Case postale 266
succ. C. – Montréal, Québec
Canada H2L 4K1
lasociale_bis@yahoo.fr

DERNIÈRES PARUTIONS

Ce recueil d'articles publiés dans *Echanges* entre 1979 et 2010 permet d'avoir une vue d'ensemble sur trente années d'histoire des luttes ouvrières dans une industrie primordiale pour le capitalisme. La restructuration du capital est aussi la restructuration des luttes, qui ne disparaîtront qu'avec le capitalisme lui-même.

Ni patrie ni frontières, 180 p., 6 euros

Trois textes (une enquête administrative, un article d'un magazine officiel, le récit d'une grève) qui ont en commun de provenir de Chine populaire et de s'interroger – comme le fait Bruno Astarian dans la présentation – sur le rôle d'éventuels syndicats indépendants.

Echanges et Mouvement, 56 p., 2.50 euros

HEURS ET MALHEURS DE LA REPRÉSENTATION SYNDICALE

La question de la représentativité syndicale (1) redevient, en France, d'actualité : à la fois quant aux difficultés d'application des nouvelles règles et au fait qu'elles font partie du grand marchandage entre le gouvernement et les syndicats ouvriers et patronaux autour de l'adaptation des conditions d'exploitation du travail à la crise mondiale du capital – la baisse du taux de profit.

RETOUR SUR QUELQUES CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES

La représentativité est aujourd'hui, dans tous les Etats, la clé de la présence des syndicats et le cadre juridique de leurs activité. Les Etats totalitaires, pour d'évidentes raisons économiques, imposent un cadre strict et unique à cette représentativité syndicale et excluent et répriment toute autre forme d'action syndicale. Les Etats démocratiques, pour d'autres raisons économiques évidentes, fixent aussi un cadre juridique autorisant la présence syndicale à tous les échelons de l'organisation économique capitaliste. La différence entre ces deux concepts du rôle du syndicat n'est pas si grande. En fait on trouve, même à l'intérieur d'Etats « démocratiques », toute une gamme de situations qui peuvent aller de l'acceptation sans réserve du syndicat comme rouage du fonctionnement de l'entreprise à son rejet systématique ; de même dans les Etats totalitaires, l'évolution économique fait que, au nom d'une liberté syndicale, s'exercent des pressions pour que soit définies légalement d'autres structures et fonctions syndicales.

Tout n'est finalement, à l'échelle des Etats comme à celles de la plus petite unité économique, qu'une question de nécessité, d'utilité, de gestion sans heurts. On peut

(1) Dans notre n° 129 (été 2009), sous le titre « La loi sur la représentativité et l'indépendance des syndicats » (http://mondialisme.org/spip.php?article1329), nous avons tenté d'expliquer l'ensemble des problèmes de la représentativité syndicale en France depuis la seconde guerre mondiale. Nous évoquions les raisons économiques, sociales et politiques qui avaient conduit, avec la loi du 20 août 2008, à modifier profondément les règles de cette représentativité en vigueur depuis 1945.

aussi relier cette nécessité à l'importance de l'unité considérée, tout comme au niveau des techniques de production utilisées tant dans le capital fixe (les machines en œuvre) que dans le capital variable (les méthodes de gestion de la force de travail). Mais là les choses deviennent plus confuses : le capital n'est pas formé d'unités homogènes quant à la gestion de la force de travail. A l'intérieur d'un même Etat, on peut trouver des situations contradictoires qui rendent difficile de dresser, quant à ces critères de représentativité, un rapport entre leur forme et le niveau des techniques de production, d'organisation du travail et le régime politique d'un Etat.

Sur ce point de la présence syndicale, la situation est particulièrement mouvante. Pour une majorité des travailleurs du monde, pour contrer le syndicat unique, courroie répressive des impératifs d'un pouvoir autoritaire, des militants peuvent agir pour créer des syndicats indépendants soutenus par le mouvement souvent sauvage des travailleurs. Ce à quoi ils tendent, en fait, c'est à atteindre le modèle syndical des Etats industrialisés où les syndicats bénéficient d'un régime à la fois de protection et d'encadrement.

Le syndicat de base soutenu par de larges fractions de travailleurs et animé par des militants désintéressés a dû, pour éviter persécutions et répression d'une bonne partie des patrons, rechercher des protections légales qui, avec le temps, sont devenues de plus en plus importantes. En même temps, toute une partie du patronat favorisait cette légalisation du syndicat, y trouvant l'avantage d'avoir des interlocuteurs pour fixer les conditions d'exploitation, ce qui garantissait une certaine paix sociale en accréditant ces conditions. Mais, ce faisant, les syndicats sont peu à peu devenus dépendants de l'Etat capitaliste et distants d'une base qui ne voyait plus la nécessité de soutenir directement des représentants

Ils s'assirent, las et découragés.

si protégés. On a ainsi assisté à deux courants interférant dans une sorte de rapport dialectique :

– d'une part des syndicats et leurs représentants de plus en plus protégés et encadrés légalement dans l'accomplissement d'une fonction de plus en plus évidente d'intermédiaires pour la fixation des conditions d'exploitation de la force de travail ;

– d'autre part une désaffection progressive des travailleurs vis-à-vis d'organisations qui n'avaient plus besoin d'un engagement militant quelconque des adhérents – ceux-ci ne voyant plus en elles que des rouages du système d'exploitation. Bien sûr, il y avait des exceptions, mais dans l'ensemble, avec des différences, c'est cette situation qui prévaut dans tout le monde industrialisé.

C'est au terme de cette évolution, dans des conditions variables selon le degré d'évolution du capitalisme et des traditions historiques de lutte, que cette question de représentativité est devenue la preuve même en quelque sorte de l'existence du syndicat et de son pouvoir d'intervention dans la fixation des conditions d'exploitation de la force de travail et de tout ce qui l'entoure. Cette représentativité est devenue plus importante que le nombre des adhérents (tous les syndicats mentent sur ce point devenu difficile à déterminer d'autant plus que des circonstances particulières peuvent le faire varier dans le temps ou dans une branche d'industrie spécifique) ; elle est aussi plus importante que les chiffres évaluant le nombre de manifestants ou de grévistes qui, comme chacun sait, diffèrent aussi du tout au tout selon les sources d'estimation.

Il ne reste, c'est bien conforme à la démocratie mystificatrice des élections, que le résultat des votes des travailleurs aux différents échelons de tout l'appareil de gestion de la force de travail depuis les entreprises jusqu'aux organismes paritaires nationaux. Ces élections sont la seule mesure de l'influence des syndicats et déterminent leur place et leur importance dans tout le système de gestion de la force de travail.

SUIVANT LES ETATS, les systèmes pratiques de cette représentativité diffèrent bien évidemment en fonction de considérations historiques, mais, fondamentalement, ils répondent tous à cette question simple : à qui sera garantie par l'Etat la représentation des travailleurs dans le procès de production ? C'est ainsi que les pays anglo-saxons ont résolu assez simplement la question de la représentativité dans une entreprise.

Aux Etats-Unis seul un vote majoritaire des travailleurs permet à un syndicat d'être représentatif et de conclure des accords sur les conditions de travail dans cette seule entreprise : c'est simple et facile. Il n'y a pratiquement qu'une seule centrale nationale, l'AFL-CIO. Aucune compétition, seulement à se battre contre le patron qui fait tout, y compris les plus basses manœuvres pour échapper à cette présence syndicale et régler les conditions de travail en toute liberté (2). Le Royaume-Uni a repris une telle disposition, mais beaucoup plus récem-

(2) Récemment un syndicat des services Services Employees International Union (SEIU), qui a quitté l'AFL-CIO en 2005 et dont le leader est un des conseillers d'Obama, a proposé de donner la représentativité à un syndicat dans une entreprise, non plus par un vote majoritaire mais par une simple déclaration d'une majorité d'adhérents. Mais il ne semble pas, devant l'hostilité des lobbies du patronat, que cette réforme ait des chances d'être votée par le Congrès.

ment : la syndicalisation et le mouvement shop-steward furent longtemps assez forts du soutien ouvrier pour imposer une représentation directe en dehors de toute législation. Ce ne sont pas tant les années Thatcher de régulation stricte des conflits du travail que la désindustrialisation et la chute de l'adhésion syndicale qui ont amené la nécessité d'assurer la représentativité des syndicats dans les entreprises. La solution américaine pouvait être retenue parce que, là aussi il y avait une seule confédération, le Trade Union. Mais elle a été aménagée dans un sens moins « démocratique » : la représentativité peut être assurée par un vote majoritaire mais aussi par-dessus la tête des travailleurs par un accord entre le patron et un syndicat.

Par contre, dans les autres pays d'Europe, l'Etat s'est en quelque sorte désintéressé de cette question de représentativité, laissant en général, aux deux partenaires, syndicats ouvriers et patronaux le soin de régler qui représente qui, où et quoi (3).

LE CAS PARTICULIER DE LA FRANCE ET SON ÉVOLUTION

La solution française retenue en 1945-1946, par-delà le caractère politique (c'était l'application du programme du Conseil national de la Résistance), garantissait la représentativité syndicale au plan national en ce sens qu'elle donnait aux confédérations syndicales ainsi « reconnues » cette représentativité sur tout le territoire national, indépendamment d'un avis quelconque des travailleurs. Cela correspondait d'ailleurs à la forte tendance capitaliste d'Etat et le syndicat particulièrement dominant, la CGT pouvait fonctionner pratiquement comme syndicat unique courroie de transmission du pouvoir central. Rapidement, tout devint plus complexe, lié à l'évolution économique et politique : pour contrer le rôle dominant de la CGT et pour compléter l'abandon progressif du rôle de l'Etat dans l'économie, d'autres syndicats furent reconnus au plan national ou professionnel, se voyant ainsi garantir une représentativité, toujours par voie de décret du pouvoir politique sans consultation quelconque de la base.

Les règles de cette représentativité au niveau des entreprises dans les votes « démocratiques » pour les organismes de gestion mis alors en place – délégués du personnel et comités d'entreprise – a favorisé les syndicats reconnus et rendu difficile l'expression directe de la volonté des travailleurs. Elles comportaient à l'origine une certaine rationalité et leur avantage pour le patronat était évident tant qu'il n'y avait qu'un syndicat dominant. Mais avec la multiplication des syndicat reconnus et la montée d'oppositions qui sont parvenues, au niveau de l'entreprise, et même, plus récemment, au niveau des branches professionnelles, à se faire admettre, tout ce système est devenu complexe et lourd à manier.

L'évolution des structures du capitalisme et ses impératifs de gestion ont fini par rendre intolérables ces inconvénients :

(3) En Allemagne, le principe « une entreprise, un syndicat, un accord collectif » qui était appliqué depuis des décennies d'un commun accord entre le patronat et les grands syndicats et permettait au syndicat majoritaire de négocier seul les conditions de travail de tous les salariés d'une entreprise vient d'être battu en brèche par un jugement du tribunal du travail d'Erfurt. Au nom du principe constitutionnel de la liberté d'association, il donne aux « petits » syndicats (apparus depuis peu et ayant joué un rôle majeur dans des conflits récents) la possibilité d'interférer dans les discussions au niveau de l'entreprise. Cela va à l'encontre des pratiques antérieures et peut amener à trouver des solutions légales similaires aux réglementations évoquées dans cet article.

▶ les formes de la concentration capitaliste avec le maintien pour diverses raisons d'entités juridiques sous le chapeau d'une même entreprise a contraint à maintenir tous ces organismes distincts avec une masse de représentants élus et/ou légaux à la fois ingérables et, à une époque de réduction systématique des coûts de production, de plus en plus onéreux pour l'entreprise ;

▶ la parcellisation du travail et la transformation du fordisme consécutives au développement de l'automatisation et de l'informatisation ont conduit à l'abandon des règles globales nationales et professionnelles fixant les conditions d'exploitation (en gros les conventions collectives très détaillées). L'unité de base est devenue un échelon spécifique avec ses règles spécifiques, et l'appréciation du travailleur est déterminée moins par ses connaissances professionnelles que par son « mérite » ;

▶ en dehors d'un cadre général très vague, les centrales syndicales ont vu leur rôle, lié aux formes centralisatrices de la représentativité, s'amenuiser alors que la gestion de l'unité de travail tendait à s'autonomiser, renforçant le pouvoir des représentants syndicaux de base.

Il faut préciser que cette réforme n'a nullement été imposée par l'intégration de la France dans l'Union européenne. Il n'existe en cette matière aucune unité entre les Etats européens, pas plus que de tentatives de fixation de règles européennes supplantant les règles nationales ou fixant des cadres de référence. Le problème est strictement franco-français.

Toute réforme devait viser à restituer un pouvoir syndical au niveau de l'unité de travail, là où tout se fixait désormais, mais aussi à simplifier tout le système de représentation en ne laissant qu'un seul interlocuteur au niveau de l'entreprise, ce qui en même temps réduisait les coûts. Dans un premier temps, il fut envisagé d'imiter le système anglo-saxon : un vote majoritaire assurant la représentativité unique dans l'entreprise, ce qui était bien le but recherché. Mais cette chirurgie brutale a soulevé tant de remous qu'elle a été abandonnée pour un système bâtard conçu par le gouvernement et les principaux « grands » syndicats, qui, pourtant, laissait aux « petits » la possibilité d'être « représentatifs » dans l'entreprise.

Nous avons exposé, dans l'article « La loi sur la représentativité et l'indépendance des syndicats », les conditions concrètes de ce texte dont l'application se met en place depuis près de deux ans. Le fait qu'il ait été conçu comme un compromis a introduit des failles qui se révèlent aller à l'encontre de ce que le système de gestion du travail pouvait en attendre.

Nous avons signalé qu'une première entorse avait dû être concédée aux pilotes de ligne d'Air France-KLM sous la menace d'une grève de cette catégorie de travailleurs qui voulaient une représentativité restreinte de leur syndicat – car celui-ci, en raison de leur nombre par rapport aux effectifs globaux de l'entreprise, ne pourraient jamais atteindre le seuil de 10 % permettant la représentativité. Ce précédent peut entraîner d'autres exceptions, si le rapport de forces est suffisant pour l'obtenir. Même si ce n'est pas le cas aujourd'hui, une porte est néanmoins ouverte.

Une tentative du syndicat Force ouvrière (FO) de faire juger illégale cette règle des 10 % a finalement, après un jugement favorable, été rejetée par la Cour de cassation. Mais l'affaire n'est pas close. FO a saisi en décembre 2009 le Bureau international du travail (BIT) (4).

D'autres problèmes sont apparus ou pourraient apparaître. Le but de simplification de la représentation et de réduction des coûts résultant du système ancien pourrait ne pas être atteint en raison d'un simple jeu arithmétique : le cas s'est produit, par exemple à la GMF et à la Caisse des Dépôts et Consignations, où trois syndicats ont passé la base des 10 % et sont ainsi « reconnus » ; on peut aisément imaginer que 8 ou 9 syndicats se retrouvent dans cette situation ; on peut même imaginer qu'aucun syndicat n'atteigne les 10%. Dans d'autres entreprises (comme à la SNCF), les exclus se sont regroupés sur une même liste, ce qui semble répondre à l'objet de la loi mais en même temps maintient le pluralisme syndical que l'on voudrait réduire sinon éliminer (cela a fait fleurir des alliance contre nature qui démontrent que ce qui compte dans le syndicalisme, ce n'est pas tant l'affirmation de positions que le pouvoir et les facilités qu'offrent les fonctions de représentation dotées d'une protection légale). Toute une polémique a également été soulevée dans un imbroglio juridique au sujet de la présence ou non d'un représentant syndical au sein des comités d'entreprise ; disons seulement que ce problème est devenu encore plus complexe avec la présence de ces « listes regroupées » dont nous venons de parler ; donnent-elles un droit à représentant à chaque syndicat de la coalition de circonstance ? Un autre problème, uniquement d'ordre pratique, concerne la totalisation des voix pour déterminer les seuils donnant la représentativité pour les discussion d'accord au niveau des branches professionnelles (8 %) ou national (8 %) : 70 % des procès-verbaux d'élections d'entreprise collectés par les directions départementales du travail chargées de faire les additions ne sont pas fiables, des catégories pouvant varier et ne pouvant être additionnées.

Un autre problème tout aussi concret se trouve soulevé par l'application stricte de la nouvelle loi, un problème dont la dimension ne semble pas avoir été envisagée, chaque syndicat espérant conserver ses (plus ou moins) permanents d'entreprise. Le nombre de ces évincés contraints de reprendre le collier du travail est difficile à évaluer (à la SNCF, FO a perdu 9 de ses permanents sur 18). C'est un problème pour le syndicat dont l'appareil devient une peau de chagrin, mais aussi pour l'employeur contraint de recaser (sans possibilité de licenciement à cause des protections légales et éventuellement après formation) des « travailleurs » blanchis sous le harnais des facilités et des scléroses bureaucratiques, et pour les intéressés eux-mêmes, devenus bien souvent inadaptables à des conditions de travail qui ont largement évolué depuis le temps où ils étaient au turbin. S'il est certain que quelques patrons astucieux ont pu utiliser la « compétence » de ces syndicalistes évincés à l'échine souple pour les intégrer dans les services de gestion de la force de travail (conseillers de

(4) Quatre points notamment posent problème au regard des conventions 87 et 98 de l'Organisation internationale du travail (OIT), selon le secrétaire général de FO, Jean-Claude Mailly : « l'obligation pour désigner un délégué syndical de passer par la procédure électorale » qui serait contraire au droit pour les syndicats de désigner librement leurs représentants ; l'obligation de changer de représentant de section syndicale en cas de score aux élections inférieur à 10 % ; l'existence de seuils d'audience minimum pour valider un accord (30 %) contraire à la liberté de négocier ; le traitement de faveur accordé aux syndicats représentatifs chez les cadres.

DRH par exemple), on peut aussi citer des situations ubuesques, comme celle d'une grande banque où, devant l'impossibilité de trouver un reclassement – même après formation – à ces évincés, on les a maintenus – avec salaires – dans les mêmes prérogatives qu'avant leur éviction.

PAR-DELÀ ces questions pratiques, la loi comporte deux inconnues : l'une concerne l'application progressive des seuils de représentativité hors du niveau de l'entreprise ; si actuellement seuls les syndicats ayant recueilli 30 % des suffrages peuvent conclure des accords collectifs, ce seuil sera porté à 50 % en 2012. Ce qui pourrait conduire à des conflits entre les représentations de base plus proches des travailleurs et celles des niveaux supérieurs, branches d'industrie ou confédérations nationales. L'autre inconnue est celle de la représentativité syndicale dans les entreprises qu'un néologisme classe comme très petites entreprises (TPE) : celles qui exploitent moins de 11 travailleurs et dont personne ne se souciait jusqu'à récemment à propos de « représentativité », puisque, même au-delà de ces TPE, plus de la moitié des entreprises n'ont aucune présence syndicale.

Dans le passé, personne ne se souciait guère de ces travailleurs qui représentent 20 % de l'ensemble des exploités du secteur privé (4 millions de travailleurs) et pratiquement tous les textes sur la représentation syndicale au sein des entreprises excluaient les patrons de toute obligation sur ce point. Il semble qu'une concession ait été faite aux centrales syndicales en créant une obligation pour ces TPE, ce qui pourrait permettre de recaser les laissés-pour-compte de la réforme concernant les grandes entreprises. Le projet de loi qui vient d'être déposé devant le Parlement prévoit, puisqu'il est impossible d'organiser un vote quelconque entreprise par entreprise, un scrutin régional tous les quatre ans qui permettrait à un ou plusieurs syndicats (ceux qui atteignaient le quorum) de participer à des commissions paritaires régionales pouvant intervenir au niveau de chaque entreprise. Une levée de boucliers de tout le patronat (qui s'explique par le fait que ces TPE sont souvent des sous-traitants des grandes entreprises et connaissent des conditions d'exploitation qui garantissent de bas coûts de production d'une pièce détachée ou d'une autre) semble remettre en cause ce projet, ce qui bouscule le magasin de porcelaine du marchandage des syndicats et du pouvoir (5).

Nous serons certainement amenés à reparler de ce roman à épisodes qui montre à quel point il est difficile d'adapter les structures d'encadrement du travail à des transformations profondes des conditions d'exploitation de la force de travail, transformations déjà à l'œuvre depuis des années. Les débats les plus médiatisés concernant la fixation du coût du travail (et de ses accessoires) masquent ces transformations profondes des méthodes d'exploitation et du contenu et du rôle des représentations qui en découlent, même s'ils sont un des éléments d'un marchandage global autour de la productivité du capital variable.

H. S.

---

(5) Les députés ont repoussé le 8 juillet une disposition du projet de loi sur le dialogue social dans les très petites entreprises. Le Sénat avait adopté, en première lecture, ce texte qui prévoit de mesurer l'audience des syndicats dans les TPE par des élections d'ici à la fin 2012 et d'instaurer, par accord entre employeurs et salariés, des commissions paritaires territoriales assurant un suivi du dialogue social dans ces entreprises. C'est cette instauration de commissions paritaires, destinées à instaurer le « dialogue social », qui a été refusée.

SNCF

◆ « SNCF, un conflit mal préparé. Sur la dernière grève d'avril qui s'est éternisée sans succès », dans *Alternative libertaire* n° 195 (mai 2010). Dans ce même numéro, un militant CGT revient sur la tentative, avortée avant même d'être mise en place, d'autogestion à l'usine Philips de Dreux en janvier 2010 (voir p. 62).

SURCOUF

◆ Grève chez Surcouf (supermarché de l'informatique à Paris) dans *CQFD* n° 78 (15 mai 2010).

SANS-PAPIERS

◆ « Grève des travailleurs sans-papiers, une lutte exemplaire gâchée par des appareils » dans *Courant alternatif* n° 200 (mai 2010) [http://oclibertaire.free.fr/spip.php?article769].

◆ « Travailleurs sans-papiers, il faut que la grève tienne », dans *La Forge* n° 506 (avril 2010). Et « Le piquet des piquets des travailleurs sans papiers tient toujours », dans *La Forge* n° 508 (juin 2010).

◆ « La plus grande grève ouvrière depuis 1995 », dans *Partisan* n° 238 (mai 2010).

P. IV

Ossaro traversant le gouffre.

« IL N'Y A PLUS QU'UNE SEULE CHOSE À RÉGLER :

NOS COMPTES AVEC LE CAPITAL ET SON ÉTAT»

DANS LES PÉRIODES DE crise, comme la période actuelle de suraccumulation, les capitalistes utilisent la politique de « dette publique » pour concevoir de nouvelles façons d'intensifier l'exploitation. Au contraire des moments de reprise capitaliste qui voient s'accroître la dette privée, les récessions sont caractérisées par l'accroissement de la « dette publique ». L'investissement privé en obligations d'Etat garantit des profits qui proviennent des contributions directes et indirectes des travailleurs, dans le but de percevoir des dividendes et menant, finalement, au renforcement du secteur bancaire. Ainsi, la « dette publique », contrairement à ce qu'on affirme généralement, vient en aide au capital privé et devrait donc être comptabilisée parmi ses profits.

De plus, au cours des vingt dernières années, la « dette publique » a triplé dans 20 des 27 pays de l'Union européenne (UE), du fait des énormes dépenses engagées pour renflouer le secteur financier. Cet argent n'a pas été prêté au capital privé (non bancaire) pour des investissements productifs. En outre, les emprunts publics ont été et sont toujours émis avec des conditions qui outrepassent largement le taux de profit moyen, rendant les investissements en obligations d'Etat bien plus rentables que les investissements en unités de production et d'autant plus intéressants qu'ils sont exempts de tout risque de luttes sur les sites de production.

La récession économique générale de ces dernières années, qui est la manifestation la plus récente d'une crise de reproduction permanente du capital qui dure depuis trente-cinq ans – une crise tout juste interrompue par des rétablissements temporaires –, a touché

de façon inéluctable l'accumulation au niveau national. Toutefois, hormis les conséquences de la réduction de l'activité économique globale sur les exportations de capital grec, en particulier dans le fret maritime et le tourisme, la récession est aussi devenue l'occasion de mettre au jour les difficultés permanentes que connaissent la mise au pas du prolétariat et les possibilités de son exploitation.

Après être parvenu, du milieu des années 1990 juqu'au milieu des années 2000, à accroître le taux d'exploitation et à augmenter sa rentabilité, le capital a vu en Grèce, ces dernières années, le taux de profit diminuer sans interruption, en raison d'une hausse de productivité trop faible par rapport aux salaires. Par conséquent, cette rentabilité a commencé à chuter davantage à partir de 2006, jusqu'à s'effondrer, au premier semestre 2009, pour ne représenter que 51,5 % de ce qu'elle était au premier semestre 2008, du fait de la récession globale. La chute du chiffre d'affaires et de la rentabilité des entreprises privées a conduit à son tour à une importante réduction des investissements, du fait de l'incapacité croissante des entreprises à obtenir des crédits de la part des banques. Les banques elles-mêmes ont été directement touchées, puisque leurs bénéfices ont dramatiquement diminué suite à l'importante augmentation des pertes provenant des retards de paiement ou des prêts impayés ; elles avaient, en sus, un problème de liquidités plus général à cause de la crise financière globale.

Naturellement, l'Etat n'est pas resté les bras croisés. Il s'est vite confronté aux problèmes provoqués par l'éclatement de la crise, en augmentant les dépenses publiques de 10,9 % en 2009, afin de soutenir l'accumulation, contribuant de la sorte à hauteur de 1,7 % au PIB. En même temps, l'Etat renflouait les banques avec des fonds de 28 milliards d'euros, ce qui correspond à 11,5 % du PIB, afin de préserver leur rentabilité. Cette politique sera poursuivie par le gouvernement du Pasok (1), qui fournira un apport supplémentaire de 10 milliards d'euros. A côté de ça, les dépenses publiques ont été augmentées aussi pour d'autres raisons, comme par exemple le financement du chômage – puisque le nombre de chômeurs s'était accru, alors que les taxes et les contributions avaient diminué à cause de la récession, c'est-à-dire du déclin du PIB (et encore plus à cause des baisses successives depuis vingt ans des taux d'imposition sur les bénéfices). Le résultat en a été, ce qui n'est pas surprenant, que le déficit public tout comme la dette publique ont rapidement gonflé pour atteindre respectivement 12,5 % et 112,6 % du PIB.

Depuis 2008, les institutions financières ont décidé d'investir principalement dans les obligations d'Etat qui se sont multipliées presque partout, du fait de la politique générale des Etats de renflouement des banques. Après la crise du fonds souverain de Dubaï, en octobre 2009, et l'absence de toute prévision des agences de notation, ces dernières se sont frénétiquement mises à rétrograder les obligations d'Etat grecques et à augmenter les dérivés sur événement de crédit (2). Le fait que la Banque centrale euro-

(1) Panellínio Sosialistikó Kínima, « mouvement socialiste panhellénique », le parti social-démocrate actuellement au pouvoir, depuis 2009.

(2) Les dérivés sur événement de crédit ou couvertures de défaillance (en anglais Credit Default Swaps, CDS) sont des contrats de protection financière entre acheteurs et vendeurs. L'acheteur de protection verse une prime *ex ante* annuelle calculée sur le montant notionnel de l'actif (souvent dit de référence ou sous-jacent), au vendeur de protection qui promet de compenser *ex post* les pertes en cas d'événement de crédit précisé dans le contrat. C'est donc, sur le plan des flux financiers, comme un contrat d'assurance. [Source Wikipedia]

péenne (BCE) soit sur le point d'augmenter le taux minimal de crédit pour l'admission des obligations d'Etat comme garantie de provision en liquidités à partir du début 2011, a encouragé les institutions financières à se débarrasser des obligations d'Etat grecques qu'elles détenaient, précipitant la « crise de la dette » et augmentant les intérêts, ce qui, à son tour, a élevé le coût de refinancement de la dette. Ainsi, les dépenses publiques liées au payement des intérêts ont augmenté, tout comme les provisions nécessaires pour l'accroissement du déficit public et de la dette.

Ainsi, dans un climat de terrorisme fiscal qui avait été orchestré depuis quelques mois déjà par les médias, on en a appelé à un état d'urgence en Grèce, le capital international et l'Etat grec essayant de transformer ce pays en laboratoire d'une nouvelle politique de choc. L'énorme « dette publique » et la « banqueroute imminente du pays » sont les leitmotive employés pour terroriser et mettre au pas le prolétariat, légitimer la baisse des salaires directs et indirects et ainsi courber sous un joug néolibéral exemplaire, de dimensions internationales, ses attentes et ses revendications.

Les mobilisations sont restées jusqu'à présent assez tièdes et ne correspondent certainement pas au caractère critique de la situation et à la férocité des mesures. Il y a un sentiment général d'impuissance et de paralysie, mais aussi de colère ne pouvant trouver un débouché adéquat. Il ya certainement un vrai mécontentement envers la politique de choc que le gouvernement Pasok met en œuvre (baisse des salaires, baisses des aides, multiplication des taxes directes et indirectes, recul de l'âge de la retraite, intensi-

En deux jours les armes furent remises en état.

fication du contrôle policier, etc.). On peut percevoir ce mécontentement dans les conversations de tous les jours au travail ; un silence fragile l'emporte néanmoins, face à la dictature de l'économie et à la toute-puissance des « marchés ». Le mantra de « l'unité nationale » est un des outils préférés du gouvernement, comme on peut s'y attendre dans de pareils moments ; il n'a pourtant pas encore atteint un stade dangereux.

Les confédérations syndicales, la GSEE (Confédération générale du travail de Grèce, l'organisation qui chapeaute les syndicats du secteur privé) et l'Adedy (Syndicat des fonctionnaires), sont totalement contrôlés par le gouvernement socialiste et s'efforcent d'éviter toute véritable résistance à la récente offensive. Pour l'heure, il semble plutôt improbable que la crise et la pression exercée par la base sur ces dinosaures conduisent à des changements majeurs dans leur structuration et leur rôle, vu le comportement quasi léthargique des cadres syndicaux du plus bas niveau dans le Parti socialiste, qui remportent toujours la majorité des votes sur la plupart des lieux de travail.

Ses compagnons l'aperçurent au milieu du pont.

LE 10 FÉVRIER eut lieu la première grève appelée par l'Adedy, avec une participation plutôt faible du secteur public. Nous essayerons ci-dessous de donner une description de la manif du 24 février à Athènes, la GSEE et l'Adedy ayant alors appelé à la première grève générale contre les mesures d'austérité. Le nombre de grévistes est estimé à 2 ou 2,5 millions. Dans certains secteurs (les ports, les chantiers navals, les raffineries, le bâtiment, les banques et les entreprises de services publics), la participation est allée de 70 % à 100 %. Dans le secteur public (éducation, santé, services publics et ministères, bureaux de poste), la participation a étét plus faible, entre 20 % et 50 %.

Les estimations du nombre de participants à la manifestation lors de la grève varient beaucoup. La police donne 4 000 manifestants, certains médias 100 000 et d'autres parlent de 9 000 à 30 000 manifestants. En termes de participation, on peut dire qu'un chiffre de 40 000 environ est une estimation fiable.

On peut distinguer deux caractéristiques principales de cette manifestation. La première est la participation notable de nombre d'immigrés, non seulement « sous le commandement » des organisations de gauche, mais aussi diffuse dans le cortège des manifestants. Il faut souligner que la participation des immigrés est aujourd'hui liée à la nouvelle loi sur « la citoyenneté pour les immigrés », qui crée des divisions parmi eux en distinguant la catégorie de ceux, très peu, qui sont éligibles à la citoyenneté et les

milliers condamnés au no man's land de l'illégalité.

La seconde caractéristique est que le combat de rue entre la police anti-émeute et les manifestants ne provenait pas nécessairement du milieu antiautoritaire-anarchiste – il y a eu plusieurs cas de combat rapproché, parce que le gouvernement socialiste avait donné instruction à la police anti-émeute de limiter l'utilisation des gaz lacrymogènes. Il y a eu des bris de vitrines de banques, des pillages de boutiques (librairies, grands magasins, supermarchés et cafés) et, bien qu'ils ne se soient pas généralisés, ces événements ont certainement donné une tonalité assez différente de celle qu'on pouvait attendre des manifs habituelles GSEE-Adedy. Un incident de fin de manifestation est peut-être un bon révélateur de ce changement d'ambiance : comme les manifestants marchaient rue Panepistimiou, où commence Kolonaki, un quartier branché du centre d'Athènes, ils virent dans le café Zonar, un établissement traditionnel bourgeois et très cher, des clients guindés et bien habillés en train de boire du champagne (!) et de déguster de délicieux breuvages, très chers. La foule enragée envahit le café, brisa ses vitrines et bientôt des gâteaux furent distribués à un prix bien plus abordable !

Ces caractéristiques, selon nous, montre le fort impact de la révolte de décembre 2008 sur la façon de protester. A l'évidence, les actes de violence envers les flics et les institutions capitalistes comme les banques et les magasins au cours de la manifestation était généralement approuvés. De fait, à plusieurs reprises, les manifestants ont attaqué les flics pour les empêcher d'arrêter les « fauteurs de troubles ». Bien sûr, les appels de gauche à une « manifestation pacifique » n'ont pas manqué, mais ils ont paru insignifiants aux yeux de la plupart des prolétaires.

Il y avait certainement un sentiment général de joie à lâcher son indignation contre les flics et ainsi à exprimer la colère contre cette récente attaque, et la grève et la manif ont ainsi fonctionné comme un antidépresseur puissant, bien qu'à effet passager.

Enfin, il nous faut citer une manœuvre spectaculaire du PC (3) (en fait de son front ouvrier, appelé PAME [4]) la veille de la grève : ils squattèrent la Bourse tôt le matin avec une banderole surréaliste et plutôt incompréhensible, disant en anglais « Crisis pay the ploutocracy » (la crise paye la ploutocratie). Leur but était, selon leurs propres termes, de « montrer aux inspecteurs de la Commission européenne, de la BCE et du FMI où était l'argent » – comme s'ils ne le savaient pas ! En fait, les services de la Bourse furent transférés dans un autre bâtiment et l'occupation prit fin à 14 heures. Nous reviendrons plus tard dans ce compte rendu sur les pratiques du PC et leur influence.

Le 3 mars, le gouvernement socialiste annonçait les nouvelles mesures pour le « salut du pays », comprenant une baisse de 30 % des treizième et quatorzième mois des travailleurs du public, une baisse de 12 % des subventions salariales, des hausses des taxes sur les carburants, l'alcool et le tabac, ainsi que des coupes dans les budgets de l'éducation et de la santé. Les premières réactions sont venues du PAME, qui a intensifié ses escarmouches spectaculaires, occupant cette fois le ministère des Finances et, le lendemain, quelques stations de télé dans les villes de province. C'est encore le PAME qui a été le premier à appeler pour le 4 mars à des manifestations d'après-midi à Athènes

(3) Le Parti communiste (PC), Kommunistiko Komma Elladas (KKE).

(4) En grec, PAME (Front militant ouvrier) signifie « en avant », « allons-y ». Site : http://www.pamehellas.gr/

et dans plusieurs autres villes. Plus tard, quelques syndicalistes et organisations de gauche, rejoints par le syndicat des professeurs du secondaire et l'Adedy, ont appelé à une manif séparée à Athènes. Etant donné la brièveté du délai avant la manifestation et le sentiment général d'impuissance, environ 10 000 personnes ont manifesté dans les rues principales d'Athènes de façon plutôt terne, ce qui devait changer quelque peu dès le lendemain.

Une fois encore, l'initiative de la grève du 5 mars fut prise par le PC, qui avait appelé ce jour-là à une « grève générale » et à une manifestation. L'Adedy et la GSEE prirent la suite avec un débrayage de trois heures, alors que les autres syndicats (les syndicats du primaire et du secondaire, ceux des transports publics) appelaient à une journée complète de grève. La manif du PAME rassembla environ 10 000 personnes et prit fin avant que l'autre n'ait démarré. Les antiautoritaires et les jeunes gens étaient visiblement plus présents cette fois-ci, et l'atmosphère était tendue dès le départ de la place Syntagma, près du Parlement, où le Parti socialiste s'apprêtait à voter les nouvelles mesures.

Un moment plus tard, le dirigeant de la GSEE, Panagopoulos, commit l'erreur d'essayer de s'adresser à la foule, juste pour se voir couvert de yaourt, d'eau et de café, et finalement de coups. Ce qui est incroyable, c'est que ces attaques sont venues de différentes directions et que ses nervis ont été rapidement incapables d'empêcher une multitude de gens (dont les antiautoritaires et les gauchistes formaient sans doute la majorité) d'exprimer pratiquement leur haine envers lui et ce qu'il représente. Il fut pourchassé et frappé jusque dans l'entrée du Parlement, avant d'être protégé par la police anti-émeute. Une foule en colère se rassembla bientôt devant le bâtiment. Les folkloriques Gardes du Parlement durent très vite partir et un combat commença entre les gens enragés et les escadrons anti-émeute. C'est le moment que les parlementaires de la coalition Syrisa choisirent pour leur propre action spectaculaire, déployant en face de l'entrée du Parlement une banderole affirmant que « L'être humain est la réponse, quelle que soit la question », une citation de Breton (5) qui rendait probablement mal à l'aise les intellectuels althussériens anti-humanistes appartenant à Syriza, bien qu'on puisse la lire dans le sens social-démocrate propre à Syriza, comme « les gens au-dessus des profits », le crédo préféré de cette coalition à ce moment-là.

Deux coups de feu retentirent.

Lorsque Glezos, un membre de Syriza âgé de 88 ans et symbole de la résistance nationale à l'occupation nazie, essaya d'empêcher la police anti-émeute d'arrêter un jeune homme, il fut battu et gazé en pleine tête, et l'affrontement avec la police devint rapidement généralisé. 300 personnes environ

(5) Nous n'avons pu retrouver l'origine de cette supposée citation d'André Breton (NDE).

(principalement des antiautoritaires, mais pas seulement) leur jetaient des pierres, et les autres restèrent sur place, lançant pendant un certain temps des cris et des injures, jusqu'à ce que la police anti-émeute essaye de disperser la foule en un puissant assaut. Un vif incident survint lorsque quelques personnes, s'emparant des micros de la confédération syndicale, scandèrent des slogans contre l'esclavage salarié et les flics, que l'on pouvait entendre d'un bout à l'autre de la place, dans les nuages de lacrymo. Pendant ce temps, Tsipras, le dirigeant de Syriza, se précipitait dans le Parlement pour informer ses collègues parlementaires, qui venaient de voter les nouvelles mesures, des violences contre Panagopoulos, les condamnant de la façon la plus catégorique.

La manif commença alors à avancer vers le ministère du Travail, ce qui fut critiqué par nombre de manifestants comme une tentative des syndicalistes de diminuer la tension aux abords du Parlement. Toutefois, les esprits étaient échauffés et ainsi, quand la manif atteignit le bâtiment du Conseil d'Etat, certains manifestants attaquèrent l'escouade anti-émeute qui le gardait. Rapidement, une foule immense se mit à lancer des pierres et divers projectiles sur les policiers, les pourchassant à l'intérieur du bâtiment. L'un d'entre eux, pourtant, n'y parvint pas et fut capturé, et quasiment lynché par les gens en colère. L'incident montre à la fois l'acceptation de l'escalade de violence, même de la part de gens qui auraient réagi différemment en temps normal, et la haine envers la police, en particulier ces jours-là. Il dura quelque temps parce que les travailleurs licenciés d'Olympic Airways, qui se trouvaient à proximité, empêchaient les renforts d'approcher. Ces travailleurs, peu après l'annonce des mesures, avaient occupé le Trésor public, rue Panepistimiou, et avaient coupé le trafic routier jusqu'au 12 mars avec des voitures et des poubelles. La manif se dirigea vers le ministère, qui avait auparavant été évacué, dès l'approche des premiers manifestants. Bien que la présence policière se soit alors accrue, il y eut de la casse (banques, grandes librairies et grands magasins) et la manifestation prit fin plus tard à Propylea.

BIEN QUE LE GOUVERNEMENT tente de faire porter la responsabilité des mobilisations aux « extrêmes » des partis de gauche, il faut souligner que Syriza a très peu d'influence sur les lieux de travail (excepté le syndicat du secondaire), alors que, d'un autre côté, l'idéologie et les pratiques staliniennes du PC appellent une analyse plus poussée.

La conjoncture actuelle constitue un terrain idéal pour les activités du PC, dans la mesure où la propagande gouvernementale elle-même et celle des médias concernant la prétendue imposition de mesures draconiennes par l'UE, les marchés internationaux et les spéculateurs, semblent confirmer sa rhétorique sur la « sortie de l'UE » et la « résistance aux monopoles et au grand capital », qu'il annonce religieusement depuis les années 1980. Etant l'un des principaux représentants de la classe ouvrière (en tant que classe du mode de production et de

communication capitaliste) au sein de l'Etat grec et de ses institutions, le PC en appelle à l'établissement d'une économie nationale « populaire », dans laquelle la classe ouvrière profiterait des avantages du capitalisme social-démocrate, au parfum de stalinisme. En fait, le PC, par ses actions, fait tout pour engluer les luttes dans les limites des institutions capitalistes, et mieux encore, dans celles qui sont le plus fétichisées, les élections et le Parlement, puisque, pour le PC, voter pour le parti et s'organiser en son sein constitue l'apogée de la lutte de classe.

La caractéristique majeure de l'activisme du PC reste la séparation complète entre les mobilisations de son organe syndical (PAME) et le reste des prolétaires en lutte. Les manifestations organisées par le PAME et le PC ne se joignent jamais aux manifestations appelées par les autres syndicats et organisations étudiantes. Bien que nous ne soyons pas en mesure de savoir exactement ce qui se passe dans les appareils du PC et du PAME, du fait de leur mode d'organisation complètement impénétrable, l'expérience que nous avons de la participation aux réunions

Question : Grèce ou Californie, même motif, autre punition ?

La dette grecque menacerait la stabilité économique de l'Union européenne et un effet de domino faisant chuter l'Espagne et l'Italie sonnerait la fin de l'euro. C'est du moins ce que l'on nous martèle depuis des mois pour faire avaler, à l'échelon européen, tout un arsenal de restrictions diverses conduisant à faire payer, par différents canaux, aux travailleurs (les seuls produisant de la valeur) le poids de la crise du capital qui n'est pas seulement financière et vise finalement à diminuer les coûts de production dans la compétition mondiale – la clé du système et de la crise. Ce n'est pourtant qu'une affaire euro-européenne puisque la dette grecque est détenue en grande partie par des banques allemandes (dont certaines contrôlées par l'Etat et une autre partie par les banques françaises). La « solidarité franco-allemande » conduit au sauvetage de leurs banques avec un arrière-plan de manipulation dans le grand jeu mondial des parités monétaires, la « faiblesse » de l'euro alimentée par le battage médiatique sur la faillite de certains Etats de l'Union favorisant les exportations de la zone et la « reprise »

L'Etat de Californie, dont l'économie représente cinq fois celle de la Grèce, est pratiquement en faillite (1), ne peut payer ses fonctionnaires et met en œuvre un plan drastique de réduction de tous ses services, mais personne ne prétend que cette situation met en danger le dollar et menace l'existence des Etats-Unis. Pourtant, population et production de ces deux unités, Etats-Unis et Union européenne, sont presque égales. De plus, les dettes intérieure et extérieure des Etats-Unis sont largement supérieures à celles de l'Union européenne.

Alors ? Que signifie toute cette instrumentalisation de la « dette grecque », sinon faire accepter aux travailleurs, afin d'extraire le plus possible de plus-value, ces plans d'austérité qu'une politique commune européenne impose à tous les Etats, ceux-ci n'ayant que le choix des moyens adaptés aux conditions nationales ?

(1) Voir la brochure *La Crise en Californie*, de Gifford Hartman, Echanges et Mouvement.

syndicales montre qu'ils exercent un contrôle total sur leur base. Nous tenons pour certain que les actions sont décidées par la direction du parti sans l'ombre d'une participation de la base, c'est pourquoi de nos jours les ex-membres du PC sont plus nombreux que ses membres.

Il faut reconnaître que le niveau d'activité de la classe est bas : aucune grève de longue durée n'a été organisée dans plusieurs secteurs simultanément, et l'on n'assiste pas non plus à des manifestations quotidiennes massives. Dans ce contexte, les activités du PAME (occupations de bâtiments publics tels que le ministère de l'Economie et la Bourse, manifestations et défilés massifs – pratiques du PC depuis au moins le milieu des années 2000) semblent impressionnantes, en particulier lorsqu'ils parviennent à être les premiers à appeler à la grève ou à une manif, obligeant la GSEE et l'Adedy à suivre. Il est possible qu'un plan visant à la division de la GSEE et de l'Adedy et à la création d'une troisième confédération syndicale « indépendante » sous-tende cette stratégie.

Bien sûr, il va sans dire que si la situation lui échappe par le dépassement des grèves hebdomadaires de 24 heures, c'est-à-dire si des grèves longues surviennent, accompagnées d'une présence prolétarienne et d'une activité militante permanente dans la rue, le PC assumera à nouveau son rôle de police en sapant les grèves qu'il ne contrôle pas, en appelant ses membres à déserter les rues et en tentant de réprimer violemment toute activité radicale. Après tout, cela a été sa pratique normale depuis la chute de la dictature, et il a fait exactement la même chose pendant la rébellion de décembre 2008.

En ce qui concerne les petits syndicats de base qui se sont multipliés ces dernières années, qu'ils soient gauchistes ou anarchistes, ils ne sont pas en mesure de mobiliser les travailleurs en général, en dehors de leurs affiliés. Leurs pratiques militantes (blocages des entreprises, implication dans les manifs) reposent principalement sur la participation active d'antiautoritaires, sans que ceux-ci en soient membres.

Vendredi 5 mars, la GSEE et l'Adedy appelaient à une autre grève de 24 heures pour le mardi 11 mars, en réponse au climat de mécontentement général, bien que passif, vis-à-vis des mesures d'austérité annoncées, tentant par là de conserver un brin de légitimité. Il n'y a pas de chiffres définitifs disponibles concernant la participation à la grève, mais nous pouvons dire à coup sûr qu'elle fut plus élevée que précédemment (la GSEE affirme que la participation à la grève a atteint 90 %).

Ce fut aussi prouvé par le nombre de manifestants, presque du double de celui de la manifestation du 24 février. D'après nos estimations, quelque 100 000 personnes ont pris part aux deux manifestations, PAME et GSEE-Adedy (le PAME avait organisé une manifestation à part, poursuivant ainsi sa pratique habituelle), même si les médias estiment ce nombre de 20 000 à 25 000. La composition de la foule était aussi légèrement différente, puisqu'il y avait plus d'étudiants, quelques lycéens et plus de jeunes travailleurs, alors que cette fois-ci les immigrés étaient absents. De plus, un grand nombre de manifestants provenant de presque tout le milieu antiautoritaire ont pris part à la manif GSEE-Adedy, dispersés dans le cortège.

Les tactiques différentes, très offensives, de la police furent un autre trait caractéristique de la manifestation. Plus de 5 000 flics tentèrent de prévenir l'escalade de la vio-

lence prolétarienne en encadrant de près le cortège de part et d'autre. Ils y parvinrent dans une certaine mesure, puisque relativement peu de gens n'étant pas issus du milieu antiautoritaire soutinrent le combat de rue ou participèrent activement aux affrontements avec la police. Cela peut aussi être lié à la composition plus large (et donc plus conservatrice) des manifestants, la plupart d'entre eux n'ayant pas connu de telles expériences. Néanmoins, il y eut de nombreuses confrontations avec la police à différents endroits pendant la manifestation, qui se poursuivirent jusqu'à la fin et se propagèrent ensuite autour d'Exarchia, où se dirigeaient de nombreux manifestants, selon la « tradition » en vigueur dans de telles occasions.

Il faut de plus noter que cette fois la direction des confédérations syndicales n'a pas fait que coopérer ouvertement avec la police, mais a en fait donné des directives spécifiques aux escouades anti-émeute afin d'arrêter les manifestants sur l'avenue Patision, pour prendre la tête de la manif et éviter de possibles conflits avec la base et une répétition des événements du vendredi précédent, lorsque les membre de cette direction furent (activement) hués comme ils le méritaient. Bien que la police ait arrêté et attaqué les premières lignes de la manif (qui comprenaient des blocs de certains syndicats gauchistes de l'enseignement primaire) afin de permettre à la direction de la GSEE et de l'Adedy de venir à l'avant, le comité de coordination des syndicats du primaire précédemment évoqués et d'autres syndicalistes gauchistes (tel un groupe de syndicalistes de l'OTE, l'ex-compagnie nationale de communications) appuyèrent politiquement cette manœuvre de la GSEE et de l'Adedy en continuant leur chemin par un détour depuis l'avenue du 3-Septembre, leur fournissant l'espace nécessaire pour prendre la tête et ensuite se plaçant juste derrière eux ! De plus, la GSEE et l'Adedy firent tout ce qui était en leur pouvoir pour aider les flics à canaliser la manif. Quand ils atteignirent la place Syntagma, ils tentèrent de repousser les gens qui arrivaient après eux. Il n'est pas surprenant que la police ait divisé la manif à Propylea, où les affrontements éclatèrent, après que le bataillon des bureaucrates fut reparti vers leur QG.

Nous devons aussi signaler que les syndicalistes des forces de sécurité (la police, les pompiers, etc.) qui attendaient place Kolotroni que passe la manifestation séparée du PAME, furent applaudis par les manifestants et qu'ils les applaudirent à leur tour. Evidemment, ils disparurent rapidement, parce que le « rassemblement » avec les autres manifestants n'aurait pas été une très bonne expérience pour eux.

La composition de ces dernières manifs est différente de celles de décembre 2008, comme on pouvait s'y attendre. Les lycéens ne se sont pas montrés du tout, du moins pas en blocs identifiables, à part quelques-uns à la dernière ; mais les étudiants étaient présents aux deux dernières manifs, alors qu'on appelait de plus en plus à des assemblées générales. En général, à part les étudiants, les segments précaires, « lumpen », marginaux de la classe qui étaient le sujet prédominant des émeutes sont absents, ce qui est compréhensible, puisque l'enjeu actuellement est le terrorisme fiscal imposé par les mesures d'austérité, menaçant les travailleurs ayant des emplois plus stables et ayant plus à perdre. Ainsi, ce qui mérite une explication, c'est plutôt l'inertie exprimée par cette partie du prolétariat, dans la mesure où ses mobilisations n'ont jusqu'à présent ni constitué un mouvement ni correspondu au caractère critique de la situation. Les grèves ont été appelées par les directions des fédérations ou des confédérations. Même quand les syndicats

du primaire ont appelé à la grève, il n'y a pas eu d'assemblées massives extraordinaires auparavant, ce qui signifie qu'aucun processus à la base n'a été organisé.

L'INFLUENCE DESTRUCTRICE et paralysante des syndicalistes socialistes et le contrôle qu'ils exercent toujours sur les syndicats sont encore l'obstacle majeur et on peut en donner une illustration avec l'exemple suivant. Les employés de l'Imprimerie nationale l'ont occupée le 5 mars, aux motifs que les nouvelles mesures accroîtraient encore de 30 % la baisse de revenu de employés du ministère de l'Intérieur. Les lieux occupés, toutefois, restaient fermés à quiconque « n'était pas employé par le ministère », comme l'ont entendu dire des camarades qui essayaient de leur rendre visite et qui furent, de fait, congédiés. Les cadres socialistes qui contrôlent le syndicat décidèrent de mettre fin à l'occupation brusquement, sans même introduire la question en assemblée, sous l'argument que le gouvernement « avait promis » de déroger à la règle particulière – une décision qui fut accueillie avec colère mais qui ne fut pas contrée.

L'abîme était infranchissable.

L'occupation du Trésor public par les travailleurs licenciés d'Olympic Airways connut la même fin. Ce sont principalement des techniciens qui n'ont pas été payés pendant trois mois, à présent qu'Olympic Airways a été privatisée, ou des ouvriers à qui on avait promis d'être reclassés sur d'autres sites. Le premier jour de l'occupation, ils séquestrèrent un responsable pendant plusieurs heures et le même soir ils attaquèrent et pourchassèrent une escouade de la police anti-émeute. Bien qu'ils aient été ouverts aux discussions et qu'ils aient semblé déterminés à poursuivre le blocage autant que nécessaire, puisque, selon leurs propres mots, ils n'avaient « rien à perdre », ils ne laissèrent entrer personne dans le bâtiment occupé. Après dix jours d'occupation, leurs représentants socialistes (et de droite) décidèrent d'accepter la « promesse » du gouvernement de former un comité spécial pour examiner la question ! En l'espèce, les syndicalistes socialistes agirent comme des courroies de transmission des menaces du gouvernement contre les travailleurs et de l'ordre du ministère public de les faire arrêter.

Comme nous l'avons déjà fait remarquer en 2009, à propos de l'incapacité de la rébellion de décembre 2008 à s'étendre aux lieux de travail, l'absence de formes autonomes d'organisation et de nouveaux contenus de lutte, au-delà des revendications syndicales, semble peser lourdement sur les prolétaires dans une période où la « dette publique » sert à faire taire les travailleurs. Les limites de cette rébellion, minoritaire, sont maintenant évidentes ; ceux qui se sont tenus à l'écart du mouvement vont bientôt s'apercevoir qu'ils devront le rejoindre pour s'en sortir.

Agence de notation de crédit
des prolos et des pauvres,
*alias*TPTG,
14 mars 2010

Trois Espagnols : Amadeu Casellas, anarchiste ...

◆ La Confédération nationale du travail espagnole continue à soutenir activement Amadeu Casellas Ramón dans son combat contre l'Etat espagnol. Cet anarchiste a passé plus de vingt-cinq ans pour des braquages de banques dans les années 1970 (voir *Echanges* n°s 130, p. 14, et 132, p. 18), et est aujourd'hui en libération conditionnelle. Le mensuel *CNT* n° 356 (mai 2010), organe de la Confederación nacional del trabajo, relate que la justice ne relâche pas la pression pour le remettre derrière les barreaux : il a été récemment condamné à trois années de prison pour menace contre la santé publique dans une affaire présumée de fourniture de drogue à un de ses codétenus en 2008. Ses avocats ont fait appel.

...Baltasar Garzón, juge...

◆ Toute gloire est éphémère. Le juge Balatasar Garzón semble en avoir savouré le suc lorsqu'il est parvenu à faire arrêter Augusto Pinochet à Londres en 1998. Il l'a de nouveau connue en 2008, lorsqu'il a décidé de s'attaquer aux crimes franquistes. Toute gloire génère des jaloux et le franquisme reste en Espagne comme la poussière que l'on a poussée sous le tapis. Le juge Garzón s'est donc vu attaquer en justice et mis, provisoirement, à l'écart. Une certaine gauche a pris sa défense ; il ne faudrait pourtant pas oublier, comme le rappelle justement le mensuel *CNT* n° 356 (mai 2010), organe de la Confederación nacional del trabajo espagnole, que « le juge Garzón a été le serviteur de l'Etat espagnol et a tenu le rôle d'inquisiteur acharné contre toutes sortes de mouvements sociaux gênants, en particulier lorsqu'ils avaient le Pays basque pour origine ».

...Enric Duran, expropriateur

◆ La récupération : « Desobeying the banks. » Interview avec Enric Duran (en anglais). Duran est celui qui a exproprié 492 000 euros aux banques pour les distribuer à différents mouvements sociaux anticapitalistes et publier la revue *¡Podemos!* (copie à Echanges sur papier ou par courriel).
Voir *Echanges* n° 132, p. 61, et denombreux sites, mais pour le détail de son action : http://grenoble.indymedia.org/2010-01-21-Eric-Duran-le-robin-des-banques *(sic)*.

Anarcho-syndicalistes à Berlin

◆ Dans le n° 356 (mai 2010) du mensuel *CNT*, organe de la Confederación nacional del trabajo espagnole, les déboires judiciaires des anarcho-syndicalistes de Berlin pour se faire reconnaître le droit de prendre le nom de « syndicat ». On apprend dans cet article, « Bien sûr qu'ils forment un foutu syndicat... Ou pourquoi la FAU de Berlin ne peut pas porter le nom de syndicat », que « quand les travailleurs se rassemblent, on appelle cela un syndicat ».

Russie

◆ « Le mouvement ouvrier et syndical en 2009 », par Carine Clément. Sociologue française installée depuis plus de quinze ans en Russie, chercheuse et enseignante à l'institut de sociologie de l'Académie des sciences, militante des droits sociaux, fondatrice de l'Institut de l'action collective (IKD), Carine Clément a publié un long texte bourré d'informations sur les luttes en

Russie en 2009, reproduit sur Internet par de nombreux sites, .mais au premier chef bien sûr par celui de son Institut : www.ikd.ru/. Ceux de nos lecteurs qui ne souhaitent pas en passer par l'ordinateur peuvent nous en demander copie, soit par courrier classique, soit par courrier électronique.

« Carine Clément dresse un bilan des mobilisations ouvrières au cours de l'année écoulée », peut-on lire sur le site d'IDK : « . Ce texte se présente comme un recensement, région par région, des différentes actions menées dans et hors des entreprises, mais aussi comme une analyse des questions et des difficultés auxquelles est confronté le mouvement syndical dans cette période de crise. Les informations et analyses que contient ce texte ont un rôle important à jouer : permettre aux différents collectifs et aux organisations qui se battent à l'échelon local d'avoir une vision plus globale des résistances et des espaces partagés existants ou à construire. Et réaffirmer, sans dogmatisme, les urgences de l'heure, surtout que l'année 2010 s'annonce particulièrement dure avec d'importantes vagues de licenciements annoncés.

Créé en 2004, IKD réalise un travail d'expertise sur les questions sociales et sur le mouvement social et syndical, contribue à la coordination d'importants réseaux régionaux à commencer par le SKS (réseau Union des Conseils de Coordination de Russie) et dans les initiatives convergentes menées à l'échelle de la Fédération de Russie, et est un site d'information au quotidien sur les mouvements sociaux. Les membres d'IKD poursuivent ces activités dans des conditions matérielles très difficiles – depuis quelques mois sans aucun soutien financier ».

« *Wildcat* », à suivre de la Grèce à la Pologne

◆ Nous venons de recevoir le n° 87 (été 2010) de la revue allemande *Wildcat*. N'ayant pas eu le temps de le lire, nous rendrons compte des articles qu'il contient dans le prochain numéro d'*Echanges*. En attendant, quelques titres extraits du sommaire : « Grèce : un début », « Crise : l'Etat en faillite », « Travail intérimaire : comptes rendus et interviews », « Angleterre : avant l'enfer », « Association de crise à Brême », « Les travailleurs migrants polonais », « Révolution en Iran : le soulèvement de février 1979 », des mises à jour à propos de l'industrie automobile, des événements en Inde et en Chine, etc.

AUX ÉTATS-UNIS : CONSÉQUENCES SOCIALES, RESTRUCTURATIONS ET MESURES D'ADAPTATION

(4e partie)

Ennemis extérieurs, ennemis intérieurs

LE RENFORCEMENT DE LA « PRÉSENCE AMÉRICAINE » : DOMINATION MONDIALE ET RÉPRESSION SOCIALE

> « Les peuples du monde entier nous ont admiré pour notre économie et nous leur disions : si vous voulez être comme nous, vous savez ce que vous avez à faire : laisser le marché décider. Le point est qu'aujourd'hui, personne, étant donné la crise n'a plus aucune considération pour cette sorte de modèle. Et bien sûr cela soulève la question de notre crédibilité. Chacun sait que s'il souffre, c'est à cause de nous. » (Joseph Stiglitz)

Dans ces éléments, pour un Etat comme les Etats-Unis qui s'est depuis longtemps affirmé comme la première puissance mondiale, il y a une liaison dialectique entre cette domination mondiale et le consensus intérieur national. D'où, dans le budget, la plus grosse affectation militaire de l'histoire mondiale qui concerne tous les secteurs aviation, porte-avions, recrutement, etc. ; là aussi le flot financier a pour effet à la fois de « relancer la production » et de « réorganiser », par la suppression de la sous-traitance qui avait fleuri sous le régime Bush, avec son cortège de corruption. On ne peut séparer dans cet ensemble de mesures sécuritaires celles qui concerne la domination extérieure et la domination intérieure. Fin mai 2009, Obama annonce la création d'un centre spécial de la cybernétique qui coordonne la défense de toutes les liaisons informatiques conçu pour résister à une « cyberattaque ». Ce Cyber Security Act donne au gouvernement un contrôle sans précédent sur Internet, avec le pouvoir d'arrêter totalement le trafic et de fermer le réseau ; et l'armée annonce la création d'un « Cybercommand ».

La domination extérieure est à la fois militaire et économique, celles-ci impliquant une présence financière et politique. Maintenir la domination militaire ne suffit pas si l'importance relative des Etats-Unis dans l'économie mondiale (en termes à la fois de production et d'investissements) continue de décliner comme elle l'a

fait dans les dernières décennies. Pour l'immédiat, les forces états-uniennes déployées en Afghanistan ont été doublées, passant de 32 000 à 68 000 soldats, alors qu'en Irak, 130 000 militaires ont quitté les villes pour se replier dans des bases maintenues.

La continuité de la politique militaire s'est affirmée par le maintien au secrétariat d'Etat à la défense de Robert Gates ; c'est la première fois dans l'histoire politique qu'un chef du Pentagone du parti d'opposition reste en place. Il doit promouvoir une politique de mutation de l'organisation militaire, afin de l'adapter à la fois aux techniques modernes et aux conditions nouvelles posées par les résistances à la domination américaine mondiale, une politique amorcée sous le règne de Bush. Les moyens de guerre « classiques » sont réduits au profit de « la surveillance, l'espionnage et la reconnaissance », le tout orienté vers les « conflits irréguliers », les « tactiques asymétriques » tant à l'extérieur qu'à l'intérieur du territoire.

Le complexe militaro-industriel reste présent et puissant, mais se voit contraint d'accélérer sa mutation. Les capacités de renforcement de la domination militaire (c'est-à-dire le simple entretien des nombreuses bases militaires dans le monde entier) dépendent à la fois de l'activité économique et de l'acceptation (à défaut de l'adhésion) d'une grande partie de la population à l'idéologie mais surtout aux sacrifices qu'impliquent à la fois le maintien voire le renforcement de l'impérialisme américain et les conditions de vie imposées par le « redressement national ». C'est-à-dire en fin de compte de la « sécurité intérieure » ; c'est celle-ci qui reste l'élément déterminant. Certains ont un langage plus direct, précisant qu'est « exclu pour l'avenir un retour à la situation d'avant la crise » et que l'essentiel reste de faire baisser dramatiquement les conditions de vie de la classe ouvrière (qu'elle s'estime ou non « classe moyenne »).

Il est difficile d'établir ici, tant elle est longue, la liste des mesures rafermissant l'ordre extérieur et intérieur de la domination d'une puissance et d'une classe, dans la suite de l'engagement des Républicains lorsqqu'ils étaient au pouvoir avec Bush. Par exemple, si le camp secret de Guantanamo sera fi-

LES DEUX PREMIÈRES PARTIES DE CE TEXTE (*ÉCHANGES* N°130 ET 131) EXAMINAIENT LES INCIDENCES DE LA CRISE SUR LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE ET LA TROISIÈME (*ÉCHANGES* N°132) TENTAIT DE DÉCRIRE LES MESURES D'ACCOMPAGNEMENT DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL. CETTE DERNIÈRE PARTIE FAIT LE POINT DE LA SITUATION PRÉSENTE. DES MESURES DE CONTRÔLE ET RÉGLEMENTATION DES OPÉRATIONS BANCAIRES AUX ÉTATS-UNIS, ACTUELLEMENT SOUMISES AU PARLEMENT, N'INTERVIENDRONT PAS AVANT LA FIN DE L'ANNÉE ET DONNENT LIEU AUX MÊMES MANŒUVRES QUE LES TEXTES SUR LA SANTÉ.

nalement supprimé, ce ne sera qu'au prix d'un transfert des quelque cent prisonniers encore détenus sans procès sur le territoire américain, dans un camp spécial à Springfield (Illinois), qui pourrait tout autant servir pour interner les Américains jugés dangereux. Le 22 février 2010, le Congrès a voté comme un seul homme le renouvellement des dispositions du Patriot Act de Bush, qui donne aux services d'espionnage le plus large contrôle et le droit d'intrusion dans toutes les activités non seulement des citoyens américains, mais contre tout individu, dans le monde entier, jugé dangereux pour la domination américaine ; le 10 avril Obama a ainsi renouvelé le « target killing », c'est-à-dire la couverture légale de l'élimination physique de toute personne considérée comme ennemie des Etats-Unis.

FACE À LA MONTÉE DES PÉRILS UNE CRIMINALISATION TOUS AZIMUTS

Pour souligner ce rôle de l'armée dans le pouvoir politique, Obama a nommé quatre hauts gradés dans son cabinet particulier. Dans une revue militaire vient d'être publié un rapport écrit par un de ces généraux : « Connaître l'inconnu : chocs stratégiques non conventionnels dans le développement d'une stratégie de défense. »

C'est l'étude d'une crise historique de l'ordre social qui peut requérir l'utilisation des forces armées pour briser des luttes sociales sur le territoire national, luttes provoquées par un effondrement économique imprévu ou la disparition du fonctionnement politique et de l'ordre légal. Un commentateur pouvait évoquer un « mouvement de contestation latent »

Le responsable de la CIA estimait ainsi, en février 2009, que « l'approfondissement de la crise économique mondiale pose une menace énorme à la sécurité nationale », et il pronostiquait une « violence extrémiste *[semblable à celle]* des années 1920 et 1930 pouvant entraîner une éruption globale de la lutte de classe et la menace d'une révolution sociale », ajoutant que la crise avait « mis à mal la crédibilité globale du capitalisme américain ». Avant même l'élection d'Obama, des unités spéciales de lutte contre la guérilla avaient été rapatriées pour opérer sur le territoire américain, témoignant d'un manque de confiance dans la Garde nationale basée sur le volontariat des « classes moyennes » locales qui, du fait de la crise, devenaient certainement moins fiables que dans le passé pour une éventuelle répression de troubles sociaux.

Diverses législations répressives « anti-terroristes » mises en place sous le règne Bush (dont le Patriot Act) restent une base solide pour une répression à l'échelle fédérale (1). Parallèlement s'érige tout un système de camps de détention dépendant du Pentagone et de l'Intérieur (Homeland Security), visant à la fois les immigrés et toute personne menaçant la sécurité intérieure. Le 5 août a été dévoilée la création de complexes prisons-tribunaux *ad hoc* dépendant à la fois de l'armée, de la police et de la justice sur le territoire américain – installations civiles sur des bases militaires – pour s'occuper des « terroristes » et ayant un pouvoir de détention illimité sans procès. Ils peuvent être utilisés pour « satisfaire d'autres be-

(1) En juin 2008 une nouvelle législation a autorisé le NSA (National Security Agency) à espionner toutes les communications (téléphone, Internet, etc.) garantissant l'immunité aux firmes qui transmettraient des informations à cet organisme. Cette loi, qui entérinait une situation de fait mais largement pratiquée dans l'illégalité, a été votée par Obama et est bien sûr maintenue et utilisée par lui.

soins appropriés selon ce qu'en juge le secrétaire du Homeland Security (2) ».

Ce ne sont pas que des mots ou des projets. Récemment, la CIA a procédé à l'arrestation de 23 membres d'un groupe, « Black Guerilla Family » (Eric Brown et 22 autres), au nom d'un amalgame de trafic de drogue et d'armes, qualifié de « Marast Gang » et décrit comme un groupe militaire supérieurement organisé armé d'une idéologie marxiste et qui cherchait à placer ses membres dans des postes proches de personnages importants dans les sphères d'autorité (patrons, juges, légistes politiciens, etc..), donnant l'apparence d'actions parfaitement légales. Eric Brown est l'auteur d'un livre, *The Black Book : Empowering Black Families and Communities*. Bien qu'il soit difficile de faire une connexion, ce groupe semble se relier à un groupe « Black Guerilla Family » des années 1970 (Georges Jackson).

(2) Détails figurant dans un texte de Michel Chossudovsky « Les Etats-Unis se préparent pour des troubles civils ». Voir http://www.betapolitique.fr/Les-Etats-Unis-se-preparent-pour-25849.html?var_recherche=raisons

Le chien tournait autour de lui.

A cette répression au niveau fédéral, correspond la montée d'une criminalisation du quotidien au niveau des Etats et des villes. Dans un article du *New York Times* (9 août 2009), Barbara Ehrenreich signe un article « Est-ce maintenant un crime d'être pauvre ? » Elle cite un grand nombre d'exemples récents relevés dans dix des plus grandes villes des Etats-Unis, montrant que tout devient un délit susceptible de vous conduire en prison : errer, partager de la nourriture en public, mendier, dormir dans la rue (avec une attention spéciale pour les gens de couleur). Elle donne deux exemples parmi des centaines d'autres qui peuvent illustrer la dimension et l'absurdité de cette répression : le premier concerne un invalide de la guerre du Vietnam, qui est arrêté lors d'une descente nocturne dans le refuge où il dort, parce qu'il n'a pas répondu à une inculpation pour avoir dormi dans la rue. Alors qu'il était en prison, il a perdu la priorité d'hébergement dont il bénéficiait pour ce refuge, et il dort de nouveau dans la rue... Le deuxième exemple concerne l'arrestation, hors des heures scolaires, d'élèves soupçonnés de faire l'école buissonnière, ce qui expose les parents à des amendes de plusieurs centaines de dollars. A Los Angeles, plus de 12 000 poursuites ont été engagées pour ce « délit » et les parents préfèrent garder à la maison toute la journée les enfants qui risquent d'arriver en retard à l'école. On pourrait ajouter les tensions causées par les difficultés financières de tous ordres (chômage, subprimes, etc.) qui s'expriment par une augmentation des violences domestiques glissant souvent vers la criminalité.

Les délits institués par les Etats ou les mu-

nicipalités pour lesquels tout SDF peut être arrêté, déporté ou condamné sont aussi variés que nombreux ou dérisoires ; relevons seulement, dans cet inventaire, qu'il est illégal :
– de dormir, s'asseoir ou stocker des effets personnels dans la rue ;
– de mendier, solliciter, vagabonder ou faire ses besoins dans un espace public ;
– d'édifier toute installation provisoire dans un espace public ce qui entraîne non seulement des poursuites mais sa destruction ;
– de partager de la nourriture dans un lieu public – ce qui pénalise les soupes populaires de rue.

Des municipalités ont constitué des équipes spéciales pour la chasse aux SDF

Cette criminalisation du quotidien comporte un autre volet qui correspond à la tension sociale globale faite à la fois de l'aggravation des conditions de vie et de cette « chasse aux pauvres et à la pauvreté ». Cette tension sociale fait que les éléments les plus fragiles ou les plus désespérés n'ont plus rien à perdre et recourent à des solutions extrêmes. La répression fait encore plus ressortir l'iniquité du système qui accule à la misère : par exemple, un homme de 48 ans est poursuivi pour avoir volé pour 14 dollars de nourriture ; une jeune femme de 21 ans est poursuivie pour avoir sorti un caddy contenant 154 dollars d'épicerie.

Nous avons dans les autres parties de ce texte évoqué les réactions individuelles (incendie, suicides ou meurtre) à la perte du logement dans la question des « subprimes » ; mais on trouve aujourd'hui une multiplication de telles réactions contre ceux qui personnalisent une autorité quelconque porteuse de ce qui est un drame personnel.

Lorsqu'un contribuable, excédé par une saisie de ses biens par le fisc, loue un avion et le lance contre le siège des services fiscaux à Austin (Texas) le 18 février 2010, ce n'est qu'un exemple limite de nombreuses attaques contre les agents du fisc (3). Une autre source de telles réactions individuelles (qui peuvent se transformer en actions collectives) peut se retrouver dans les multiplications des saisies de revenus pour dettes (4).

Lorsque plus de 100 représentants au Congrès doivent tenir une réunion avec la police pour fixer les termes de leur protection contre des menaces de mort de la part des opposants à la réforme du système de santé, ce n'est qu'un aspect extrême de la tension qui sous-tend aujourd'hui les médiations politiques. Dans maints autres domaines, on pourrait trouver des exemples de ce genre (5).

BIEN QUE DES ACTIONS COLLECTIVES, notamment contre l'aggravation des conditions de travail ou les restrictions budgétaires des Etats, comme celles des étudiants et enseignants de Californie, restent peu nombreuses et localisées, les manifestations se soldent souvent par quelques affrontements avec la police et des arrestations. A ce stade, il est difficile de prévoir ce que cette

(3) « The Austin airplane suicide, the political crisis in the US » Avant sa mort, le kamikaze avait rédigé une dénonciation très étayée de toutes les tares du système social avec notamment une référence au *Manifeste du parti communiste* de Marx et Engels. Le gouvernement a fait fermer le site Internet sur lequel cette déclaration était diffusée. Un rapport des services fiscaux américains (International Revenue Services) signale que des menaces et attaques contre les locaux et les fonctionnaires sont relativement fréquents.
(4) « Pay garnishments rise as debtors fall behind » (*New York Times*, 1er avril 2010) sur la multiplication des saisies arrêts sur salaires, la portion insaisissable étant limitée à 217,50 dollars par semaine.
(5) « Lawmakers targeted for vandalism threat » (*Washington Post*, mars 2010) et « A new name in American Paranoia: Hataree" (*Time*, 29 mars 2010).

répression pourrait devenir si ces protestations prenaient de l'ampleur et si un rapport de forces les amplifiait par la participation d'autres classes, par exemple les chômeurs, la grande masse des travailleurs ou les immigrants (le 23 mars, entre 200 000 et 500 000 d'entre eux ont manifesté à Washington contre une répression accrue et pour la légalisation des quelque 12 millions de sans-papiers). Un nouveau type de revendications est apparu récemment, qui souligne l'ampleur des difficultés des entreprises : celles pour paiement de salaires ou indemnités arriérés (les immigrants sans papiers étant souvent l'objet d'escroqueries à ce sujet) (6).

La crise pose un autre problème, à l'Etat fédéral comme aux Etats : la gestion des prisons. Les Etats-Unis ont le privilège d'avoir la proportion de prisonniers la plus élevée du monde (7,2 millions, soit 25 % des engeôlés de toute la planète, qui ne représentent que 5 % de la population mondiale). Avec la montée sécuritaire intérieure et extérieure, avec le durcissement des mesures anti-immigrés, ce taux ne peut que s'amplifier au moment où les coupes claires dans les budgets forcent à considérer le problème en termes de coût. Les prisons étant, dans certaines régions, le seul employeur – et éventuellement pourvoyeur de main-d'œuvre, ce problème se pose même en d'autres termes. Le chantage californien à la fermeture des prisons et à la libération des prisonniers n'est qu'un moyen de pression sur l'Etat fédéral, mais néanmoins repose au plus haut niveau la question de la politique carcérale.

Les coupes dans le budget des Etats ne sont pas sans incidences sur la pratique même des régimes disciplinaires. Un exemple, la Californie : la surpopulation carcérale y est endémique comme partout dans le monde, et cet Etat connaît le taux de 745 prisonniers pour 100 000 habitants, le plus élevé du monde ; en août 2009, on comptait 145 000 détenus pour 68 000 places ; il est envisagé à la fois de libérer des prisonniers sur parole et de réduire les droits des détenus (moins de visites, pas de rééducation, moins de soins, etc.). Une telle situation n'est pas étrangère à une mutinerie dans le Chino Institute for Men en Californie du Sud qui a duré 12 heures et où la répression a laissé 175 blessés.

Dans 30 Etats, le taux d'incarcération a diminué, non pour des considérations humanitaires ou par changement de politique, mais seulement à cause du coût de la gestion des prisons.

Quelles perspectives à court et à long terme ?

> « Depuis le printemps, quand les craintes d'une apocalypse économique ont commencé à refluer, les prédictions de reprise nous ont traités comme des pâtes alphabet dans la soupe. Des économistes ont suggéré que ça pourrait commencer par la lettreV (forte reprise rapide), ou U (reprise plus lente), ou W (la possibilité d'une rechute) ou, plus alarmant, L (pas de reprise pendant des années. Un ancien secrétaire d'Etat au travail a parlé d'une reprise en X, c'est-à-dire un changement totalement inconnu. »
> (Atlantic)

« America's Crumbling Foundation » (Les fondations de l'Amérique tombent en ruines) est le titre d'un article du *New York Times* (Bob Herbert, 6 juin 2009), qui se réfère pour partie à un article du même journal relevant que la crise des « sub-

(6)« The wage thieves » (*Washington Post*, 17 mars 2010).

primes » va s'amplifier avec la montée du chômage et la perte consécutive des revenus familiaux (d'après une estimation, plus de la moitié des prêts hypothécaires seraient « défaillants » en 2011 (7). A ce sujet un phénomène semble se développer, dont il est difficile de mesurer l'ampleur mais qui peut perturber sérieusement tout le marché de l'immobilier. Bien que la législation ne soit pas très précise sur ce point et puisse varier suivant les Etats, un débiteur de prêts hypothécaire a la possibilité, si la valeur de son bien a chuté de telle façon qu'elle est largement inférieure à sa dette non remboursée, d'abandonner totalement ce bien immobilier et ainsi d'éteindre sa dette. Mais certains débiteurs utiliseraient cette possibilité, quelle que soit la valeur relative dette-valeur, pour échapper à des remboursements mensuels trop lourds en raison de la chute de leurs revenus. Les banques prêteuses se trouveraient avec une quantité d'immeubles « restitués » mais invendables et des créances irrécouvrables (8).

Chute de Icare.

On assiste à une évolution des mentalités : alors que le « bon citoyen » considérait comme un « devoir » d'assumer le paiement de ses dettes, l'utilisation de telles possibilités reflète un changement d'attitude par rapport au système tout entier.

Le même auteur souligne aussi qu'en raison du manque d'entretien de l'ensemble des infrastructures au nom du libéralisme, leur état est tel que leur réfection serait la première tâche (peut-être impossible) à entreprendre pour éviter que le pays ne devienne une nation de seconde zone (9). Il n'y a guère à changer dans ces lignes écrites fin 2009, si ce n'est que la défaillance dans les prêts hypothécaires s'est étendue des particuliers vers l'immobilier de bureaux ou d'entreprises.

Un article du *New York Times* (26 juin 2009) relève que les plans basés sur l'idée que la reprise économique entraînera une baisse du chômage pourraient être illusoires. Après avoir rappelé que les entreprises licencient plus de travailleurs qu'il n'est né-

(7) « About half of US mortgages seen underwater by 2011 », agence Reuters, 5 août 2009 ; « More families are becoming homeless », *The Washington Post*, 12 juillet 2009 ; « Troubled mortgages hit record higher . Problems shifts from subprime loans to jobless homeowners » (*The Washington Post*, 21 août 2009).
(8)« The menace of strategic default »(*City*, 4 avril 2010). « A business decision »(*Financial Times*, 23 février 2010).

(9) Une partie du plan de relance devrait être consacré au financement d'une généralisation de l'usage d'internet, ce qui implique notamment le développement d'infrastructures. Ce projet rencontre les réticences de toutes les compagnies du secteur (téléphone, etc...) qui y voient l'amorce d'un contrôle étatique sur leurs activités. (« Major carriers shun broadband stimulus, funds would come with tighter rules », *The Washington Post*, 14 août 2009.)

cessaire et que le nombre des travailleurs à temps partiel a doublé pour atteindre 9 millions (réduisant la moyenne de travail hebdomadaire à 33 heures), l'auteur insiste sur le fait que lors des précédentes reprises économiques, les entreprises avaient embauché de moins en moins. Les raisons qu'il donne à ce phénomène (chute de l'innovation et donc de la création d'entreprises, vieillissement de la population, disparition de la légendaire mobilité du prolétariat américain) ne le convainquent pas d'ailleurs, car il ajoute que ce phénomène est troublant et que le gouvernement n'y peut rien (10).

UN AUTRE ASPECT DE LA TRANSFORMATION DES RELATIONS DE TRAVAIL, EST LA NÉGLIGENCE DE PLUS EN PLUS IMPORTANTE DES REGLES DE SÉCURITÉ notamment dans les professions dangereuses. Le 10 avril une explosion dans une mine de charbon de Virginie occidentale a fait 29 morts ; la sécurité y avait été volontairement réduite, ce qui semble avoir été le cas dans toute la production charbonnière des Etats-Unis, cette production ayant doublé en trente ans avec des effectifs réduits de moitié, de 220 000 à 110 000 travailleurs.

LA CONTRACTION DE L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE aux Etats-Unis peut se mesurer à la chute des échanges avec le reste du monde qui, jusqu'au début de la crise, était en quelque sorte le poumon du pays : au cours du prmier trimestre 2009 les exportations ont chuté de 30 % et les importations de 34 % par rapport au dernier trimestre 2008 ; de mars 2008 à mars 2009, les importations venues du Japon ont diminué de 45,5 % et celles venues de Chine et d'Amérique latine de 20 % à 30 %. Le *New York Times* du 6 juin 2009 pouvait écrire que les Etats-Unis « s'enfoncent à toute vitesse vers des positions de seconde classe sur toute une série de points importants ».

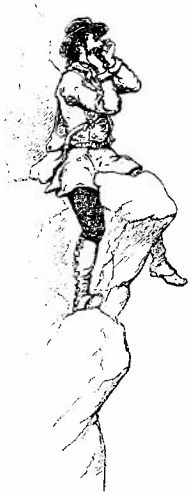
Il importe de ne pas avoir d'illusions sur le sens des mesures qui peuvent être prises pour tenter non seulement de faire sortir les Etats-Unis de la crise, mais aussi de restaurer la « présence américaine » dans le monde. Comme le dit un commentateur proche du pouvoir : « Une chirurgie drastique du capitalisme n'est pas nécessaire. » Ce qu'un économiste du *Financial Times*, Martin Wolf contredisait de manière plus nuancée et plus réaliste : « C'est une très grosse crise économique. Je pense qu'on n'en sortira qu'au prix de beaucoup de fractures partout dans le monde et que bien des gens chercheront à sortir de ce qui est aujourd'hui un modèle qui a échoué. »

Il semble que les plans de relance (environ 25 milliards chaque mois jusque fin 2010) ne répondent pas entièrement à ce qui en est attendu, enlisés qu'ils sont dans les méandres bureaucratiques, les favoritismes politiques et une répartition inégale selon les Etats. Le financement du budget intérieur des Etats-Unis continue à dépendre étroitement de la balance négative du commerce extérieur et de l'achat par les détenteurs étrangers de dollars des bons du Trésor américains, ce qui représente une voie étroite quant aux évolutions des relations extérieures comme de la politique intérieure (11).

---

(10) « Part-time workers mask unemployment woes » (*New York Times*, 15 juillet 2009).
Un article du *Washington Post* (« Road to recovery, woman's path to works ends in rural and job rich North Dakota », 14 août 2009) retrace la galère d'une femme de 63 ans surqualifiée qui finit dans un centre d'appel du Dakota logée dans un mobil home à cent lieues de nulle part.

(11) D'avril à juin, le déficit de la balance commerciale s'est élevé à 82 milliards de dollars, ce qui correspond



Lors du Labor Day (la fête du travail style américain), le 5 septembre 2009, devant 10 000 militants syndicaux réunis par le pique-nique traditionnel et John Sweeney, président de l'AFL-CIO, Obama déclara que « notre plan de redressement marche » et que l'économie « va dans de bonnes directions » (12). Malgré la bonne volonté des dirigeants des syndicats affiliés à l'AFL-CIO pour l'adaptation des relations de travail à la crise, une campagne se développe pour tourner les critères de représentativité des syndicats dans une entreprise. Les Etats adoptent de plus en plus des « open shop laws » qui autorisent les travailleurs à échapper à la syndicalisation dans les entreprises où un syndicat a obtenu la représentativité (closed shop).

Ces bonnes ou mauvaises paroles reflètent les mêmes contradictions dans les estimations de tel ou tel facteur économique. Par exemple, selon la Fed, le chômage devrait décliner en 2010-2011, alors que pour le Congressional Budget Office il devrait continuer à croître en 2010 pour dépasser officiellement les 10 % (13).

Parallèlement à toutes ces déclarations et supputations d'un avenir incertain, sauf dans la répression grandissante contre les résistances ou adaptations marginales à la déchéance sociale, les tendances à la dégradation de la condition sociale de la plus grande partie des Américains continue (14). Le temps n'a pas tari les défaillances des crédits hypothécaires ; les prêts normaux ont remplacé les prêts « hasardeux » (toxiques), la montée du chômage ayant pris le relais de la baisse des revenus. Le nombre de ces défaillances grandit sans cesse, étant passé d'une manière quasi exponentielle de 50 000 par mois en 2005 à 350 000 à la fin du premier semestre 2009 (15).

« L'Amérique ne peut pas résoudre les déséquilibres globaux à elle seule. » La solution capitaliste avancée pour sortir les Etats-Unis de la crise consisterait à réduire les importations et à augmenter les exporta-

---

(suite de la page 31)
aux achats de valeurs américaines par l'étranger pendant la même période. Les principaux créanciers des Etats-Unis en août 2009 sont, par ordre d'importance, en milliards de dollars : la Chine (776), le Japon (711), le Royaume-Uni (214), les pays pétroliers (191), les paradis fiscaux des Antilles (190 dans les hedge funds), le Brésil (140), la Russie (120), le Luxembourg (104), Hong Kong (100) et Taïwan (77). Sur plus de 100 millions de bons du Trésor des Etats-Unis achetés par l'étranger en juin 2009, 78 milliards l'ont été par des investisseurs privés et 22 milliards par les Etats étrangers. La dette hypothécaire des « subprimes », dont celle de Fannie Mae, avait alors été épongée de 103 milliards de dollars

(12) S'il fallait encore une preuve de l'étroite collaboration entre les dirigeants capitalistes et la bureaucratie syndicale des Etats-Unis, précisons que le président de l'AFL-CIO de l'Etat de New York, Denis Hughes, vient d'être nommé, tout en gardant cette fonction, président de la Federal Reserve Bank de cet Etat.

(13) Le décompte des chômeurs est toujours autant sujet à caution. Le décompte mensuel est basé sur 60 000 foyers (qui tourneraient d'un mois sur l'autre) pour une force de travail de 154 millions d'Américains. On décompte comme chômeurs ceux qui ont activement cherché un emploi au cours des quatre semaines précédentes. Un autre décompte – officiel mais non public – inclut ceux qui ne cherchent pas de nouvel emploi et ceux qui travaillent à temps partiel En juillet 2009, ce taux plus proche de la réalité était de 16,3 %.

(14) « Downturn brings a new face to homelessness. Charities see more women, families » (*The Washington Post*, 15 août 2009) ; « Out of cash and force to dig deep » (*The Washington Post*).

(15) « Foreclosures rise with unemployment rate » (*The Washington Post*, 18 août 2009).

Nous pouvons fournir des copies des articles cités.

tions ; ce qui supposerait une dévaluation du dollar. Mais c'est la quadrature du cercle car aucun des pays détenteurs de dollars n'est disposé à voir s'amoindrir le montant de cette réserve. D'autre part importer moins et exporter plus signifierait que l'ensemble des pays, essentiellement ces mêmes détenteurs de dollars, accepteraient une restructuration totale de leur économie, orientée pour une large part vers l'exportation, alors qu'ils n'ont aucun intérêt à réduire ce qui reste de leur industrie en achetant des produits *made in United States*. Ces mesures laissent totalement de côté le problème qui était posé par la crise elle-même, celui de la surproduction, de la baisse du taux de profit et du ralentissement des investissements, les capitaux s'orientant vers des positions spéculatives. Ce qui globalement apparaît comme une conséquence directe de la crise, c'est la baisse du coût du travail qui, aux Etats-Unis, se manifeste déjà par un accroissement de la productivité. Ce même problème qui se pose au capital est mondial et, peu ou prou, tous les Etats s'engagent dans la même voie de faire baisser les coûts de production. C'est là que les résistances de classe et les mesures répressives pour les endiguer deviennent essentielles, car elles joueront sur les restructurations, fixant la redistribution des sites de production et des échanges internationaux. Dans ce domaine les prédictions deviennent hasardeuses. Pour le capital, comme pour nous qui cherchons si ces résistances contiennent un potentiel révolutionnaire, aux Etats-Unis comme ailleurs, l'avenir reste ouvert.

Dans une brochure publiée en 2001 par Echanges, *Fragile prospérité, fragile paix sociale, Notes sur les Etats-Unis*, notre camarade Curtis Price donnait à son travail une conclusion qui s'impose aussi aux termes de cet exposé :

« Il y a deux choses qu'il ne faudrait pas nous faire dire dans la discussion que nous menons sur des événements qui peuvent paraître fragmentés, à peine visibles. L'un serait de prétendre donner l'impression qu'il existe un courant méconnu souterrain, une "lutte de classe cachée" dont on ne saisirait le sens qu'en substituant une certaine vision microscopique à la vision traditionnelle ; ce qui conduirait à une grossière exagération et ne serait pas moins décevant que de nier obstinément qu'il n'y a plus aucune contradiction dans la société américaine. Il serait tout aussi trompeur de dire que la période actuelle n'est pas une période où les travailleurs américains sont généralement sur la défensive... Cependant , dire que la classe ouvrière est sur la défensive, même si cela peut paraître exact, est une réflexion bien superficielle... Ce que l'on appelle les actions individuelles atomisées, qui paraissent être des actes personnels, peuvent être l'articulation d'un processus collectif... En abordant tous ces développements dans leur inévitable complexité et leurs contradictions, leurs évidentes connexions, les chausse-trappes et les blocages sont nombreux. Nous avons besoin de regarder autour de nous et devant nous, nous n'avons besoin "ni de pleurer ni rire, mais comprendre". »

Une des préoccupations qui se fait jour dans la plupart des commentaires récents sur les conséquences de la crise et de ses ravages concerne l'évolution des mentalités à l'égard des situations réelles, notamment chez les jeunes générations. Une première constatation concerne les modifications dans l'emploi (prédominance des emplois féminins, multiplication du temps partiel, intensification

des rythmes de travail). L'accroissement de la productivité industrielle, qui n'est due qu'à un facteur humain et en aucune façon à de nouvelles technologies, ne pourra être que temporaire. Dans le cas d'une reprise, des revendications mettraient fin à ces gains de productivité. Il faudrait alors de nouvelles technologies ou de nouvelles délocalisations. Une reprise réelle non seulement n'entraînerait pas une baisse du chômage mais pourrait l'accroître.

Un article de *Newsweek* (4 décembre 2009, « The new working class reality ») définit le sort du travailleur américain : « Les ouvriers ne doivent pas espérer que leur carrière reviendra à ce qu'elle était. Les emplois seront moins rémunérés et moins intéressants, au moins jusqu'à la prochaine génération. Les travailleurs licenciés qui trouveront un nouvel emploi subiront une baisse drastique de salaire ; ils n'arriveront qu'après des années, peut-être jamais, à revenir à flot. Il n'y a aucun indice que des secteurs comme le bâtiment ou l'industrie reviendront en force et le style de vie des employés et des cadres moyens sera définitivement modifié. » Cet économiste prévoit d'un côté une croissance des travaux de spécialistes et de l'autre d'emplois sans qualification.

L'INCIDENCE DE LA SITUATION DE CRISE SUR LA VIE AUX ETATS-UNIS est examinée par un article de *The Atlantic* (mars 2010) « How a new jobless era will transform America » : « Si le chômage persiste plus longtemps, cette période verra des changements dans la vie et le caractère d'une génération de jeunes et d'adultes – et ceux de leurs enfants vraisemblablement. Cela laissera une empreinte indélébile sur la plupart des travailleurs et sur la culture blanche... Bien des villes seront plongées dans une sorte de désespoir et de dysfonctionnement ... Finalement il est vraisemblable que cela modèlera notre politique, notre culture et le caractère de notre société pour des années. »

Est-ce la conscience d'une telle situation qui fait que les jeunes de 18-29 ans délaisseraient toute éthique du travail ? C'est ce que constate un article du *Washington Post* (3 avril 2010), « Working hard or hardly working », qui souligne le développement d'une indifférence quant à la participation à l'œuvre commune du système. On pourrait relier cette attitude à celles que nous avons signalée par rapport à la croyance et au respect des valeurs américaines traditionnelles (propriété, individualisme, respect d'un contrat social). A ce stade, même si la multiplication de telles attitudes prenait effectivement la signification globale d'une contestation sociale, il est difficile de dire si elles se polariseront en une lutte de classe ouverte.

H. S.

DANS LES PUBLICATIONS / ÉTATS-UNIS

◆ « La classe ouvrière peut-elle sortir du cauchemar ? » dans *A Contre Courant* n° 213 (avril 2010).

◆ *Le Monde du travail aux Etats-Unis : les temps difficiles (1980-2005),* de Marianne Debouzy (L'Harmattan, « Logiques sociales »), traite des évolutions économiques et politiques, des luttes et des organisations syndicales aux Etats-Unis dans la période visée. L'analyse fait une large part à des témoignages sur la « nouvelle organisation du travail ».

Journée de manifestation contre les impôts à Washington DC

En m'approchant du Washington Monument, j'ai d'abord eu l'impression qu'il y avait très peu de monde. Pendant une heure, j'ai vu circuler de petits groupes mais aucune arrivée en nombre. Les manifestants occupaient une zone comprise entre le Monument et Constitution Avenue, longue d'environ un pâté de maisons et de même largeur, donc je dirais qu'il y avait moins de 5 000 personnes – et peut-être moins car la foule était peu dense (sur le podium, les organisateurs se vantaient d'avoir attiré 25 000 personnes). On pouvait voir une mer de drapeaux jaunes pré-imprimés avec le slogan et le serpent à sonnettes « Ne me marchez pas dessus ! », mais pas de pancartes ni de bannières révélatrices d'une présence organisatrice en coulisses. La foule était composée d'environ 99 % de Blancs, en grande majorité dans la cinquantaine et plus. Toutefois, les rares Noirs que j'ai vus étaient des femmes militantes qui n'hésitaient pas à se faire entendre.

J'ai eu plus de mal à discerner les classes sociales auxquelles appartenaient les manifestants, je dirais qu'ils étaient également répartis entre la classe moyenne et la classe ouvrière. La partie la plus jeune de la foule (55 ans et moins), d'après leurs vêtements, leur accent, leurs tatouages, etc. semblaient être des Sudistes de la classe ouvrière. Plusieurs sosies de ZZ Top (1). Peu de personnes en dessous de la trentaine – et ceux qui étaient dans cette tranche d'âge semblaient nettement appartenir à la classe moyenne supérieure, c'étaient peut-être des apparatchiks locaux du parti Républicain venus humer l'air du temps.

A en juger par les pancartes majoritairement artisanales, chacun entendait faire passer un message : « Obama, construisez le mur ! », accompagné d'une carte du Sud-Ouest dessinée à la main avec un mur rouge pour séparer le Texas du Mexique. Nombreuses pancartes sur le thème « Trop d'impôts ! » et des remarques loufoques sur la Constitution avec des citations de Jefferson, Madison, etc.(2).

Autre thème populaire : Obama transforme les Etats-Unis en pays socialiste (!!!). Une pancarte proclamait : « Si vous voulez le socialisme, allez en Europe ! Moi, j'aime les Etats-Unis ! » Beaucoup de remarques contre un gouvernement interventionniste sur le plan social. Très peu d'opinions s'écartant de la définition courante des idées du

(1) Groupe de rock américain (Texas) célèbre pendant les années 1970 et 1980. Style cowboy texan avec Stetson et santiags, puis barbu façon prospecteur, lunettes noires. (Source Wikipedia.)

(2) Thomas Jefferson (1743-1826), troisième président des Etats-Unis ; James Madison (1751-1836), successeur de Jefferson. Jefferson a rédigé une partie de la Déclaration d'Indépendance et Madison est un des principaux auteurs de la Constitution.

Tea Party (TP) (3). Une autre pancarte affichait : « Faire confiance au gouvernement ? Demandez à un Indien ! » (celui qui la tenait se disait Amérindien). Des partisans de Ayn Rand et de Ron Paul distribuaient des tracts longs et ennuyeux (4). Il est intéressant de noter que je n'ai vu aucun partisan de LaRouche (5), mais il est possible qu'ils aient circulé ailleurs dans la foule. J'ai vu pas mal de bannières et de pancartes sur le thème « montrez-moi votre extrait de naissance ». On pourrait résumer un autre thème récurrent par une seule pancarte : « Cessez de récompenser l'échec. » J'ai eu l'impression que cette remarque était dirigée vers le bas et non vers le haut, c'est-à-dire contre les détenteurs « irresponsables » de crédits immobiliers que l'on essayait de sortir d'affaire et non contre les banques. J'ai entendu une femme noire d'une cinquantaine d'années dire qu'elle venait du Mississippi et que, la Bible affirmant : « Tu gagneras ton pain à la sueur de ton front », l'aide sociale ne devrait pas exister. Une petite flotte de camionnettes de Fox News (6), à l'écart, émettait en direct. Le premier présentateur que j'ai entendu était quelqu'un de « Saturday Night Live » (7) qui interprétait cette parodie glaçante qu'on chante en chœur (pensez à Chuck Berry dans *My Ding A Ling*). La chute, que les spectateurs étaient encouragés à reprendre tous ensemble, disait : « Il y a un communiste à la Maison Blanche. » La mère et le père d'Obama étaient marxistes, lui a travaillé pour Acorn (8) qui était marxiste, il a nommé un marxiste au poste de Tsar Vert (on appelle "tsar" aux Etats-Unis, depuis Nixon, une personne chargée par le président d'étudier et suivre un dossier particulier) et, le pire : quand le téléprompteur d'Obama s'éteint et qu'il doit improviser, il cite directement le *Manifeste communiste* en parlant de « répartir la richesse » ! Chaque accusation était rythmée et ponctuée par la foule. C'était là, nue et sans fard, la pire paranoïa du style John

(3) Le nom de ce mouvement populiste fait référence à la Boston Tea Party du 16 décembre 1773. La Grande-Bretagne pouvait taxer ses 13 colonies américaines dont les habitants n'étaient pas représentés au parlement de Westminster. Ils entendaient faire respecter le principe selon lequel il n'y a pas de taxation sans représentation. Le thé, soumis à des lourdes taxes, était devenu un point de discorde symbolique entre la métropole et ses colonies. En 1773, la Compagnie Anglaise des Indes Orientales fit passer le Tea Act qui l'autorisait à vendre du thé aux colonies sans payer les taxes, provoquant ainsi la ruine des marchands indépendants et la colère des Américains. Le 16 décembre 1773, 60 Bostoniens déguisés en Indiens montèrent à bord de 3 navires et détruisirent 45 tonnes de thé en les jetant par-dessus bord.

(4) Ayn Rand 1905-1982 ; Immigrée russe fuyant la révolution bolchévique, elle a offert à son pays d'adoption une philosophie fondée sur l'individualisme extrême et le capitalisme. Ses idées exercent une fascination sur les libertariens de droite. Pratiquement inconnue en Europe.

Ron Paul : libertarien dont la campagne pour l'investiture républicaine à la présidence en 2008 avait suscité l'enthousiasme chez les mêmes courants qui sont actuellement les fantassins du Mouvement Tea Party.

(5) Lyndon LaRouche né en 1922. Homme politique, économiste (autoproclamé), essayiste et polémiste américain. Il défend un programme de réorganisation complète du système financier international. Politiquement, il se dit dans le droit fil du Mouvement des Droits Civiques de Martin Luther King et dans la tradition du New Deal de Roosevelt. Il est aussi proche du mouvement extrémiste Nation of Islam dont il partage la culture du complot judéo-sioniste. Son représentant en France était Jacques Cheminade du parti Solidarité et Progrès aux élections de 1995 ; Son mouvement est classé dans les dérives sectaires. (Source Wikipedia).

(6) Fox News, propriété de Ruppert Murdoch (qui détient Fox Entertainment, le *Wall Street Journal*, le site Internet communautaire MySpace, etc.) relaie abondamment et complaisamment les thèses du Tea Party.

(7) Emission de divertissement diffusée chaque semaine depuis 1975 sur la chaîne NBC ; elle se compose de sketches, de parodies et de segments musicaux. NBC comprend les chaînes câblées CNBC et MSNBC.

(8) Association of Community Organizations for Reform Now (Acorn) : défend les familles à faibles et moyens revenus en travaillant sur la sécurité dans les quartiers, l'inscription sur les listes électorales, le système de santé, le logement abordable et d'autres problèmes sociaux.

Birch (9) et la théorie du complot la plus loufoque.

Bien qu'elle soit irrationnelle, la peur est réelle : la base du mouvement Tea Party est paniquée à l'idée d'une dictature du genre *1984* (10). Le sentiment d'appartenir à une minorité visionnaire qui comprend ce qui se passe « réellement » est palpable et dope le moral et l'organisation des militants, leur permettant de faire le lien entre des programmes contradictoires et conflictuels qui entraîneraient une scission dans des circonstances normales – et à moyen terme, le Tea Party pourrait imploser et se dissoudre dans plusieurs groupes rivaux qui diront tous être le « vrai » Tea Party.

Ils se livraient à des bonds désordonnés.

L'un des organisateurs a demandé aux manifestants de se méfier des « infiltrés » qui s'introduisent dans le Tea Party pour le discréditer par des remarques racistes. « Si vous en voyez, encerclez-les et accompagnez-les hors du rassemblement » : le Tea Party est soucieux de son image. Un autre orateur, qui faisait la liste des exigences du mouvement, y ajouta : « Reprenez l'Amérique aux grandes entreprises qui veulent se régaler à la mangeoire commune. » Mais ce fut la seule preuve d'un vague populisme économique que j'aie pu entendre. Le prochain événement marquant dans la stratégie du Tea Party est une répétition de la marche du 12 septembre que plusieurs orateurs ont évoquée en se vantant d'avoir attiré un « million » de personnes à Washington DC l'automne 2009.

Mais l'orateur le plus efficace, dont je n'ai pas saisi le nom, fut une femme noire assez jeune et passionnée. Ellei a recueilli les applaudissements les plus nourris, marquant adroitement des points grâce à ce genre de remarques : « Comment les Démocrates osent-ils jouer la carte raciale alors que l'un d'entre eux, Robert Byrd (11), portait autrefois la robe et le capuchon du Ku Klux Klan ? ». Et elle a démoli Charles Rangel (12) qui « veut nous écraser d'impôts alors qu'il ne peut pas payer les siens. » Elle a dit aussi : « Ils tentent de nous diviser en déclarant que le Tea Party est blanc comme neige. Eh bien, regardez-moi, cette couleur ne déteint pas ! ». Peu importe

(9) La John Birch Society (créée en 1958) porte le nom d'un officier des services de renseignement et missionnaire baptiste tué en 1945 par des partisans du Parti communiste chinois. C'est une organisation politique d'extrême droite nationaliste qui prône l'anticommunisme, un gouvernement peu interventionniste et la liberté personnelle.

(10) *1984* : roman de l'écrivain britannique George Orwell paru en 1948.

(11) Robert Byrd (novembre 1917-juin 2010), d émocrate et sénateur de Virginie occidentale depuis 1959. Chef local du Ku Klux Klan dans les années 1940, il s'est depuis « excusé » de cette « erreur ». Opposé à la guerre en Irak. Son nom est accolé à de nombreuses propositions de lois progressistes en matière sociale. (Source *Le Monde*.)

(12) Charles Rangel, né en 1930. Démocrate afro-américain, membre de la Chambre des Représentants depuis 1971. (Source Wikipedia.)

qui elle était, c'était une oratrice brillante et puissante qui appuyait sur tous les bons boutons rhétoriques.

A mon avis, les scènes les plus intéressantes ont eu lieu à la périphérie et y figuraient des gens de gauche qui étaient venus spontanément pour dialoguer avec les manifestants. L'un d'entre eux était un jeune anarchiste muni d'une pancarte qui disait : « Pas de médecine socialisée – Fermez les hôpitaux militaires ! » et il l'utilisait pour engager le dialogue. Il était absolument brillant et provoquait les gens gentiment pour les forcer à examiner leurs contradictions. Il était constamment entouré d'une petite foule animée et tenait bon, plaisantant beaucoup sans offenser quiconque.

Plus loin dans la rue et sans lien avec l'anarchiste, se tenait un type d'une cinquantaine d'années avec une pancarte qui disait : « Taxez les riches ». J'ai écouté plusieurs de ses conversations et il y avait un véritable échange avec des partisans du Tea Party plus réfléchis. Que se passerait-il si ce genre d'interventions se multipliait avec plus de gens de gauche engagés dans un dialogue comme ces deux personnes courageuses ? Voici un bon exemple de ce qu'il NE FAUT PAS faire. Un couple âgé de plus de 35 ans, vêtu de joggings de marque coûteux, bien coiffés, genre jeunes cadres dynamiques, tenaient une pancarte peinte à la bombe avec ce message : « Défendez Obama. Mettez la Suprématie Blanche hors la loi. » Avec leurs petits sourires suffisants, ils regardaient imperturbablement au loin comme des gardes de Buckingham Palace et refusaient de discuter. Je suis resté pour voir comment les

Le populisme du XIXe siècle

Pour tenter de mieux comprendre les tendances fondamentales qui sous-tendent les idées politiques aux Etats-Unis, il me semble profitable de lire l'ouvrage de Christopher Lasch : *Le Seul et Vrai Paradis. Une histoire de l'idéologie du Progrès et de ses critiques* (éd. Climats, coll. « Sisyphe »), dont voici un extrait du chapitre V concernant le populisme :

« Nous pouvons étendre le terme *[populisme]* de cette façon sans édulcorer sa définition, ni avaliser la confusion actuelle qui veut que quiconque cultive un style traditionnel est un populiste. Le populisme du XIXe siècle revêtait une signification suffisamment spécifique : une posture de producteur ; une défense des métiers menacés (incluant le métier de fermier) ; une opposition à la nouvelle classe de créanciers publics et à la machinerie globale de la finance moderne ; une opposition au travail salarié. Les populistes héritaient de traditions politiques anciennes, libérales aussi bien que républicaines, du principe suivant lequel la possession de la propriété et l'indépendance personnelle qu'elle confère sont les conditions préalables absolument essentielles de la citoyenneté. Au XIXe siècle, la validité de ce principe était encore largement reconnue, en Angleterre comme aux Etats-Unis. Le fait qu'il correspondait de moins en moins à la pratique sociale l'était également. [...] Ceux qui pouvaient à juste titre être appelés des populistes, au contraire, ne se voilaient pas la face et décidaient que la substance de la propriété ne pouvait être restaurée qu'à travers l'organisation de coopératives de fermiers et d'artisans. » (p. 203.)

gens réagissaient. Incrédules, ils explosaient de colère et hurlaient : « Où voyez-vous des gens qui croient en la suprématie des Blancs ici ? ». Pas de réponse. Ces deux-là n'offraient ni discussion ni explication, ils se contentaient de cette posture silencieuse et arrogante et de leur supériorité morale présumée. Étaient-ils des infiltrés qui tentaient de déclencher une réaction violente dans la foule ? Ou bien était-ce juste, comme je l'ai entendu dire à un militant du Tea Party, qu'ils essayaient « de se montrer sur YouTube, faites comme s'ils n'étaient pas là. » Qui sait ? En raison des faibles relents de complot et de persécution qui circulaient, tous les scénarios étaient possibles.

Il y a de nombreuses contradictions dans l'article récent du *New York Times* au sujet de cette manifestation. Alors qu'on pouvait y lire que les partisans du Tea Party avaient des revenus supérieurs à la moyenne, on y lisait aussi qu'ils étaient moins éduqués que la moyenne, un tiers d'entre eux seulement étant titulaires d'une licence universitaire. A moins que des gens sans licence universitaire soient des petits bourgeois classiques (propriétaires de petits magasins, de stations d'essence, etc.), il est difficile de voir comment on pourrait associer peu d'éducation et des revenus élevés. Mais d'après ce que j'ai vu, beaucoup semblaient appartenir à la classe ouvrière blanche sudiste. Il m'est difficile de comprendre comment ils pourraient être embrigadés en grand nombre à cause du niveau de paranoïa et de victimisation qui rebondit d'un problème à l'autre. Cela ressemble bien peu à une montée du fascisme que beaucoup à gauche, comme Chomsky, prédisent imprudemment, prédiction qui leur sert de prétexte pour continuer à soutenir Obama.

Mais il est plus important de se faire une idée précise du nombre de jeunes soldats de la guerre d'Irak, entre autres, qui participent à ce mouvement. Il existe peu d'aide pour les vétérans qui reviennent, leur taux de chômage est plus élevé que la moyenne, et même si seule une petite minorité d'entre eux gravite autour de ces groupes loufoques, les choses pourraient changer si leur ressentiment envers un gouvernement qui les abandonne se traduit en action. Je ne pense pas que le mouvement contre la guerre se ralliera à ces groupes, leurs différences culturelles sont trop importantes. La plupart des soldats que j'ai entendus s'exprimer contre la guerre viennent de la classe moyenne bien éduquée.

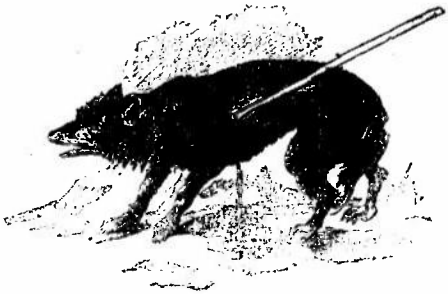
C.P.
Washington, 15 avril 2010.

Pour se documenter sur le mouvement Tea Party , sur Internet :

◆ « Tea Party Patriots : le renouveau de la droite américaine », par Michael C. Behrent, sur www.laviedesidees.fr/Tea-Party-Patriots-le-renouveau-de.html

◆ « The movement. The rise of Tea Party activism », de Ben McGrath, sur www.newyorker.com/reporting/2010/02/01/100201fa_fact_mcgrath

◆ le site de Tea Party Patriot: www.teapartypatriots.org



THAÏLANDE

UNE AUTRE LUTTE DE MIGRANTS

UN APERÇU DE LA SITUATION ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE ET DES DIFFÉRENTES CLASSES SOCIALES

IL FAUT SITUER la Thaïlande pour prendre la mesure des événements que connaît ce pays depuis le début de l'année 2010 et auxquels on a accordé beaucoup moins d'intérêt qu'à ce qui s'est passé en Grèce dans la même période. Ce n'est pas seulement un effet de la distance géographique mais aussi d'une interprétation étroite de ce que peut être qualifié de lutte de classe. On a pu ainsi lire que la classe ouvrière a été largement absente de tout le mouvement de révolte, qui n'aurait été que celui des « pauvres ruraux et urbains », petits soldats d'une bourgeoisie montante. Pourtant, elle a concerné des paysans en pleine mutation, écartelés entre la relation à la terre, les petits boulots de survie dans les banlieues de la capitale et le travail industriel occasionnel ou permanent : une catégorie spécifique à ces pays en voie d'industrialisation, les migrants, dont on parle beaucoup à propos de la Chine et bien peu ailleurs alors qu'on y trouve des situations et des résistances de classe similaires.

La Thaïlande, c'est, sur 514 000 km², 63,8 millions d'habitants dont 12 millions dans la zone de la capitale, Bangkok. Presque la taille de la France (64,5 millions d'habitants sur 549 000 km2), pourrait-on dire, sauf que la structure économique de cette économie, la deuxième de tout le Sud-Est asiatique, est totalement différente : l'agriculture y occupe encore 40 % de la population (70 % en 1980) contre 30 % dans l'industrie et 30 % dans les services. Ces chiffres

cachent mal une situation en pleine évolution d'autant plus que ce pays, dans l'esprit de la plupart, vivrait du tourisme, alors que cette activité n'assure que 6,5% du PIB.

En fait, la Thaïlande est le dixième exportateur mondial, partie de produits industriels (automobile, textile, chaussures) et agricoles (produits de la pêche, riz). Poussée par des investissements étrangers, l'industrie y est en pleine expansion, employant en 2009, 5 millions de travailleurs et dont le secteur automobile (Toyota, Honda et General Motors) prévoit de livrer 1 600 000 véhicules en 2010, alors que malgré la crise et les événements Ford investit dans une usine qui devrait produire 150 000 voitures en 2011. Ce développement attire même des migrants des pays voisins : 150 000 Birmans sont ainsi exploités dans des usines frontalières.

L'essor économique continue de bouleverser les structures sociales et amène, tant dans la bourgeoisie que chez les paysans et le prolétariat, des mutations et des résistances qui bousculent toutes les hiérarchies antérieures et les structures politiques qui en découlaient. Si le revenu global a triplé en trente ans et si le PIB par habitant (3 400 dollars en 2009) se situe bien en deçà du PIB par habitant en France (22 000 dollars) il est supérieur à ceux du Vietnam (390 dollars), du Bangladesh (470 dollars) et de l'Inde (950 dollars). Sans atteindre le niveau de ceux que l'on a appelé « les tigres asiatiques » (Taïwan, Corée du Sud, Singapour et Hong-Kong), la Thaïlande est sur leurs traces, distançant ses voisins asiatiques

Cet essor, pourtant, comme partout, ne signifie pas que toute la population en profite également. Les paysans pauvres passent d'une survie impossible sur la terre à la condition de précarité comme travailleur, soit dans le développement industriel soit comme « indépendant » dans une multitude de petits boulots basé sur la marginalité des villes, essentiellement de la capitale ; on ne peut mieux les comparer à la Chine des migrants. Parallèlement, le développement économique et industriel a fait croître une bourgeoisie moyenne qui supporte mal que le pouvoir soit exercé, derrière la façade de la monarchie constitutionnelle, par une classe dominante formée des propriétaires fonciers, des grands bourgeois et des grands bureaucrates d'Etat qui en sont issus (le roi détient lui-même une des premières fortunes mondiales). Leur pouvoir économique se maintient par la corruption et les privilèges partout présents et leur pouvoir politique est garanti par le soutien de l'armée.

IL EST HISTORIQUEMENT classique (voir par exemple les révolutions du XIXe siècle en France) que les masses en voie de prolétarisation soient les troupes dont l'action de classe sert à la bourgeoisie montante pour la conquête du pouvoir politique contre la mainmise de l'aristocratie foncière. C'est une telle situation qui explique à la fois l'instabilité politique et les poussées de violence comme celle qui vient d'avoir lieu. Paysans pauvres, prolétaires de toutes sortes et ouvriers d'usine forment 65 % de la population qui, faute de mieux, font confiance aux représentants de cette bourgeoisie montante et régulièrement par leur vote leur donnent un pouvoir politique supposé améliorer leur condition.

Cette situation est la cause d'une intervention constante de l'armée qui, chaque fois que des élections portent cette nouvelle majorité au pouvoir légal, intervient par un coup d'Etat pour consolider la position de la classe dominante. Depuis 1932, le pays a

connu ainsi 18 coups d'Etat, 27 premiers ministres. Le dernier, nommé en 2006 après que son prédécesseur eut été chassé par une junte militaire, a exclu du pouvoir un populiste « démocratiquement » élu et qui a dû se réfugier à l'étranger sous des accusations de corruption (qui est générale, à tous les échelons de la société).

Depuis cette éviction, les troubles politiques sont récurrents, mais la crise mondiale a considérablement aggravé la situation des prolétaires de toutes sortes et particulièrement des migrants. Le 24 mars, la Banque de développement asiatique relevait qu'en 2009 la crise financière a particulièrement affecté ces migrants (en majorité venant des régions agricoles pauvres du Nord-Est), notamment les femmes employées dans la confection, le textile et l'électronique, entraînant des licenciements pratiquement sans indemnisation, des réductions de salaires et d'horaires de travail.

Une miniguerre civile

Qu'aurait-on dit si, dans des pays comme la Roumanie, la Grèce ou l'Iran, le centre financier de la capitale avait été transformé en camp retranché pendant neuf semaines, avant d'être conquis par l'armée au moyen d'un assaut frontal ayant fait 85 morts et plus de 2 000 blessés ?

Sans doute le conflit était-il, à l'origine, uniquement politique, pacifique, semblant uni derrière un Front uni pour la démocratie et contre la dictature (UDD) ne revendiquant que la tenue de nouvelles élections. C'était du moins son apparence, sur laquelle les médias ont insisté, laissant de côté l'arrière-plan social d'une classe de prolétaires assez hétérogène, formée de paysans pauvres tombant dans la précarité urbaine salariée surexploitée ou dans une marginalité de petits boulots. Le caractère prolétarien du mouvement ne fait aucun doute. Ces « chemises rouges » revendiquent tous la qualité de « pral », nom donné autrefois aux serfs, avec un slogan « Nous sommes tous des prals ». Mais aussi des revendications qui pour être vagues n'en définissent pas moins l'ampleur d'un mouvement qui dépasse les simples revendications électorales : « Le seul combat, c'est que la société accepte que nous sommes des êtres humains » ou « La société déshumanise les gens, la majorité comprend maintenant pourquoi nous combattons contre la classe des élites ».

Autour de cette revendication double d'élections libres et de « reconnaissance » de la part des « élites », le mot désignant la classe dominante au pouvoir, près de 100 000 manifestants regroupant des paysans pauvres venus du Nord-Est, les sous-prolétaires de la banlieue de Bangkok et les migrants ouvriers d'usine marchent sur le centre de la ville et occupent, le 14 mars 2010 le quartier des affaires de Ratchaprasang qui est aussi le quartier riche (tout un symbole) : ils s'y installent et campent un peu partout, s'y barricadent. Des pourparlers s'engagent entre la tendance modérée de l'UDD et le gouvernement. Sans succès.

Le 10 avril, l'armée tente un premier assaut, qui ne réussit pas à franchir les barricades de pneus et de bambous mais laisse des morts (une quinzaine) et des blessés en même temps que des sortes de guérillas apparaissent dans toute la ville.

Il semble que du côté du pouvoir, une fraction des dirigeants inclinerait à la conciliation pour débrancher le mouvement. Ces concessions éventuelles tiennent vraisemblablement au fait qu'une fraction radicale se développe chez les manifestants (« chemises noires » pour se distinguer des « rouges ») soutenus plus largement par cet amalgame d'ex-

clus mais aussi par certains ralliements des forces engagées dans la répression :

▶ un général est passé du côté des émeutiers et serait le chef des « chemises noires » (il sera opportunément tué par un sniper le 13 mai dans cette période de flottement) ;

▶ une colonne de militaires du contingent aurait été mise en déroute par des manifestants armés seulement de cocktails Molotov et d'armes blanches, abandonnant sur place matériel, armes et munitions (ce qui pourrait signifier que la base de l'armée n'est pas fiable, sans prendre ouvertement le parti des émeutiers), ce qui fait que ces derniers disposent maintenant d'armes et commencent à amplifier la guérilla urbaine ;

▶ les émeutes s'étendraient en province, notamment dans la région pauvre du Nord-Est où des mairies sont attaquées.

Le 3 mai, le gouvernement accepte de tenir des élections en novembre, mais la fraction dure des manifestants n'accepte que sous la condition que le général qui a ordonné l'assaut meurtrier soit poursuivi, ce qui fait capoter cette approche de règlement pacifique.

Le 14 mai l'armée renforce le blocus, coupant totalement l'électricité et le ravitaillement en vivres.

Le 20 mai, l'assaut est finalement donné alors qu'il ne reste plus dans ce réduit que 5 000 à 10 000 manifestants décidés à lutter jusqu'au bout. Il semble qu'un tri ait été fait dans les troupes qui lancent cet assaut. Un des « émeutiers » déclarera : « Les soldats qui tirent sur nous ne sont pas des Thaïlandais, ils ont été engagés pour nous tuer ».

L'infériorité des défenseurs du réduit est évidente et ils sont rapidement submergés dans l'attaque. Avant de se rendre, le dernier carré va incendier des dizaines de bâtiments, mais pas n'importe lesquels : non seulement des bâtiments gouvernementaux, mais tout un centre commercial qui appartient à une grande famille, la Bourse, l'immeuble de la Bangkok Bank qui appartient à un conseiller du roi, en quelque sorte l'éminence grise du pouvoir.

Un millier de combattants de ce dernier carré pensent avoir la vie sauve en se réfugiant dans un temple bouddhiste : un certain nombre seront massacrés par des tirs au hasard, certains à bout portant. Bilan de ces assauts : 85 morts et plusieurs milliers de blessés.

Un couvre-feu est proclamé de 20 heures à 6 heures du matin, dans la capitale et dans le tiers des provinces. Il est difficile de chiffrer le nombre des arrestations et des poursuites (500 ?). De l'aveu de nombreux observateurs, le massacre n'a rien réglé et le feu couve sous la cendre.

Cette « reprise en mains » fait le bonheur des investisseurs étrangers en leur garantissant, au moins pour un temps, une paix sociale. C'est le moment, comme nous l'avons dit, que Ford choisit pour des investissements massifs. Après tout, les économistes chiffrent déjà le coût de ces six mois de contestation et de destruction : 0,5 % du PIB.

Mais l'essentiel n'est pas là : la Thaïlande n'est qu'un élément parmi tous ces pays du Sud-Est asiatique soumis de façon identique à l'exploitation d'une force de travail à bas coût par le capital occidental sous la protection de régimes totalitaires. Tous se trouvent confrontés à une lutte de classe qui, pour prendre des formes différentes selon chaque pays, ne pose pas moins les limites de cette globalisation mondiale du capital ; c'est un des éléments de la crise, et cette résistance de classe rend ces limites infranchissables.

H. S.

Israël/Palestine

◆ La question israélo-palestinienne occupe les pages 28 à 114, constituant l'essentiel du n° 218 (juin 2010) de la revue allemande *Die Aktion* : des photos, des essais, des opinions, des entretiens, etc. Un mélange hétéroclite d'analyses sur le conflit : des points de vue arabes et israéliens, de militants pour la paix, et d'anarchistes : « Horizon Israël-Palestine : I. Vues » (photos), « II. Réflexions » de Jakob Traut (« La spécificité de la colonisation sioniste »), Akiva Orr (« Le sionisme et les Palestiniens ») et Uri Avnery (« En finir avec la guerre fratricide ! »), « III. Exemples » d'atteintes aux droits de l'homme par l'armée israélienne et les colons, et « IV. Manières de voir » de Jeff Halper (« Un "peuple en trop" mis entre parenthèses ») et Elias Khoury (« Au-delà de la justice et de la vérité ») ; deux textes des années 1970 : « Israël-Palestine. Un problème européen » d'Abdallah Laroui, et « Vivre ensemble – Une discussion » entre Mosche Machover, militant de Mazpen (Organisation socialiste israélienne), et Said Ḫammami, militant de l'OLP ; « Les pionniers de Dieu » d'Ilya U. Topper, un article de 2001 ; « Une patrie ? Anarchie et lutte conjointe en Israël et en Palestine » d'Uri Gordon, membre des Anarchistes contre le Mur (sur ces derniers voir *Echanges* n° 130, p. 61) ; « Nous n'avons jamais fait aucun tort aux Arabes », un entretien avec Arye Leon Dulzin (ancien délégué de l'Agence juive et de l'Organisation sioniste mondiale), mené par Dieter Bednarz et Michale Lüders, datant

L'ours se dressa contre la roche.

de 1980 ; enfin, « Ce que signifie le droit d'Israël à exister » de Brian Klug.

Afrique

◆ « L'accaparement des terres africaines : nouveau colonialisme », dans *A contre-courant* n° 215 (juin-juillet 2010). Une vingtaine de pays vendent ou louent des terres pour l'agriculture intensive (alimentaire ou pour agro-carburants) – sociétés indiennes ou de Corée du Sud à Madagascar, chinoises au Soudan, au Congo (république démocratique), etc., libyennes au Mali, des monarchies pétrolières (Arabie saoudite, Koweit, Qatar... au Soudan, au Kenya. Article fondé sur un texte de Comaguer (Comprendre et Agir Contre la Guerre) qu'on trouve sur de nombreux sites Internet.

◆ « En finir avec la Françafrique » dans *Offensive libertaire* n° 26 (mai 2010 (OLS c/o Mille Babords, 61 rue du Consulat,13001 Marseille).

Amérique latine

◆ Le numéro de *A contre-courant* cité ci-dessus renvoie aussi à « L'accaparement des terres en Amérique latine », sur le site www.grain.org/articles/?id=63

Mexique

◆ « Oaxaca : guerre à l'autonomie » (Deux membres d'une caravane de solidarité abattus par les paramilitaires) dans *CQFD* n° 78 (15 mai 2010).

Anars à Cuba

◆ Comme à l'accoutumée, beaucoup d'informations sur le mouvement anarchiste international dans le n° 356 (mai 2010) du mensuel *CNT*, organe de la Confederación nacional del trabajo espagnole (voir p. 22) : à Cuba, les anarchistes s'organisent, et en France, Daniel Pinos (C/o Presses Sorbonne nouvelle, 13 rue Santeuil, 75005 Paris ; courriel : cesamepop@orange.fr) collecte des textes (de préférence sur l'anarchisme et l'anarcho-syndicalisme) pour les envoyer à Cuba.

Chine

◆ « Incidents de classe en Chine » : les travailleurs chinois contre le capital mondial au XXIe siècle contient des extraits de textes publiés dans *Echanges* et dans le livre de Bruno Astarian *Lutte de classes dans la Chine des réformes (1978-2009)* (Acratie) –disponible à Chemins non tracés (non-traces@no-log.org) et Echanges.

Inde

◆ Sur la condition ouvrière et les luttes en Inde, les *Gurgaon Workers News,* newsletter dont le n° 24 vient de paraître. On trouve tous les numéros sur le site : www.gurgaonworkersnews.wordpress.com

Etre pauvre à Dacca (Bangladesh)

◆ Sur le Bangladesh : *Urban poverty and adaptation of the poor to urban life in Dhaka City Bangladesh* » (Md Shahadat Hossain) longue étude (en anglais) et documents photographiques - 380 pages que l'on peut seulement envoyer par Internet.(écrire à Echanges)

Nucléaire

◆ *Sortir du nucléaire,* Actualités du nucléaire et de ses alternatives n° 45, avril 2010.

Travail des enfants

◆ *Au travail les enfants,* de Philippe Godard, préface de Raoul Vaneigem, sur le travail des enfants dans le monde, pris au sens le plus large possible (éd. Homnisphères, www.homnisphères.com).

1er mai à Baltimore (Etats-Unis), p. 46 ◆ Des rencontres de discussion dans les Yvelines, p. 49 ◆ Argiles radioactives dans le Gard, p. 50 ◆ Comprendre les luttes : le rôle de la théorie (réponse à « "Echanges", fausse conscience et mauvaise conscience » p. 51

1er mai à Baltimore (Etats-Unis)

D'un camarade américain (5 mai 2010) de Baltimore, ville autrefois industrielle de la côte est des Etats-Unis (Maryland).

JE SUIS ALLÉ AU pique-nique annuel du 1er mai qu'un professeur du département des études sur le travail du Baltimore Country Community College (BCCC, université locale) organise chaque année. La plupart des étudiants de cette fac viennent de la ceinture de faubourgs de la zone est de Baltimore. Ces faubourgs ouvriers ont été pour des générations le siège des industries locales, dont Bethlehem Steel (1) était la plus connue.

Dans le passé, la population strictement blanche était totalement séparée des autres ; mais ces dernières décennies, à mesure que la désindustrialisation se développait et que les emplois s'évanouissaient, toutes ces communautés se sont appauvries et sont devenues multiraciales. Dans les rues autrefois commerçantes les boutiques ont fermé, les drogues dures ont sévi et les opportunités d'emplois n'ont plus été que des boulots mal payés dans les fast-food ou quelque commerce de détail subsistant..

La majorité de ceux qui assistaient à ce pique-nique venaient de cet environnement, syndicalistes blancs d'âge moyen travaillant encore en usine ou bureaucrates syndicaux qui avaient été tous des témoins de première main de ce déclin industriel. Le reste n'était formé que de quelques jeunes et autres plus âgés appartenant aux classes moyennes venant principalement des cercles « Paix et justice » de Baltimore. Environ 100 à 200personnes passèrent ainsi finalement et ce fut une des rares opportunités d'échange entre des gens de différents milieux sociaux qui restent habituellement séparés dans bien des villes. C'était la première fois que j'allais à une telle manifestation et je ne peux donc pas faire une comparaison quelconque avec les précédentes mais un des présents, qui lui y assistait régulièrement, me dit que l'assistance était moins nombreuse que les années précédentes.

Une des premières discussions que j'eus fut avec un jeune ouvrier charisma-

(1) La société de production d'acier The Bethlehem Steel Corporation, créée en1857 à Bethlehem en Pennsylvanie, la deuxième des États-Unis après son concurrent US Steel, a fait faillite en 2001 : les actifs restant après sa dissolution ont été vendus à International Steel Group (ISG), qui à son tour a fusionné en 2005 avec le groupe indien Mittal.

tique en jean style skinhead avec des bottes et un tee-shirt marque USSR et la faucille et le marteau. Il était militant du PC américain et de sa section jeunes « Young Communist League ». Il prétendit que le PC et le YCL se développaient grâce à Internet avec une moyenne de 30 nouveaux membres chaque mois pour le seul YCL. Ces nouvelles adhésions venaient de toutes les parties du pays y compris d'Etats où il n'y avait auparavant aucune présence du PC comme l'Arkansas. Il avait rejoint le parti alors qu'il cherchait sur Internet des alternatives politiques, fatigué de n'avoir comme travail que des emplois provisoires sans avenir.

J'ai aussi discuté avec un « organisateur » (permanent chargé du recrutement en vue de la syndicalisation d'une entreprise) du syndicat Office and Professional Workers Union, un ancien ouvrier d'usine d'âge moyen qui avait suivi notamment des cours sur le droit du travail dans cette université et était devenu bureaucrate dans ce syndicat d'employés. Un gars pas mal, qui m'a déclaré que le syndicat avait quelques difficultés à contacter les jeunes et qu'il essayait des stratégies différentes comme d'organiser des soirées disco dans la nuit des vendredis. C'était partout un thème récurrent, et même presque obsessionnel : le manque d'implication des jeunes, la méconnaissance de leurs droits les plus élémentaires. La plupart d'entre eux ne savaient même pas par exemple que les heures supplémentaires devaient légalement être payées ou ne voyaient pas de quelle « utilité » pouvait bien être les syndicats.

Une plus longue discussion que j'eus avec J., ouvrier de Bethlehem Steel, fut plus intéressante. C'était un vétéran, qui avait travaillé comme docker et avait été muté à Sparrows Point quand le travail de docker fut réduit à rien. Sparrows Point, l'aciérie de Bethlehem Steel était dans la première moitié du xxe siècle une des plus grande du monde avec 30 000 ouvriers. Il n'en reste plus que 2 000. Ce résidu, revendu plusieurs fois, est passé ces dernières années entre diverses mains, dont une compagnie indienne, pour finir actuellement avec un propriétaire russe. Naturellement, tous ces transferts se sont toujours accompagné de réorganisations dont l'un des effets a été la suppression de toute garantie santé. J. m'a décrit l'usine de Sparrows Point comme vivant, selon ses propres paroles, « les affres de la mort dans le processus de globalisation ».

Je lui ai demandé si le fait d'avoir des patrons russes rendait plus faciles les relations, étant donné leur héritage « d'Etat ouvrier ». Il me dit qu'au contraire c'était, de tous ces patrons successifs, les plus durs, surtout quand l'usine perdait de l'argent – même s'ils ne montraient guère plus de mansuétude quand ils n'étaient plus dans le rouge.

Ils tournaient en ridicule les activités syndicales et les droits des travailleurs comme des « histoires de dinosaures » totalement obsolètes, bien que J pensât que les dirigeants roumains que les Russes avaient amenés à un moment montraient plus de sympathie pour les syndicats.

L'un des avantages de tous ces « dégraissages » successifs, selon J., était d'avoir débarrassé la hiérarchie de couches moyennes qui, pour être embauchées, devaient suivre des formations spéciales leur apprenant comment gérer la force de travail : rester à une bonne distance des travailleurs, toujours représenter et défendre les intérêts de la compagnie, contrer les syndicats, etc. (ce qui m'a rappelé les arguments de l'économiste David Gordon constatant, au début des années 1990, que les travailleurs américains étaient soumis à plus de contrôles que ceux de tous les autres pays).

D'après J., maintenant, ces cadres moyens et les cols blancs (techniciens comme les ingénieurs) ne s'identifient pas partout avec leurs employeurs, et moins que la génération précédente. Chaque nouveau propriétaire impose une nouvelle formule pour accroître la productivité, ce que personne n'accepte. Par exemple, les Russes veulent imposer les méthodes de production japonaises (kaizen, campagnes d'amélioration continue), une sorte de recyclage des méthodes de production des années 1980.

J. me dit que quand il avait débuté comme shop steward (délégué syndical), il lui suffisait de descendre dans un coin de l'usine, de faire un certain signal de la main et toute l'usine débrayait. Maintenant, l'usine est tellement automatisée qu'il n'y a pratiquement aucun contact entre la plupart des ouvriers.

J'ai alors demandé à J. si cette nouvelle organisation du travail dans l'usine n'avait pas introduit de nouvelles vulnérabilités, en donnant l'exemple de la production à flux tendu de la fin des années 1980, qui donnait plus de pouvoir à de petits groupes de travailleurs pouvant tirer avantage de la faiblesse du stock de pièces nécessaires, qui leur permettait de bloquer toute l'usine. Ou comment de nouvelles technologies comme les portables rendaient difficile pour les Etats de bloquer la circulation des informations même si, d'un autre côté, les technologies basées sur l'informatique permettaient d'accroître le contrôle social. J. pensait qu'Internet pouvait offrir des possibilités pour des actions internationales comme les grèves.

Je lui ai aussi demandé si le mouvement des Tea Parties rencontrait un soutien chez les travailleurs qu'il connaissait. Bien que 40 % des travailleurs aient voté Républicain aux dernières élections, J. ne voyait aucun signe d'influence du Tea Party chez les sidérurgistes, ni localement ni nationalement. Pourtant J. pensait que les syndicats n'avaient guère d'avenir à long terme, à moins qu'ils ne développent une stratégie pour obtenir plus de protection de l'Etat, comme partenaires contre les ravages de la concurrence généralisée plutôt que de tenter de développer des solidarités internationales par des contacts avec les autres syndicats.

C. P.

Des rencontres de discussion dans les Yvelines

D'un camarade des Yvelines (2009)

NOS CONTACTS SONT au point mort. Quelques propositions avaient été faites durant la période hivernale (diffusion limitée d'un bulletin plus un billet expliquant ma démarche) ; beaucoup de craintes chez les personnes contactées (enseignants et autres fonctionnaires, salariés avec emplois CDD mais avec suppression d'emplois : Aventis, Mantes, Porcheville ou travaillant dans des PME). De plus, ce qui n'arrange rien, des changements à la mairie (conjuration dans l'équipe municipale dont ma femme était membre)... Moi de mon côté, faisant du porte-à-porte, « soumis » à la question sur les problèmes municipaux auxquels je n'étais pas mêlé... *[Pour échapper à tous ces problèmes locaux]* je me suis contenté de projeter des activités hors-institution telles que des rencontres de discussions (thème critique de la démocratie représentative, délégation de pouvoir/démocratie directe, critique de la société industrielle, mandat impératif, etc.)

On pourrait s'attendre à mieux au sein d'un village. Certains préparaient les élections municipales, d'autres nous flattaient, nous pressant de créer ces réunions car pour eux nous avions les mêmes valeurs... (mais ils poursuivent seulement la défense de leurs intérêts). J'ai toujours des contacts avec d'autres amis, ex-salariés et d'autres toujours au boulot où ils souffrent (bureaux ou usine et à la centrale thermique de Porcheville... militants interpro sur Mantes et environs), cela permet de discuter de la « situation » locale et générale.

Les thèmes ne manquent pas afin de dépasser les craintes existentielles et d'agir pour un autre monde... selon ses moyens... et nos projets pour le réaliser... Mais la population le pense-t-elle ? Les consommateurs à crédit, etc. : « On n'a qu'une vie », le loto, les vacances,le foot, les femmes, la bouffe, la Star'ac...

C'est peut-être trop tard, les individus, les familles et les grands enfants considèrent être dans un monde où plus rien n'est maîtrisable... où il y a une course folle menée par ceux qui dirigent (Etat, entreprises) et dont de nombreux membres salariés sont dans l'organisation étatique, dans les structures privées... dans toutes les institutions et concourent à ce système que l'on appelle « militaro-technico-industriel-financier » etc.

Toute cette population qui bouleverse le monde agit sous la contrainte, mais pas toujours, conditionné par la persuasion clandestine... par la technique et ses innovations, la « culture psychologique de masse »...

Aller à contre-courant, cela relève-t-il de l'inconscience, de la dérision ?

Réponse d'Echanges :

Tu commences ta lettre du 30 juin... 2009 par des excuses pour ton retard. Que dirai-je pour cette réponse qui n'arrive que près d'un an après cette longue missive que tu t'étais donné la peine d'écrire pour nous parler de ton quotidien, de tes travaux et de tes projets.

Ta lettre est restée enfouie dans tout un paquet de correspondance à laquelle,

comme souvent, nous répondons en allant en plus urgent ce qui relègue peu à peu certains courriers dans les cartons de l'oubli. La seule connaissance indirecte que tu as eue de la réception de ta lettre et du chèque qui y était joint, c'est que tu as continué à recevoir nos publications.

Ce que tu décris des vicissitudes de ton épouse, et indirectement de toi-même, dans ces conflits d'intérêts locaux qui s'expriment dans les conseils municipauxet en marge, sont malheureusement inévitables et trop fréquents, mais ils ont souvent l'avantage (si l'on peut dire) de montrer que les appartenances politiques et/ou idéologiques ne recoupent pas les attitudes et les actes que l'on pourrait en attendre.

Si je pouvais exprimer une constante, je dirais qu'on retrouve tous les conflits et difficultés dont tu parles, lorsque l'on tente de créer des contacts et des débats à tous les échelons et dans toutes les structures de la société en dehors de ce qui peut relier fortement des groupes plus ou moins importants d'individus .

C'est seulement lorsque ces individus se trouvent, par obligation (de travail ou autre) pris dans une même situation de lutte pour la défense d'intérêts communs que les intérêts particuliers peuvent, éventuellement, s'estomper ne serait-ce que pour un temps plus ou moins long, le temps d'une lutte.

Hors de cela et particulièrement dans ce que tu décris de cette population hétérogène de banlieue, des tentatives comme la tienne restent forcément très limitées quand elles ne sont pas détournées comme tu le soulignes par des tentatives d'utilisation par des intérêts étrangers à ton but premier, voire par des ambitions spécifiques qui ne sont pas toujours exprimées comme telles .

J'espère que tout cela ne t'a pas découragé et que tu pourras éventuellement nous en dire plus non seulement sur tes projets mais sur leur réalisation.

En ce qui concerne nos propres activités, nos publications peuvent t'en donner une idée : elles sont le résultat de nos contacts, de nos discussions et de notre pratique et elles parlent par elles-mêmes. Bien sûr, tu peux, si tu le souhaites, t'associer aux débats qui peuvent apparaître dans nos colonnes. En outre, si dans tes projets, tu as besoin de matériel (publications) ou de renseignements, nous sommes toujours à ta disposition.

H. S.

Argiles radioactives dans le Gard

D'un camarade du Gard (avril 2010)

VOICI LA POURSUITE DE la lutte écologique contre Imerys (exploitation d'une mine d'uranium [1]) dans la-

(1) Ils'agit plus exactement d'un projet de carrière d'argile, contesté par l'association « Vivre sans uranium dans l'Uzège », qui avait en effet été créée en 1988 suite à la demande de concession pour une mine d'uranium déposée par la Société auxilaire d'énergie (SAE, filiale d'EDF), sur les communes de Serviers, Aigaliers et Montaren, pour une surface de 675 hectares. Suite à une forte opposition, la demande de concession a été rejetée en mars 1992. En 2007 c'est le groupe minier Imerys qui envisage, sur le même territoire, l'exploitation d'une carrière d'argile d'une surface de 25 ha. Ce projet comporte,outre le défaut d'être une « plaie » paysagère, des risques de conta-

quelle le jour du Bioforum, la population avait proposé 75 000 euros pour que collectivement nous achetions un morceau de la plaine pour bloquer le projet. Evidemment en 2006, ils ont fait une loi où l'on ne peut préempter la terre si en dessous il y a du minerai, ici de l'argile et de l'uranium (2 500 tonnes). En conséquence, la lutte se dirige sur l'eau qui contient de l'uranium lorsqu'elle est prise à la sortie de la lentille d'uranium qui, si elle est éventrée, permettra de mesurer l'augmentation de la radioactivité et sensibiliser la population (20 000 personnes). ...

Sur le problème de l'eau, voir notre site : http://lagouttedeaudepluie.sib.org/contre la domination d'une coalition EDF-Veolia- Environnement...Un autre papier est sur la lutte contre le gros éolien industriel, une colonisation de l'espace par le capital en détruisant l'espace naturel...

Comprendre les luttes : le rôle de la théorie

Réponse à un camarade de la Drôme, dont la lettre a été publiée dans notre dernier numéro (132, printemps 2010), sous le titre « "Echanges", fausse conscience et mauvaise conscience ».

LA LETTRE SOULEVE tant de questions qu'il faudrait presque un volume pour y répondre en mettant un commentaire en regard de chacun des passages qui évoquent :

▶ ou certains faits et leur interprétation qui ne correspond pas à ce que j'en pense,

▶ ou tes propres considérations sur la revue et sur le bulletin *DLM*, publications auxquelles tu accordes, parfois un peu contradictoirement, certains mérites sans vraiment préciser ce que tu voudrais qu'ils soient.

Aussi je me limiterai dans cette réponse, plus à préciser ce qui dans tes propos dénote d'importantes différences dans notre approche de la critique de la société capitaliste et ce que nous faisons de cette critique, qu'à tenter un développement exhaustif de l'ensemble. Tu peux bien sûr reprendre ultérieurement ton point de vue et tes critiques à tout moment, en général ou sur des points particuliers.

Tu commences par évoquer la manière dont tu en es venu à une réflexion et à un engagement politiques. Tu décris ton évolution « depuis la découverte des textes de Marx et d'Engels » lors d'études universitaires ; en d'autre termes par une approche théorique qui peut expliquer tes préoccupations présentes notamment par rapport à Echanges, à l'affirmation théorique et aux débats qui pourraient en découler. Mon parcours politique a été relativement plus simple car je n'ai adhéré

mination des eaux souterraines, de la nappe phréatique alimentant de nombreuses communes, et le risque de mettre au jour l'uranium libérant ainsi le gaz radon, entraînant non seulement des effets nocifs sur la santé des habitants mais aussi l'utilisation d'argiles radioactives. Afin de contrer ce projet, l'association a lancé une campagne de souscription dans le but d'acquérir les terrains (promesses de fonds de 75 000 €). Cependant elle n'a pas pu les obtenir en raison d'un article du Code rural. A ce jour Imerys a acquis environ 18 ha. Sources : http://resosol.org/Gazette/1992/121_122p20.html
http://www.uzege-pontdugard.org/index.php?l_idpa=61
http://www.usinenouvelle.com/article/imerys-compte-investir-25-millions-d-euros-dans-le-gard.132848

ni au bolchevisme, ni au trotskisme, ni à l'anarchisme : je n'y ai aucun mérite, cela ayant été, comme pour beaucoup, un peu dû au hasard, une chance qui a fait que je n'ai pas eu à franchir des étapes pour me débarrasser de schémas encombrants. Nous sommes tous plus ou moins influencés par la manière dont s'est effectuée notre connaissance et notre activité initiales dans ce domaine. En ce qui me concerne, mon engagement a d'abord été pratique, indépendamment de toute considération théorique et, pour moi, la connaissance théorique (en partie le fruit d'un certain hasard) n'a finalement été que la confirmation des réflexions que m'avaient suggérées cette pratique. J'avoue volontiers que cela a certainement influencé mon approche de la théorie qui fait que je privilégie l'étude de la manière dont la lutte de classe se déroule avec tous les éléments qui la caractérisent, en me servant d'une méthode d'analyse qui, comme tu le relèves, se réfère essentiellement au marxisme. J'avoue aussi que j'ai vu – aussi bien dans les groupes auxquels j'ai participé que hors de ces groupes – tant de théories « définitives », toutes aussi intransigeantes les unes que les autres, que, tout en essayant de les comprendre, je les considère comme des éléments non pas inutiles ou marginaux (ils existent comme des produits circonstanciés), mais d'une valeur toute relative, dépendant du moment où elles sont formulées et parfois de ceux qui les formulent.

J'en arrive ainsi à un point de ta lettre qui reste sous-jacent, qui n'est pas formulé directement : la théorie et le rôle de la théorie. Je serais tenté de te demander : qu'appelles-tu exactement « théorisation » ? Tu énonces et dénonces justement les prétentions de tous ceux que tu as pu côtoyer dans des groupes divers qui pensaient œuvrer pour la révolution et dont la réalité de la lutte de classe dans l'évolution du capitalisme s'est chargée de démontrer, parfois cruellement, l'inanité. Mais que reproches-tu exactement à Echanges de ce point de vue ? Je reviens plus loin sur cette question de faire des analyses au nom d'une certaine théorie et de ne pas la mettre en avant autrement que dans ces analyses elles-mêmes. Pour moi (c'est mon point de vue personnel) ce que les uns et les autres appellent théorie peut se référer à quatre éléments qui sont liés mais dont certains peuvent être éventuellement privilégiés :

1 ▶ la référence à une méthode d'analyse qui permette de comprendre l'ensemble de ce qui se déroule dans les sociétés humaines, présentement le capitalisme, tout le passé de ces sociétés (seulement ce que l'on croit en connaître) pouvant être un élément utile à cet effet ;

2 ▶ une projection sur le futur du capitalisme (par exemple, la décadence, la chute du taux de profit, la destruction de la nature, etc.) ;

3 ▶ une projection sur ce que serait une société future débarrassée de toute structure de domination, de propriété, d'exploitation. essayant parfois de définir plus en détail (positivement ou négativement) quels seraient les modes d'organisation et/ou de relations dans une telle société ;

4 ▶ des considérations sur la manière dont se ferait le passage du capitalisme du point 2 au communisme du point 3, vaste sujet qui implique non seulement cette période hypothétique mais aussi l'activité présente, individuelle ou collective, de tous ceux que cette société révolte et qui aspirent à sa chute.

JE ne vais pas entrer dans un débat sur ces quatre points « théoriques » mais seulement souligner que, dans la lutte de classe, telle qu'elle se déroule, au début de toute lutte, ils ne sont pas du tout abordés et ne se posent, se sont posés ou se poseraient que si un mouvement prenait une ampleur telle que la question de l'avenir se poserait pratiquement, et non dans l'abstrait. Pour ne prendre que l'exemple de la France, de grands mouvement comme ceux de 1936 ou 1968 n'ont pas amené l'immense majorité des travailleurs impliqués à se poser de telles questions, qui ne furent débattues alors que dans des cercles très limités et hors de toute considération pratique. Quant à l'interprétation des luttes, ce que tu développes dans une sorte de mauvais procès – contre ce qui n'a jamais été notre position sur les « luttes spontanées très radicales » – nous essayons seulement de les situer à la fois dans un courant historique et dans le contexte des autres luttes du moment.

Tu cites une phrase de ma précédente lettre (1) dans laquelle je disais que ce sont les acteurs des luttes qui fixent et fixeront les termes et les projets, les méthodes de lutte, dans les conditions dans lesquelles ils vivent et luttent à ce moment. Tu dis que cela te séduit de prime abord, mais qu'ensuite cela te laisse perplexe. Et partant de cette constatation que les luttes sont ce que les intéressés en font dans le contexte de ce qu'ils vivent présentement, tu vois dans cette affirmation un « trivial immédiatisme ». C'est nous faire une sorte de procès d'intention. Nous ne passons pas notre temps à Echanges à nous extasier « sur des luttes spontanées très radicales (émeutes, autoréduction, etc.) parce qu'elles n'élaborent aucun projet théorique et qu'elles ne s'inspirent pas des projets d'émancipation du passé ». Si de tels phénomènes existent, nous essayons – bien modestement et bien imparfaitement – de les comprendre en les situant dans leur contexte économique et politique national et international, de voir comment ils se déroulent, leur aboutissement, de voir leur relation avec d'autres luttes passées ou présentes, autrement dit de faire une analyse globale, en termes simples et sans langue de bois théorique (évidemment que cela existe comme tu le constates, ce n'est pas un refus de la théorie mais simplement une question de communication, de langage).

Pour ne citer qu'un exemple, nous n'essayons nullement de considérer que les émeutes ouvrières du Bangladesh (incendies d'usines et destructions de matériel) puissent être comparées au luddisme et encore moins à l'interprétation qui peut en être faite par tout le courant anti-technologie, même si l'apparence des faits peut montrer des similitudes. Ce n'est pas non plus une « émeute pure et simple » comme certains peuvent en faire le recensement.

Il y a un point dans tes critiques d'Echanges que je ne voudrais pas évoquer sans faire d'erreurs. Cela semble pourtant au centre de ces critiques. Que veux-tu dire

(1) Lettre non publiée, en réponse aux courriers de ce même camarade de la Drôme qu'on peut lire dans *Echanges* n° 130 p. 66 (« Un futur parti mondial de la révolution... ») et 131 p. 52 (« Technologie, écologie et communisme »). Rappelons que notre correspondant écrivait : « lorsque Henri m'écrit en octobre 2009 : "Schématiquement, nous pensons que ce sont les acteurs eux-mêmes de ces luttes, au moment précis où elles se transforment en luttes d'émancipation (et pas dans les conditions actuelles, encore moins en fonction du passé) qui fixeront l'organisation d'un monde nouveau", je reconnais que cette démonstration m'a séduit, puis m'a rendu perplexe. »

exactement lorsque tu constates chez Echanges une « théorisation d'une absence de participation au mouvement réel » ? Que contiendrait pour toi cette « participation au mouvement réel » ?

Tu parles ensuite de « troisième voie qui accorde toute leur dignité aux luttes prolétariennes sans méconnaître pour autant l'influence qu'elle peut exercer et dont il est toujours difficile de mesurer l'impact ». Pourquoi crois-tu qu'à notre modeste mesure nous faisons l'effort de rassembler des informations (quoi que tu en dises une activité nécessaire pour parler des luttes dans le monde en [modeste] connaissance de cause), de les analyser (même dans le bulletin DLM, ces analyses sont menées suivant une méthode et avec une orientation) de les diffuser. Ce n'est pas seulement une démarche d'auto-satisfaction (bien que ces tâches puissent partir d'une démarche intellectuelle personnelle – comprendre) mais aussi et surtout une certaine attitude militante pour apporter une connaissance, des idées, des théories, même si elles ne sont pas exprimées comme telles.

EN ÉCRIVANT CES DERNIERES LIGNES, J'ABORDE UN AUTRE PROBLEME QUI SEMBLE AUSSI SOUS-JACENT DANS TES PROPOS. CELUI DE L'INTERVENTION. Tu écris que, refusant « toute conceptualisation d'avant-gardisme » nous nierions « l'influence qu'elle peut exercer sur une minorité de travailleurs ». Il faut, devant la mondialisation du capitalisme, relativiser cette notion d'influence sur une minorité : que pèserait une activité militante eu égard aux centaines de millions de prolétaires pour lesquels tout simplement nous n'existons pas et n'existerions pas même si nous décidions de faire tout notre possible par tous moyens pour les « influencer » ? On pourrait poser la question simple – historiquement : « Est-ce que les « avant-gardes » autoproclamées ont jamais eu une influence sur le cours de l'Histoire ? ou n'ont-elles jamais fait autre chose que suivre ce cours, autrement dit, prendre le train en marche ? Pour moi, le problème est simple : tant que la lutte reste limitée au cadre qui a vu naître ses revendications, ses modes d'action dépendent d'une connaissance de la situation concrète de ceux qui sont impliqués dans cette lutte et toute intervention de l'extérieur risque d'en méconnaître la réalité, sauf à dire des généralités auxquelles les travailleurs impliqués ne pensent nullement. Entre ceux qui prétendent d'une manière ou d'une autre « élever la conscience » (et que tu critiques justement) et ce que tu appelles la « troisième voie » autour d'une « influence », il y a une distance difficile à évaluer et seules les circonstances permettent de préciser ce que leurs auteurs y voient réellement (les problèmes récents de Perspective internationaliste, de l'Appel et du cercle de discussion de Paris sont là pour le montrer). Si tu considères que cette troisième voie consiste à apporter des matériaux, des explications, des théories, dont les acteurs font ce que bon leur semble, d'accord. Mais même à supposer qu'il n'en soit pas ainsi, toute lutte d'une certaine dimension va voir affluer – souvent sous forme de tracts plus ou moins pertinents – des opinions parfois fort diverses (...). Mais même si nous avions telle intention, il y aurait au niveau d'Echanges une impossibilité pratique vu ce que nous sommes. J'avoue ne pas très bien comprendre ce que, à la suite

L'arbre était lourd.

de cette question « d'influence », tu désignes par « fausse conscience » et « mauvaise conscience ». Qu'entends-tu par là ?

Il y a dans ta lettre un autre passage où tu expliques justement que se retrouver dans une même critique du système et partager certaines conceptions du futur crée des liens en vue d'un certain travail commun d'approfondissement. Que faisons-nous d'autre à Echanges ? Même si nous pouvons avoir des divergences, ce qui enrichit d'ailleurs le débat pourvu qu'un sectarisme n'entraîne pas des ruptures (ce qui s'est parfois produit). Tu écris qu'en lisant entre les lignes la brochure de présentation d'Echanges tu y décèles « un refus délibéré de toute théorisation ». On en revient à la question : qu'appelles-tu « théorisation » ? car ce texte sur les positions d'Echanges a été le produit de longues discussions théoriques et exprime en lui-même une théorie clairement exprimée.

Il me semble, lorsque tu parles de la sorte de communauté que crée un travail commun, que tu aies une sorte de vision quelque peu romantique et que tu mettrais sur le même plan le groupe politique (du sens le plus étroit au sens le plus large) et les multiples tentatives (parfois politiques ou confessionnelles) de communautés de vie, de travail, etc. J'ai été, il y a longtemps, pendant toute une période, intéressé par toutes les expériences dans ce dernier domaine et même ai participé à de brèves (et décevantes) expériences communautaires. J'ai aussi été membre de syndicats ou de groupes politiques, assez pour savoir que s'ils peuvent effectivement créer des liens, ils ne le font pas avec tous les membres et que de tels liens, à l'épreuve des réalités sociales ou personnelles, peuvent se révéler bien fragiles.

Lorsque tu évoques les théories du passé en constatant que la plupart du temps, elles n'ont rien vu des événements importants, pourquoi voudrais-tu qu'il en soit différemment aujourd'hui ? D'une certaine façon, ce n'est pas tant le prolétariat ou la masse des laissés-pour-compte du système qui sont révolutionnaires, mais le capital lui-même qui, dans sa course au profit et la mise en avant de toute innovation, susceptible de reléguer aux oubliettes les positions les mieux établies, détruit constamment ses bases et se révolutionne, ouvrant la voie à toute autre contestation.

H. S.

Antitechnologie

◆ Sur la critique de la technologie : « Nous les anti-industrialistes » Manifeste – Miquel Amoros – 7 mars 2010 (copie à Echanges). Sur le même sujet : « Introduction au Luddisme, On arrête parfois le progrès » (copie papier ou courrier électronique).

◆ « Entretiens avec Mike Davis – Peurs sur la ville » (*Vacarme* n° 46) (en français, copie papier ou par courriel).

◆ Dans *Z, revue itinérante de critique sociale* (voir p. 62), « Débâcles et poussières, contribution au bilan du débat public sur les nanotechnologies » et « Leçon d'acceptabilité décomplexée » revient sur « le grand bluff » qu'a représenté la tournée de la Commission nationale du débat public déjà évoquée ici (voir *Echanges* n° 132, p. 59). Bluff, car les nanotechnologies ne sont plus un débat mais « pour l'Etat, les industriels et la recherche elles sont une réponse, encore à vendre mais déjà commercialisée, et plus la réponse du futur, la prochaine révolution industrielle, une priorité nationale ». Face à la « convergence technologique » (NBIC) énoncée dès 2002 par un rapport américain (« Si les sciences cognitives (C) peuvent le penser, les nanotechnologies (N) peuvent le construire, les biotechnologies (B) peuvent l'implanter et les technologies de l'information (I) peuvent le surveiller et le contrôler »), les opposants à « l'empire industrialo-scientifique » ne pouvaient que saboter les réunions destinées à « faire participer pour faire accepter »,

Ils retournèrent à leur cabane.

(suite p. 58)

En cas de crise...

◆ « La crise économique comme régime durable », texte extrait du bulletin de Guy Fargette *Le Crépuscule du XXe siècle, Chronique de l'ultime dissidence,* lettre n° 21, novembre 2009. Ce que la thématique de l'oligarchie peut décrypter, cadre général pour la compréhension des événements à venir (sur Internet [http://www.magmaweb.fr/spip/spip.php?article374], copie papier ou courrier électronique à Echanges.mouvement@laposte.net)

◆ *La Théorie de la crise catastrophique du mode de production capitaliste, base vitale de la prévision révolutionnaire du communisme.* Réédition d'un ouvrage de la revue *Communisme ou Civilisation* (2009).Commande sur Internet : http://www.robingoodfellow.info . mais aussi accessible en PDF (29 pages) : www.robingoodfellow.info/pagesfr/archives/coucfr/CouC081Texte.pdf
Les sommaires des 23 numéros de cette revue, parus entre octobre 1976 et octobre 1987, se trouvent sur le site http://www.robingoodfellow.info/pagesfr/archives/listextccfr.htm, où sont accessibles aussi plusieurs numéros en PDF et divers textes.
Robin Godfellow se présente comme « un petit groupe de militants communistes de divers pays du monde, auparavant regroupés au sein de la revue *Communisme ou Civilisation* » et œuvre « pour la défense et la continuité de la théorie communiste du prolétariat ».

◆ Automobile, « A ne plus savoir qu'en faire, La crise c'est une surproduction de capital » dans *Partisan* n° 240, été 2010.

... la répression est prête

◆ « La crise. Un bréviaire pour situations difficiles. 2e partie : Labyrinthes et camps. Le présent d'un archétype en temps de crise », la suite de l'article d'Olaf Arndt, cofondateur du groupe d'artistes BBM (Beobachter der Bediener der Maschinen ; Observateurs des utilisateurs de machines) (voir *Echanges* nos 128, p 71, et 131, p. 63) dans le cahier n° 218 (juin 2010) de la revue allemande *Die Aktion.* La description des moyens concrets pour la répression contre une éventuelle guérilla urbaine, principalement aux Etats-Unis, mis en œuvre par l'Etat et ses affiliés (agences militaires et policières, organisations non gouvernementales, stipendiés de toutes sortes dans l'intelligentsia, etc.), entre autres, par la plus grosse entreprise militaire privée XE (anciennement Blackwater). « Si vous entendez du bruit dehors, ne vous mettez pas à la fenêtre ! C'est peut-être la garde civile qui marche au pas dans votre arrière-cour. »

et non à débattre. L'article rappelle utilement que le marché mondial est estimé à mille milliards de dollars en 2015, avec un usage des nanotechnologies dans près de 40 % des aliments industriels.

◆ *Z* renvoie à un article plus ancien, que nous n'avons pu consulter : « L'art de faire avaler la pilule, enquête sur l'acceptabilité sociale des novelles technologies » (*Z* n° 1, printemps 2009), et au site www.nanomonde.org

Antinumérique

◆ *Livres de papier, « journal des réfractaires à l'ordre numérique »*, journal publié par un collectif qui entend résister en paroles et en actes à l'informatisation de l'écrit et du monde.

Pour toute information : livresdepapier@gmx.fr

Sur la révolution numérique voir note dans *Echanges* n°132, p 60.

(Remarquons quand même que, si ce 4-pages est bien imprimé sur du vrai papier, il a été réalisé en PAO – c'est-à-dire sur ordinateur. L'antinumérique n'est donc que très partiel, et se limite à n'être pas diffusé sur Internet. Signalons qu'il existe encore peu d'éditeurs faisant composer leurs livres en typographie (plomb) ; parmi eux Ivréa et l'Encyclopédie des Nuisances, fabriqués par l'Imprimerie SAIG à L'Haÿ-les-Roses. Sans vouloir dire que c'est mieux, mais tant qu'à être « antinumérique »... F. M.)

Nucléaire

◆ *Sortir du nucléaire*, Actualités du nucléaire et de ses alternatives n° 45, avril 2010.

Le yak fondit sur lui, les cornes en avant.

Révolte, terrorisme, et... féminisme

◆ Jacques Wajnstejn signale la réédition de son livre *Individu, révolte et terrorisme,* avec une nouvelle (et longue) préface actualisant la question (éd. L'Harmattan, coll. « Temps critiques », 2010). La préface peut être consultée sur le site http://tempscritiques.free.fr et le livre commandé à l'adresse Temps critiques : 11 rue Chavanne, 69001 Lyon, au tarif préférentiel de 13 euros (port compris, chèque à l'ordre de Jacques Wajnstejn).

◆ Ce texte de Jacques Wajnstejn renvoie (entre autres) à un texte de Peter Verner, « Quelques notes critiques sur *En catimini* », qu'on peut se procurer sur demande auprès de petervener@free.fr. Ce texte, sur les oppositions radicales à l'Etat depuis les années 1950, tente de les replacer dans leur contexte historique. Rappelons que Rote Zora fut un groupe de femmes en armes actif de 1977 à 1995. Peu connu en France, il a pourtant marqué l'histoire du féminisme en RFA tout autant qu'il a suscité un vif intérêt au sein de l'autonomie allemande. *En catimini...* est le premier ouvrage en français consacré aux Rote Zora. Voir http://encatiminirotezora.wordpress.com/

◆ Sur un sujet proche, on trouve sur le site http://infokiosques.net/zanzara *Quand le militantisme fait le choix des armes : les femmes d'Action directe et les médias,* de Fanny Bugnon (PDF).

Erratum. Pannekoek

◆ **Cest le tome 1 des *Conseils ouvriers* de Pannekoek qui vient d'être réédité par Spartacus, et non le tome 2, contrairement à ce que nous avons indiqué dans le n° 132 d'*Echanges,* p. 67.**

Anarchisme sans dogmes

◆ *Fragments épars pour un anarchisme sans dogmes,* de Tomas Ibanez (éd. Rue des cascades, 384 p., 15 euros). L'éditeur présente ainsi ce livre : « Anthologique, l'ouvrage (...) contient une vingtaine de textes couvrant une quarantaine d'années (...) autour de l'anarchie et du pouvoir (...). » « S'il est une chose dont je suis sûr, écrit-il, et c'est peut-être la seule, c'est qu'il n'existe d'autre anarchisme que celui qui n'hésite pas à mettre constamment ses propres fondements en danger » (http://atheles.org/rue-descascades/index.html)

Regroupement révolutionnaire

◆ *Internationalist Perspective* (accessible sur http://internationalist-perspective.org) avait lancé un « Appel » à un « regroupement révolutionnaire » pour des débats sur la crise et ses conséquences. Toute une polémique s'est ensuivie entre différents groupes de la mouvance « gauche communiste » (bordiguiste au sens large) notamment autour de différentes tendances activistes. Si ça vous intéresse, vous trouverez sur le site tous les textes et liens autour de ce débat. Y a participé notamment la revue *Controverses, forum pour la Gauche communiste internationale* (http://www.leftcommunism.org/).

Intellectuels, illusions d'optique

◆ La lecture d'articles rédigés par des non-Français ne manque souvent pas de sel par l'usage qui est fait de nos vieilles gloires intellectuelles : combien de citations de Michel Foucault (1926-1984), Gilles Deleuze (1925-

1995), Félix Guattari (1930-1992) et autres Jean-Paul Sartre (1905-1980) ne servent-elles pas à dresser tel intellectuel allemand, anglais, espagnol, chinois, japonais, etc. contre ceux de son propre pays ou d'un autre, alors qu'à part quelques bien-assis qui y ont un intérêt matériel, aucun Français ne se rappelle de ces récents disparus. En 1959, un tract rédigé par quelques étudiants de l'Université libre de Berlin-Ouest annonçait la naissance d'une revue nouvelle, *Das Argument.* Tout feu tout flammes – ce n'était encore que des étudiants –, ils promettaient dans ce tract l'avenir radieux d'une tribune ouverte à toutes les opinions, intellectuelles il va sans dire ; en 1965, un de ses fondateurs, Wolfgang Fritz Haug, précisait : « Nous ne faisons pas une revue ouvrière et ne nous adressons pas aux masses, nous sommes des intellectuels et écrivons pour nos semblables. » A l'occasion du n° 280 (Argument-Verlag, 2009), commémorant cette belle aventure, Jörg Auberg (programmeur informatique, écrivain free lance et rédacteur pour les questions de société dans le magazine culturel en ligne satt.org) note, dans le n° 218 (juin 2010) de la revue allemande *Die Aktion,* que ces ex-étudiants, qui ont trouvé pour la plupart leur place dans le système universitaire, cooptent leurs pairs et reproduisent les blocages qu'ils reprochaient à leurs prédécesseurs. L'auteur y voit une trahison de leurs idéaux sartriens de l'intellectuel engagé ennemi des coteries. A pleurer de rire.

J.-P. V.

Et Dieu dans tout ça ?

◆ Nous avons signalé (*Echanges* n° 132, printemps 2010, p. 72) la réédition partielle par Ni patrie ni frontières, de *l'Encyclopédie anarchiste, La raison contre Dieu* (1934). Le texte intégral de cet ouvrage de 2 893 pages se trouve sur Internet : http://www.encyclopedie-anarchiste.org/index.html

« Le Capital » méconnu

◆ « La logique méconnue du capital », préface à l'ouvrage d'Alain Bihr sur la lecture du Capital (éd. Page Deux, Lausanne), dans *A Contre Courant* n° 213 (avril 2010). (http://www.acontrecourant.org/2010/04/16/vient-de-paratre-la-logique-mconnue-du-capital/) *[sic].*

Sommaires :

◆ *Non tracés*

« Non Tracés » (Bulletin n° 10 de la Bibliothèque des Chemins non tracés et de l'Infokiosk d'Avignon) donne un aperçu de leurs activités récente et un recensement fourni de leurs lectures, livres et publication, récents ou anciens mais toujours hors des sentiers battus. (Les Chemins non tracés, BP 259, 84011 Avignon Cedex 01 nontraces@no-log.org

◆ *Théorie communiste*

Nous ne revendiquons rien, brochure de Johann Kaspar (éd. Senonevero, 8 rue de Chateaudun, 13001 Marseille – http://www.senonevero.net. Cette brochure ac-

◆ *Annuaire.* *Alternative Press Index :* accès à tous mouvements alternatifs et/ou théoriques, bref aperçus d'un recensement surtout de publications en anglais. Vol 2,2009 (Alternative Press Center,2040 N Milwaukee Avenue,2D FLOOR ? Chicago,Ill60647, USA).

◆ *Bibliothèque.* « Libertad » : bibliothèque, infokiosk, archives, 19 rue Burnouf, Paris 19e, débats chaque jeudi (20 heures) et permanence les mardis de 17 à 20 heures.

compagne le dernier numéro (23) de *Théorie communiste*, qui contient les articles suivants : « Franchir le pas », « Théorie communiste, Un chantier permanent », « Fin de *Meeting* », « Autoprésupposition du capital », « Le concept de cycle de luttes », « Trois luttes actuelles (Guadeloupe, Iran et Grèce) », « Lectures de la crise. » (http://www.theoriecommuniste.org et tc@communisation.net

◆ *Insurgent Notes*

Insurgent Notes est une nouvelle publication, uniquement sur Internet (http://insurgentnotes.com) (*Journal of Communist Theory and Practice*, en anglais). Ce n° 1 contient, outre une présentation, les articles suivants : « The historical moment that produced us : revolution or recomposition ? », de Loren Goldner, « Bring in the paper, bring on the torches », de S. Artesian, « Workers' progress ? from iron mines to iron bars » , de John Garvey, « A Chinese alternative? Interpreting the Chinese new left politically », de Lance Carter, « Crisis in the US : social and economic effects, restructuring and methods of adapting », d'Henri Simon *[traduction de l'article paru dans* Echanges *n° 130]*, « A report on recent struggles In Greece », du groupe grec BIDA (Intensify the class struggle), « California is not dreaming », de John Garvey, « Capitalism is a waste of time : Godwin, Malthus, and the ideology of "No Alternative", de Jason Rhodes, « Wildcat strikes in China », de Lance Carter.

Histoire

Années 1960

◆ *D'Alger à Mai 68, mes années de révolution*, de François Cerutti chez Spartacus.

◆ Radical History Network publie sur Internet la relations d'événements, des revues sur des sujets historiques de la mouvance radicale (en anglais) : http://radicalhistorynetwork.blogspot.com

Irlande 1631

◆ « Le pillage de Baltimore » dans le cahier n° 218 (juin 2010) de la revue allemande *Die Aktion*. Le script inédit d'un film écrit par l'Irlandais Sean McGuffin (1942-2002) retrouvé dans les papiers qu'il a laissés après sa mort, à propos du pillage de Baltimore (Irlande) en 1631.

◆ *Life and times of Joe Thomas – the road to libertarian socialism*, Alan Woodward (en anglais) l'histoire d'un militant britannique). Du même auteur : *The deeper meaning of the struggle, an outline history of the international shop stewards movement and socialism*, une brève histoire du mouvement shop steward britannique.

Argentine 1901

◆ La Federación obrera argentina fut créée en1901, par le regroupement de plusieurs sociétés ouvrières au sein desquelles les anarchistes jouaient un rôle important. Elle ajouta en 1904 l'adjectif « regional » à son nom, pour marquer le fait qu'elle se considérait comme une section de l'Internationale (AIT), même si celle-ci n'existait déjà plus depuis 1878. La Fora fut à l'origine de nombreuses grèves, que ce soit dans le monde du travail (1901,1909...) ou à côté : grève des loyers en 1907. Elle devint la principale organisation ouvrière du pays, avant de connaître une scission entre Fora IX (qui adopte le principe de la neutralité idéologique) et Fora V (qui maintient l'objectif du communisme anarchique). Les deux organisations participent aux grèves et aux émeutes qui secouent Buenos Aires en 1919, mais la Fora V, plus combative, est prépondérante parmi les ou-

vriers. « Une organisation ouvrière singulière : la Fora argentine » retrace, dans *Gavroche* n° 163 (juillet-septembre 2010), l'histoire de cette organisation qui a connu un déclin continu à partir de 1925, et se maintient aujourd'hui en refusant de se considérer comme un syndicat, de se déclarer officiellement par refus de l'Etat, sans statuts mais avec des accords de congrès entre les sociétés qui la composent. A son apogée, la Fora publiait deux quotidiens : *La Protesta* et *La Batalla*. Elle publie aujourd'hui un journal, *Organización obrera*.

Autogestion(s)

◆ Sur les Gaztetxe, locaux autogérés mis en place par et pour les jeunes dans le pays basque, dans *Jakilea (Le Témoin)* (CDDHPB, Maison de la vie citoyenne Polo Beyris, 64100 Bayonne).

◆ « Marinelodi : un modèle d'autogestion unique en Europe » (Andrea Dufour), sur un village d'Andalousie dont les quelque 2 000 habitants cultivent en coopérative 1 200 ha d'une ancienne latifundia.

◆ Dans *Alternative libertaire* n° 195 (mai 2010), un militant CGT revient sur la tentative avortée avant même d'être mise en place d'autogestion à l'usine Philips de Dreux en janvier 2010. Celle-ci fait aussi l'objet de quelques réflexions (« Des ouvriers démoralisent les "lois" de l'économie ») dans *Z* (voir ci-dessous).

◆ La revue *Z* réunit un comité de rédaction d'une trentaine de personnes (29 dans « l'ours » du n° 3), qui assument collectivement la signature de tout le numéro. Quelques-uns se déplacent plusieurs jours ou plusieurs semaines pour aborder des thèmes d'une manière concrète. Pour le n° 3, c'est en Picardie que se sont rendus pendant deux mois les rédacteurs de *Z*, pour un dossier sur les luttes ouvrières, notamment celles de Dunlop et de Goodyear à Amiens. Ce qui rend intéressant ce numéro, plus que son idéologie autogestionnaire voire conseilliste (« Un bon vieux conseil d'ouvriers : penser l'autogestion à partir de l'expérience des conseils d'ouvriers »), c'est la qualité des questions que sont obligés de se poser les rédacteurs face à la réalité des luttes : et d'abord la contradiction qu'il y a à vouloir sauver son emploi en même temps qu'on souhaite à ses enfants de ne pas connaître l'usine et ses conditions de travail destructrices (voir la série d'autoportraits d'ouvriers), de vouloir faire bien ou mal son travail en même temps que l'on se sent méprisé par l'encadrement (« Pieds de nez à l'usine : resquilles, débines et autres micro-résistances »), de fabriquer des matériels dégueulasses... Les rédacteurs de *Z*, qui réaniment les vieux mythes autogestionnaires (Lip, Nantes en 1968...), posent sans cesse des questions sur l'utilité sociale de la production, et voudraient voir les ouvriers prendre en mains leurs usines pour faire « autre chose » Mais si c'est pour fonder des scoop et prendre en charge sa propre exploitation, est-ce bien la peine ?
Un débat oppose ceux qui pensent que « certains problèmes sont à poser, sans forcément attendre » (Charles Piaget)... à ceux qui veulent « tout foutre en l'air... et le seul moyen, c'est la révolution » (dixit un délégué CGT...).
Z,c/o La Parole errante, 9 rue François-Debergue, 93100 Montreuil.

Ouvriers contre le travail. Barcelone et Paris pendant les Fronts populaires

Michael Seidman
éd. Senonevero (2010, 15 euros).

LA MAISON D'ÉDITION marseillaise Senonevero vient de publier une traduction de *Workers against Work. Labor in Paris and Barcelona During the Popular Fronts* de l'historien américain Michael Seidman (University of California Press, 1991).

Il n'existe que quelques articles de Michael traduits en français, et c'est la première fois qu'un de ses ouvrages paraît dans notre langue. *Workers Against Work* est le premier des livres qu'il a écrits et, à ma connaissance, n'avait été traduit jusqu'ici qu'en japonais en 1998. Depuis Michael a publié deux autres gros ouvrages aux Etats-Unis : *Republic of Egos. A Social History of the Spanish Civil War* (The University of Wisconsin Press, 2002) et *The Imaginary Revolution. Parisian Students and Workers in 1968* (Berghahn Books, 2004), sans compter nombre d'articles dans des revues ou des œuvres collectives parfois traduits en plusieurs langues. Seul le premier de ces deux derniers ouvrages a été traduit jusqu'à maintenant, en espagnol, sous le titre *A ras de suelo* (1).

Les initiés savent que les éditions Senonevero forment le fer de lance de militants arborant l'étendard de la communisation, à l'instar de la revue intermittente *Théorie communiste* et l'aujourd'hui défunte *Meeting*. Les non-initiés, lisant les dernières lignes de la profession de foi des éditeurs qui figure en tête du livre de Michael : « Comme la production théorique en général, nos publications sont activités. Leur nécessité est leur utilité », se demanderont, je l'espère, en quoi cette sorte de slogan ne pourrait pas s'appliquer à une quelconque publicité pour n'importe quelle marchandise.

Il y a donc dans cette traduction (par ailleurs fidèle et bien éditée, quoique l'on puisse regretter l'absence de l'index existant dans l'original, qui aurait permis d'éviter quelques erreurs) certainement une méprise de la part des communisateurs. Il serait dommage qu'en vertu de cette méprise, l'ouvrage de Michael ne trouve pas ses lecteurs, d'autant qu'il ne s'harmonise pas avec le chant baroque des textes des communisateurs précédemment parus aux éditions Senonevero.

Rompant avec les études politiques de l'histoire qui ne s'intéressent qu'aux groupes clairement identifiés et à leurs chefs, ou bien à des personnalités hors normes, Michael a pris depuis le début de son travail d'historien le parti d'analyser les événements contemporains à la lumière de l'action des sans-grade. Délaissant les interminables discussions doctrinales qui ne mènent qu'à rendre l'obscurité plus opaque, il va chercher dans les archives les faits qui prouvent la résistance des tra-

(1) *A ras de suelo. Historia social de la República durante la Guerra Civil*, Alianza Editorial, Madrid 2003. (388 p., 18.70 €) ; je n'ai jamais eu cette traduction en mains, mais on m'en a dit pis que pendre.

vailleurs au travail intensif, s'attachant à « l'expérience vécue des travailleurs » ainsi qu'il l'écrit dans son introduction à *Ouvriers contre le travail* (p. 14). Un ouvrage où il dresse le constat que la lutte de classes est souvent affaire d'anonymes.

Faut-il le dire ? L'histoire de la lutte des classes laborieuses est marquée d'une certaine ambiguïté : ceux qui luttent ne sont presque jamais ceux qui parlent des luttes, les premiers exprimant généralement leurs luttes avec des mots de tous les jours, les seconds, leurs renoncements avec des néologismes souvent forgés en dehors de tout sens commun. L'ouvrage de Michael comble cet écart

J.-P. V.

Note : Echanges *rend fréquemment compte du travail de Michael dans des notes de lecture et a publié certains de ses articles. En 2001, nous avons édité, sous forme de brochure, une version française d'un article de lui paru en 1988 dans le* Journal of Contemporary History, *sous le titre* Pour une histoire de la résistance ouvrière au travail. Paris et Barcelone pendant le Front populaire français et la révolution espagnole, 1936-1938 *(toujours disponible).*

Désaccord :

La Question syndicale en Chine

Bruno Astarian
Echanges et Mouvcement (2010).

J'ai découvert le jour de sa parution cette brochure élaborée par B Astarian. Je ne sais pas si tous les camarades d'Echanges approuvent cette brochure, mais en ce qui me concerne il ne m'est pas possible de rester muet sur une partie de son contenu. Bruno Astarian s'échine à vouloir résoudre une énigme : à savoir, pourquoi les capitalistes chinois ne veulent pas de « syndicats réels » dans leurs entreprises. Je pense que BA entend par « réels » les syndicats démocratiques.

Pour Bruno Astarian, il faut rechercher cette résistance par le fait qu'en Chine domine l'exploitation de la force de travail sur la base de l'extraction de la plus-value absolue, celle d'un capitalisme n'ayant pas encore le contrôle total de l'appareil de production, c'est-à-dire une domination réelle sur celui-ci. Pour BA, et c'est si je puis dire sa thèse centrale, il faut que l'extraction de la plus-value relative intervienne pour que s'impose et soit reconnu le syndicalisme démocratique, dont la fonction consiste à partager les gains de productivité.

Mes objections à cette thèse :

C'EST dans *Un chapitre inédit du capital* (éd. 10/18, 1971) que Marx s'exprime le mieux sur le sujet. Marx sait bien que tout mode de produc-

tion s'élève sur l'ancien en le révolutionnant. Dans sa première phase il va seulement s'aliéner les forces de travail existantes, en les transformant en salariés – liquidation des corporations, l'artisan devient salarié, les esclaves anciens deviennent des salariés, tous passent sous les fourches caudines du capital où la seule loi est sa valorisation.

> « Il est normal que le capital se soumette le procès de travail tel qu'il existe, c'est-à-dire sur la base des *procès de travail* développés par les différents modes de production archaïques »
>
> (*Un chapitre inédit...*, p. 194)

Cette phase de développement du capitalisme (accumulation primitive en Europe) ne connaît que l'extraction de la plus-value absolue, c'est-à-dire la prolongation de la journée de travail. Il faut attendre l'introduction du machinisme pour que s'impose une soumission réelle du travail au capital, c'est-à-dire un mode de production spécifiquement capitaliste. Mais le mode spécifiquement capitaliste s'accommode fort bien de l'ancien mode qui peut coexister comme forme particulière au sein du mode de production capitaliste pleinement développé.

C'est ce qui se passe en Chine : les machines à coudre utilisées ne sont pas des machines à pédale, mais des machines japonaises de haute technicité, qu'il faut utiliser 24 heures sur 24 pour en amortir le coût, avant que l'obsolescence ne les frappe (voir à ce sujet le Livre premier du *Capital*, chapitre XV).

> « Le danger de son usure morale est d'autant moindre que la période où sa valeur totale se reproduit est plus courte, et cette période est d'autant plus courte que la journée de travail est plus longue. »
>
> (K. Marx, *Le Capital*, t. 1, Editions de Moscou p. 387.)

Quand BA prétend qu'en Chine c'est le système de la plus-value absolue qui domine, il faudrait qu'il nous dise sur quel mode de production archaïque s'est greffé le capitalisme dans ce pays. La question n'est pas nouvelle, elle fut déjà posée dans le livre *La Bureaucratie céleste* (Gallimard, 1968) où son auteur Etienne Balazs demande : « Comment se fait-il qu'en dépit de conditions très favorables – car la Chine était technologiquement et scientifiquement en avance sur l'Occident jusqu'au temps de la Renaissance – la civilisation chinoise ne donna jamais naissance au capitalisme ? » *[Nous reproduisons p. 68 la note de lecture qu'en donna Ngo Van à* ICO *en 1971].*

Mon propos ici est de défendre la thèse qui prétend que la Chine est passée directement, sous la domination réelle du capital, par importation du capital étranger (L'invasion japonaise de la Mandchourie en 1931, et après 1945 l'aide soviétique et le transfert de machine de l'Allemagne de l'Est vers la Chine) (1). Si une greffe sur le mode de production asiatique s'était produite, il faudrait que l'on en trouve des traces, par exemple dans des mouvements visant comme ce fut le cas en Europe à la destruction des machines venant les concurrencer – je n'en connais pas.

Pour rappel, en Europe,dès que l'ouvrier va trouver en face de lui la machine, ce concurrent infernal qui va révolutionner en permanence les forces productives,

(1) C'est après 1945 que vont être introduits d'abord le fordisme, puis le toyotisme.

il va d'instinct commencer par s'attaquer à ce concurrent en brisant les machines.

« La classe ouvrière ne commença à s'opposer à la bourgeoisie que lorsqu'elle résista violemment à l'introduction des machines, comme ce fut le cas tout au début du mouvement industriel. Les premiers inventeurs, Arkwright, etc., furent d'abord persécutés de cette manière et leurs machines mises en morceaux ; plus tard eurent lieu un grand nombre de révoltes contre les machines, et elles se déroulèrent presque exactement comme les émeutes des imprimeurs de Bohême en juin 1844 (2) ; les usines furent démolies et les machines mises en pièces. »

(F. Engels , *La Situation de la classe laborieuse en Angleterre*)

Quand la bourgeoisie anglaise en 1824 accorda aux prolétaires le droit de libre association, c'était de sa part un moyen de limiter une surexploitation dévastatrice, et

(2) Engels revient à plusieurs reprises dans son introduction sur ces émeutes qui eurent lieu en Bohème et en Silésie.

L'eau était brûlante.

de réglementer par la négociation avec les trade-unions. Ceux-ci engageront la lutte pour des conditions minimum d'exploitation et contre la concurrence des femmes et des enfants. En Chine que je sache on fait bien travailler femmes, enfants, prisonniers, étudiants... tout ce qui correspond à la domination réelle du capital, et non à sa domination formelle.

Seul le rapport de forces entre les classes détermine la reconnaissance des syndicats.

Parlant de l'Occident, Bruno Astarian nous dit, dans son livre *Luttes de classes dans la Chine des réformes (1978-2009)* (éd. Acratie, 2010) : « Les syndicats n'ont été tolérés par les patrons que progressivement, au fur et à mesure que se mettaient en place l'accumulation intensive et le mécanisme de plus-value relative. La recherche de la plus-value absolue est pour les patrons, antagonique à l'admission d'un syndicat » (p.142). La reconnaissance de tel ou tel syndicat est le plus souvent l'aboutissement d'une lutte de classe (3) ayant suffisamment inquiété l'Etat ou les patrons. En effet, historiquement la création de coalitions ouvrières correspond au désir des ouvriers de rompre avec leur isolement pour ne pas que le prix de la force de travail s'effondre, et cela aussi bien sous la domination formelle que réelle.

C'est ce qui se passe actuellement en Chine, avec les mouvements pour les revalorisations salariales et effectivement il peut se former de telles coalitions. Mais cela n'aura rien à voir avec le passage de la domination formelle à la domination réelle. Toute reconnaissance légale d'un mouvement consiste à le domestiquer et à l'intégrer, l'histoire abonde d'exemples en ce sens. C'est quand l'exploitation atteint un certain paroxysme, la limite de la reconstitution de la force de travail, que les capitalistes décident de réglementer l'exploitation. Leur mot d'ordre est alors « plutôt la réglementation que la révolution ». C'est comme cela d'ailleurs que les conseils ouvriers et d'entreprise furent reconnus comme auxiliaires légaux dans les entreprises lors de la révolution allemande (4).

La question syndicale est en définitive celle de la frontière de classe qu'il ne faut pas dépasser sans risques sociaux importants. Mais la législation dès qu'elle tombe dans les mains des capitalistes est continuellement adaptée à la lutte qu'ils se mènent aussi entre eux et à ce niveau le « syndicalisme reconnu » n'est plus qu'un rouage de la concurrence. C'est ainsi que se pose la question des syndicats démocratiques en Chine. Si ce pays veut entrer dans la cour des grands il devra se profiler aux règles de l'OIT (Organisation Internationale du Travail) et du BIT (Bureau International du Travail) (5).

---

(3) Ce que BA reconnaît :« En Chine, la formation d'un mouvement syndical indépendant ne pourra se faire qu'au travers de luttes sociales importantes » (*Luttes de classes dans la Chine des réformes*, p. 136).

(4) Voir *Spartacus et la commune de Berlin 1918-1919* (éd. Spartacus, p. 52)

(5) Bien que la coopération avec l'OIT soit avant tout technique, elle a au moins comme effet de mettre en avant la bonne volonté officielle : le memorandum signé en mai 2001 entre le ministère du Travail et de la Sécurité sociale et l'OIT vise ainsi à intégrer la Chine dans le projet « Travail décent » élaboré en 1998 [BIT, 2001]. Bien entendu, si les questions de liberté d'association (convention n° 87), de négociations collectives (n° 98) et de travail forcé (nos 29 et 105) sont les plus problématiques [CISL, 2006], la coopération a des effets tangibles dans au moins trois domaines du « Travail décent » [BIT 2002] : la réforme de la protection sociale, la politique de l'emploi et du marché du travail, et le développement du dialogue social.

A propos de la primauté de la domination réelle du capital sur le monde du travail.

Jusqu à présent je me suis contenté de parler du développement du capital dans ses frontières respectives, c'est-à-dire de son accumulation primitive sur la base de l'Etat-nation. Durant cette période, le « syndicalisme » et les associations de travailleurs pour leurs intérêts communs apparaissent dès la naissance du salariat. C'est pour les prolétaires, nous venons de le voir, le seul moyen de lutter contre la concurrence qu'ils se font entre eux par le jeu de la loi de l'offre et de la demande. Ce sont souvent des syndicats de métier ou des associations secrètes (6).

(6) « En Ecosse, entre autres, il y avait eu dès 1812 - ainsi que le raconte Symons (*Arts and Artizans*, pp. 137 et suiv.), un arrêt de travail général, organisé par une association secrète. Il eut lieu à nouveau en 1822, et à cette occasion, deux ouvriers qui n'avaient pas voulu ad-

La Bureaucratie céleste

E. Balazs, Gallimard, 1968
"ICO", n° 106-107, Juin-juillet 1971

Sous ce titre sont rassemblés divers écrits d'Etienne Balazs, consacrés à la société et l'économie de la Chine ancienne. Parmi les sujets traités, « Société et Bureaucratie » nous renseigne sur le corps du mandarinat, classe des lettrés-fontionnaires propriétaires terriens dans la Chine ancienne, classe dominante par sa fonction étatique, sur sa continuité et sa permanence depuis la fin du IIIe siècle avant notre ère jusqu'à la chute de l'ancien régime en 1911, puis dans la république bourgeoise de Kouo-min-tang (1912-1949). L'avènement de la "démocratie nouvelle" de Mao Tsé-toung fut une véritable révolution qui mit fin en même temps à la bourgeoisie, la classe des propriétaires fonciers et à l'ancien corps du mandarinat, mais les remplaça par une classe de fonctionnaires de nouveau ton, la bureaucratie d'un capitalisme d'Etat, à qui elle donna un pouvoir absolu.

L'étude du passé amène à voir que la naissance et le développement de cette nouvelle classe dominante, cette bourgeoisie communiste, ont bénéficié de la tradition bimillénaire des lettrés-fonctionnaires.

Dans la Chine ancienne, qu'est-ce que cette classe de lettrés-fonctionnaires ? La possession de l'écriture, la connaissance des caractères étaient source de pouvoir et d'émoluments. On lit, dans un ouvrage daté du IIe siècle avant J.-C., le *Houainan tseu* : « Autrefois, Ts'ang Hie inventa l'écriture, le Ciel fit pleuvoir des céréales et des démons pleurèrent dans la nuit (Commentaire : Les démons eurent peur que l'invention de l'écriture fût destinée à les dompter, c'est pour cette raison que la nuit ils pleuraient) ». Cette parabole suggère que ceux qui possèdent l'écriture sont censés être capables d'harmoniser la production des céréales et de maintenir la paix sous le ciel en sévissant contre les révoltés. Durant la monarchie de Tchéou (Xe-IIIe siècle

Mais dès que cette accumulation, va commencer à vouloir s'expatrier (constitution d'un capital financier et de la société anonyme), le cadre national devient trop étroit pour le développement des forces productives qui, propulsées par l'introduction des machines, doivent procéder à leur reproduction élargie. Cette période annonce la phase dite impérialiste du capitalisme, celle d'un monde clos et de son repartage régulier, par la guerre ou la capitulation. C'est à ce moment que se pose la question de la domination réelle du capital . Dans sa brochure *Hic salta* de 1998, BA nous fait

hérer à l'association et avaient été, en conséquence, déclarés traîtres à leur classe, par les ouvriers associés, furent vitriolés et perdirent ainsi la vue. De même en 1818, l'Association des mineurs d'Ecosse fut assez puissante pour imposer un arrêt général du travail. Ces associations faisaient prêter à leurs membres un serment de fidélité et de secret, tenaient à jour des listes, des caisses, une comptabilité, et avaient des ramifications locales. Mais la clandestinité dont s'entouraient leurs actions, paralysait leur développement. »

(F. Engels : *La Situation de la classe laborieuse en Angleterre*)

avant J.-C.) les lettrés sont considérés comme la classe supérieure parmi les quatre catégories de la population: lettrés, paysans, artisans et marchands. Les esclaves et serfs sont hors du classement officiel. Détenteurs du savoir, connaisseurs des rites, de la musique, des odes et de l'histoire canonique, les lettrés accèdent aux privilèges et à la propriété foncière par le fonctionnarisme, le mandarinat. Cette couche intermédiaire entre l'aristocratie terrienne et les autres catégories sociales se trouva désagrégée pendant la période des Royaumes Combattants (Ve-IIIe siècle avant J.-C.), son sort étant lié à l'existence et à la disparition des féodaux. A l'issue de ces trois siècles de guerre, le seigneur de Ts'in avait détruit toutes les autres seigneuries; il avait mis fin à la monarchie féodale des Tchéou et avec elle au féodalisme antique, système idéalisé par Confucius. La Chine unifiée en empire en 221 avant J.-C., divisée en 36 provinces, fut administrée par des fonctionnaires nommés par le pouvoir central. Les lettrés qui s'étaient pour la plupart dispersés dans le peuple, retrouvèrent leur emploi dans cette monarchie bureaucratique inaugurée par le Premier Empereur, Ts'in Che-houang-ti. Et c'est à partir de ce premier empire que la bureaucratie étatique, constituée par les lettrés-fonctionnaires, se substitue à la noblesse terrienne en tant que classe dirigeante. Ce n'est pas la propriété mais la fonction qui octroie le pouvoir dans cette société agraire. Les dynasties se succéderont, mais la monarchie bureaucratique va demeurer immuable et les lettrés-fonctionnaires resteront le groupe social dominant jusqu'au XXe siècle. Les empereurs règnent, mais ce sont les mandarins qui gouvernent.

« La classe des lettrés-fonctionnaires (ou mandarins) – couche infime quant à son nombre, omnipotente quant à sa force, son influence, sa position, son prestige est le seul détenteur du pouvoir, le plus grand propriétaire; elle possède tous les privilèges, et d'abord celui de se reproduire : elle détient le monopole de l'éduca-

tout un exposé sur la périodisation du mode de production capitaliste (7). Parlant de la subordination réelle du capital, il nous explique (p. 95) que la primauté absolue de la plus-value relative comme mode de valorisation du capital commence après 1945.

(7) En ce qui me concerne, je n'accepte qu'une « périodisation » c'est-à-dire « Ce bouleversement continuel de la production, ce constant ébranlement de tout le système social, cette agitation et cette insécurité perpétuelles distinguent l'époque bourgeoise de toutes les précédentes. » (*Le Manifeste communiste*).

En ce qui me concerne, c'est durant la période de 1890 à 1914 que l'accumulation mondiale fondée sur la production de plus value absolue est remplacée par la domination réelle du capital (le machinisme et la plus-value relative).

Ce qui est intéressant, en dehors de divergences sur les dates, c'est que BA se place alors dans le cadre d'une totalisation du capital – l'hégémonie américaine et ses institutions mondiales GATT, FMI, Banque mondiale. A ce niveau comment peut- il

tion... Cette élite improductive tire sa force de sa fonction socialement nécessaire et indispensable, de coordonner, surveiller, diriger, encadrer le travail productif des autres, de faire marcher tout l'organisme social. Ils ne connaissent qu'un seul métier, celui de gouverner. Un célèbre passage de Mencius exprime bien l'idéal des fonctionnaires-lettrés : Les occupations des hommes de qualité ne sont pas celles des gens de peu. Les uns se livrent aux travaux de l'intelligence, gouvernent les autres; ceux qui travaillent de leur force sont gouvernés par les autres; ceux qui gouvernent sont entretenus par les autres. « Spécialistes du maniement des hommes, les lettrés-fonctionnaires incarnent l'Etat créé à leur image: sévèrement hiérarchisé, autoritaire, paternaliste mais tyrannique, l'Etat-moloch totalitaire, [...] dirigiste et interventionniste... Rien n'échappe à la réglementation officielle : le commerce, les mines, la construction, les rites, la musique, les écoles, toute la vie publique et une grande partie de la vie privée. Il y a d'autres raisons encore pour parler d'un Etat totalitaire. D'abord l'atmosphère de surveillance mutuelle et de suspicion générale auxquelles personne n'échappe, les plus hauts fonctionnaires étant à la merci du premier délateur. Puis le caractère arbitraire de la justice. Aux yeux des pouvoirs publics tout inculpé est présumé coupable. Et le principe de la culpabilité collective... (qui) sème la terreur et fait trembler tous les sujets, en premier lieu les fonctionnaires-lettrés qui ne dominent pas seulement l'Etat, mais sont aussi ses serviteurs... Enfin, totalitaire aussi la tendance de l'Etat à s'opposer à toute innovation privée...

« Bien des traits de la Chine populaire rappellent l'ancien régime impérial : primauté de l'Etat et de la classe des fonctionnaires privilégiés – dans cette perspective, la bureaucratie du parti serait le pendant du mandarinat; importance des travaux publics exécutés par des millions de coolies ; surveillance constante de la police ; intolérance d'un absolutisme éclairé mais totalitaire, avec son côté pa-

nous faire croire que la Chine, en est toujours au système de la plus-value absolue, au sens ou celui-ci s'est développé en Europe ? Si donc le capitalisme en Chine n'a pas trouvé dans le mode de production asiatique les bases de son développement, comment celui-ci a-t-il pu franchir cette muraille de Chine?

Le capital s'est imposé de l'extérieur, tel que son être le détermine.

« C'est la tendance nécessaire du capitalisme de se soumettre en tous points le mode de production, de le placer sous la domination du capital. Au sein d'une société nationale déterminée, c'est ce qui se produit nécessairement, ne serait-ce que par la métamorphose de tout travail en travail salarié par le moyen du capital. Pour ce qui est des marchés étrangers, le capital impose de force cette propagation de son mode de production par la concurrence internationale."

(Marx, *Grundrisse*, tome II)

ternaliste, son sentiment de supériorité, sa suffisance et sa morgue ; et, pour finir, impuissance de l'individu, incapable d'échapper à la pression sociale de la collectivité, à son conformisme... L'étatisme et le pouvoir absolu nous semblent constituer le véritable dénominateur commun de l'ancien et du nouveau régime de la Chine.»

La partie de l'ouvrage traitant l'histoire économique nous donne un aperçu, à travers deux millénaires, du sort des paysans, serfs et esclaves à la merci des nobles, des propriétaires fonciers, des mandarins, de la monarchie bureaucratique, et nous conduit jusqu'à la réforme agraire de 1950 après l'avènement de la « nouvelle démocratie ».

L'auteur conclut que l'industrialisation est la clé de tous les problèmes de la Chine et se demande quel prix les paysans devront payer. On sait déjà à quelle exploitation sont soumis les paysans dont le travail doit fournir le fonds d'accumulation primitive, la base de l'industrialisation, en particulier de l'industrie d'armements classique et atomique. Bien sûr, l'industrialisation est pour la bureaucratie source de pouvoir et de puissance, mais pour les ouvriers et les paysans de Chine, la clé de leur émancipation ne réside pas essentiellement dans la multiplication des usines et des machines, mais dans la fin de la bureaucratie, de son armée permanente et de sa police, dans la mort de l'Etat capitaliste.

Balazs soulève bien des questions très intéressantes et en particulier celle-ci : comment se fait-il qu'en dépit des conditions très favorables – car la Chine était technologiquement et scientifiquement en avance sur l'Occident jusqu'au temps de la Renaissance – la civilisation chinoise ne donna jamais naissance, avant l'introduction du capitalisme européen, au capitalisme du type connu en Occident ? Il répond à cette question en essayant d'analyser le mode de production de ce que Marx appela « société asiatique » (p. 290 à 312).

Balazs est mort en 1963. On lui attribue *Où va le capitalisme ?*, paru dans la collection Spartacus, sous le pseudonyme de Tomori.

Ngô Van

Quand le travail salarié a-t-il pénétré en Chine ? Quels sont les modes de production qu'il a liquidés et comment (concurrence, guerre ou les deux) ?

Prenons par exemple Shenyang, un des plus anciens sites industriels de Chine avec Shanghai et Wuhan. Ce site minier (charbon et fer) connaît une industrialisation précoce, dès la fin du XIXe siècle, moment où Japonais, Russes et Chinois se disputaient le contrôle de la Mandchourie. Il faudra attendre le Manchukuo japonais (1932-1945) pour que l'industrialisation s'affirme sur la base de la plus-value relative.

Les industries lourdes qui se sont développées à cette période resteront la base du tissu industriel de la région, la ville elle-même se transforme de centre de petit commerce et d'artisanat en cité industrielle à base ouvrière (8)

Quand Mao prend le pouvoir, Shenyang et la province de Liaoning, malgré les dommages de guerre, deviennent les centres stratégiques de la reconstruction. L'industrie d'armement laissée par les Japonais servira à contrer les ennemis de la Chine populaire (armées nationalistes et Corée).

La province deviendra la tête de pont de la reconstruction où l'aide soviétique va se concentrer. La production tant industrielle qu'agricole de la province retrouvera en quatre ans le niveau antérieur à la défaite japonaise, son taux de croissance est exceptionnel (25,3 %). Il serait intéressant, pour le reste de la Chine de poursuivre, sur le transfert de machine d'Allemagne de l'Est en Chine. Mais je crois avoir démontré que la question syndicale en Chine n'a pas de rapport mécanique avec la « plus-value relative » ceci d'autant que la prolongation de la journée de travail vise à l'amortissement du prix des machines.

En résumé : je pense avoir montré en quoi il faut distinguer la plus-value absolue aux origines du capitalisme qui sort de ses langes et la période suivante, celle de l'introduction des machines et de l'extraction de la plus-value relative, mais aussi absolue. Pour lutter contre l'obsolescence des machines on allonge la journée de travail, même si ensuite celle-ci va diminuer pour X raisons.

En Chine ce n'est pas au passage d'un capitalisme s'appuyant comme en Europe sur les manufactures que nous assistons. Le capitalisme, comme nous l'avons vu, fut introduit de l'extérieur. Il a survécu ensuite tant bien que mal sous la forme d'un capitalisme d'Etat n'ayant aucune motivation à procéder à une reproduction élargie. Il en résultera que sa base industrielle prendra un grand retard sur la base technologique de l'Occident.

La Chine des réformes, celle de Deng Xiaoping, fait de nouveau appel au capital étranger qui pénètre avec sa technologie (9) dernier cri et qui procède à la liquidation des vieilles industries lourdes devenues obsolètes. Aussi la ville de Shenyang, leader de la première industrialisation chinoise, va se trouver déclassée et connaître licenciements et chômage.

Gérard Bad
juin 2010

---

(8) La Chine ne reste pas non plus inactive dans le secteur industriel. Sous l'impulsion de Zhang Zuolin, « homme fort » de la région à l'époque, Shenyang développe une industrie textile et une petite industrie militaire.

(9) En Chine, le coût de la main-d'œuvre ne représente que 5 % du coût total d'un PC – selon Campel Electronics.

LISTE DE DOCUMENTS, JOURNAUX, BROCHURES ET LIVRES DISPONIBLES À ÉCHANGES

Ces matériaux sont envoyés contre remboursement des frais postaux. Pour éviter des frais inutiles, il suffit de joindre à la demande si possible des timbres ou des vignettes : 0,73 euro pour un exemplaire, 0,89 euros pour deux, 1,67 euro jusqu'à cinq euros. Au - delà et pour les livres , demander au préalable le montant des frais postaux. Etant donné le nombre limité de certains documents, les demandes seront honorées dans leur ordre d'arrivée et les timbres inutilisés seront restitués. Si la publication n'est pas en français, mention est faite, entre parenthèses par une initiale, de la langue utilisée dans la publication

A

A corps perdu n° 1 (2008), revue anarchiste internationale
Agrapresse n° 3145 (2008)
Alternative libertaire, numéros dépareillés de 175 à 192 (2008 à 2010)
Alternative Press Index, 2008 et 2009 (A).

B

Barricade pamphlet : Camatte, la mystification démocratique (2006) et *Connection* (2006) (A)
Barricata n° 20 (2010) sur Israël
Bilan et Perspectives n° 4 (2002)
Blaumachen, sur les événements de Grèce 2009 (en grec)
Bulletin contre-info en Cévennes n°s 5, 6 (2008) et 7 (2009)
Bulletin des compagnons de nulle part n° 4 (2007), et 6 (2009)
Bulletin du CIRA n° 65 (2009)

C

Camoin (*Présence marxiste*) : *La Doctrine économique de Sismondi* (2010)
Cette semaine, n° 96, 97 (2008).
Cinquième zone, brochure de présentation
Combat syndicaliste (Le), CNT Midi-Pyrénées, n° 87 (2004)
Communism n° 10 (1997) (A)
Correspondance économique n° 1550 (2008)
CQFD, n°s 63 à 76 (2009- 2010)

D

Dans le Monde une classe en lutte (plusieurs collections de numéros dépareillés touchant les 15 années de cette publication pouvant être complétées par des photocopies)
Débattre n° 18 (2005) (Alternative libertaire)
De la suite dans les idées (mars 2009)
Direct Action (AIT), traduction française de différents articles (2002)

E

Ecole de Paris (Les amis de l') n°s 5 et 7 (2006) et le journal n°72 (2009) : Quand l'entreprise façonne la société
Espoir n°s 1 et 2 (2005)

F

Forge (La), n^{os} de 483 à 504, de 2008 à 2010
For Nothing against everything n° 7 (2009) (A)

G

Gazette de la société et des techniques, n°s 42 à 44 (2007), 45 à 49 (2008), 50 à 54 (2009), 55 (2010)

H

Habitants de la lune (Les) nos 1, 2, 3 (2008-2009) et 4 (2010) sur les événements en Grèce
Hobnail Review nos 5, 9 ,10 et 13 (2007) et 14, 15, 16 (2008) (A)

I

Industrial Worker n° 1702 (2007) (A)
Informations Correspondance Ouvrières (ICO) numéros disparates des années 1970. Rappelons que pour 5 euros on peut obtenir un CD de l'ensemble des publications d'ILO-ICO
Independent Reader n° 5 et 6 (2007) (A)
Intervention communiste numéros dépareillés de 2007 à 2010

J

Jakilea/Le Témoin, nos 84 à 94 de 2007 à 2010

K

Kosmoprolet (2007) (allemand)
KSL nos 60 (2009) et 61 (2010) (A)
KTA, Maloka 2007-2008

M

Manière de voir (Le Monde diplomatique) nos 95, 100, 101 (2005)
Monde libertaire (Le) n° 1514 (2008) et hors-série n° 34 (2008)

N

Négrisme et tutti bianchi (2004), brochure de Mutines Séditions (F)
News Infos hard and blues, bulletin nexialiste nos 1 et 2 (2008), 7, 8 et 9 (2009). Plusieurs CD musicaux de ce groupe. (F)
Notre planète est une prison, brochure (2000)

O

On n'est pas des veaux (sur les produits laitiers) brochure, de Claude Simon (2006)
Orr Akira - Autonarchy (brochure) et *Future Revolution* (manuscrit) (A)
Out of the wide n° 1, été 2008 (A)

P

Parti communiste d'Espagne, documents 1978-1979 (F)
Partisan, divers numéros de 2009
People (The), numéros divers de 2007(A).
Perspective internationaliste n° 51/52 (hiver 2008-2009)
Politica operaia nos 113 à 123 (2008-2010) (portugais)
Proletarian Revolution nos 68 (2003), 78 (2006) et 79 (2007) (A)

R

Red Collective (2006) (A)

S

Socialist Worker, organe du Socialist Worker Party, numéros de 2008-2009-2010 (A)
Solidarité active avec les compagnons incarcérés (2007)
Sortir de l'économie n° 1 (2007)
Sortir du nucléaire, nos 32, 33 (2006), 42, 43, 44 (2009), catalogue 2010 et hors-série « Le Double jeu du nucléaire » (2009)
Stupid White Men, livre de Michael Moore (2001) (A)
Subversion n° 19 (A)
Sud Education nos 20 (2006), 21,25 (2007), 26 (2008)

T

Tyranny in India (1850) photocopie) (A)

BROCHURES DISPONIBLES

La Crise en Californie, suivi de **L'industrie automobile en Californie est morte,** Gifford Hartman (février 2010, 2 euros)

Présentation du réseau « Echanges et mouvement » (décembre 2008, 1,50 euro)

Les Conseils ouvriers en Allemagne, 1918-1921,
Henk Canne Meijer (décembre 2007, 2,50 euros)

Le Mouvement des piqueteros. Argentine 1994-2006,
Bruno Astarian (mai 2007, 3 euros)

ICO et l'IS. Retour sur les relations entre Informations correspondance ouvrières et l'Internationale situationniste, Henri Simon (octobre 2006, 3 euros)

La Révolte des cités françaises, symptôme d'un combat social mondial
(mai 2006, 4 euros)

Aux origines de l'« antitravail », Bruno Astarian (décembre 2005, 3 euros)

La Classe ouvrière sous le IIIe Reich, Tim Mason (mars 2004, 3 euros)

Pour une compréhension critique du mouvement du printemps 2003. De la grève des enseignants aux manifestations contre la réforme des retraites (septembre 2004, 3,50 euros)

Militantisme et responsabilité suivi de **Le Crime des bagnes nazis : le peuple allemand est-il coresponsable ?** Henry Chazé (mars 2004, 3 euros)

Derrière l'Intifada du XXIe siècle, Aufheben (octobre 2003, 2,50 euros)

Les Grèves en France en mai-juin 1968, Bruno Astarian (mai 2003, 3,50 euros)

Humanisme et socialisme/Humanism and socialism, Paul Mattick (mai 2003, 2 euros)

L'Argentine de la paupérisation à la révolte. Une avancée vers l'autonomie (juin 2002, 2,50 euros)

Correspondance 1953-1954, Pierre Chaulieu (Cornélius Castoriadis)-Anton Pannekoek,
présentation et commentaires d'Henri Simon (septembre 2001, 2 euros)

Pour une histoire de la résistance ouvrière au travail. Paris et Barcelone, 1936-1938, Michael Seidman (mai 2001, 1,50 euro)

Fragile prospérité, fragile paix sociale. Notes sur les Etats-Unis, Curtis Price (février 2001, 1,80 euro)

La Sphère de circulation du capital, Gérard Bad (octobre 2000, 1,50 euro)

Les droits de l'homme bombardent la Serbie, Gérard Bad (octobre 1999, 1,50 euro)

Entretien avec Paul Mattick Jr., réalisé par Hannu Reime en novembre 1991.
Ed. bilingue septembre 1999, 1,50 euro)

Pourquoi les mouvements révolutionnaires du passé ont fait faillite. – Grèves. – Parti et classe. Trois textes d'Anton Pannekoek,
précédés de : **Le Groupe des communistes internationalistes de Hollande,** par Cajo Brendel (avril 1999, 1,50 euro)

Enquête sur le capitalisme dit triomphant, Claude Bitot (janvier 1999, 1,50 euro)

La Lutte de classe en France, novembre-décembre 1995. Témoignages et discussions (mars 1996, 1,50 euro)

Mais alors, et comment ? Réflexions sur une société socialiste (1,50 euro)

Dans le monde une classe en lutte

Echanges et mouvement publie
depuis 1993 le bulletin gratuit

Dans le monde une classe en lutte (*DLM*),

recension irrégulière des luttes de classe dont on peut avoir connaissance. Echanges souhaite toujours que la collecte des informations, leur classement, leur analyse et leur rédaction soit un travail plus collectif.

La formule actuelle consiste en des envois groupés, gratuits pour diffusion en nombre fixé par le correspondant ; ou en des envois individuels, contre six enveloppes adressées et timbrées à 0,72 euro.

Ce sont des discussions avec un camarade américain de Baltimore, avec lequel Echanges partageait depuis longtemps des informations et des commentaires sur la lutte de classe dans le monde, qui ont conduit à l'idée de mettre ces informations à la disposition de ceux qui n'avaient ni le temps, ni les moyens d'y accéder.

La formule s'est quelque peu modifiée avec le temps, passant d'un classement des informations par pays à un classement par branche d'industrie. Elle vise aujourd'hui d'une part à faire ressortir certaines luttes significatives, d'autre part à réaliser un classement selon les termes actuels du conflit capital-travail.

Dans le monde une classe en lutte
echanges.mouvement@laposte.net

numéros en ligne sur le site mondialisme.org

ÉCHANGES N° 133 — Été 2010